



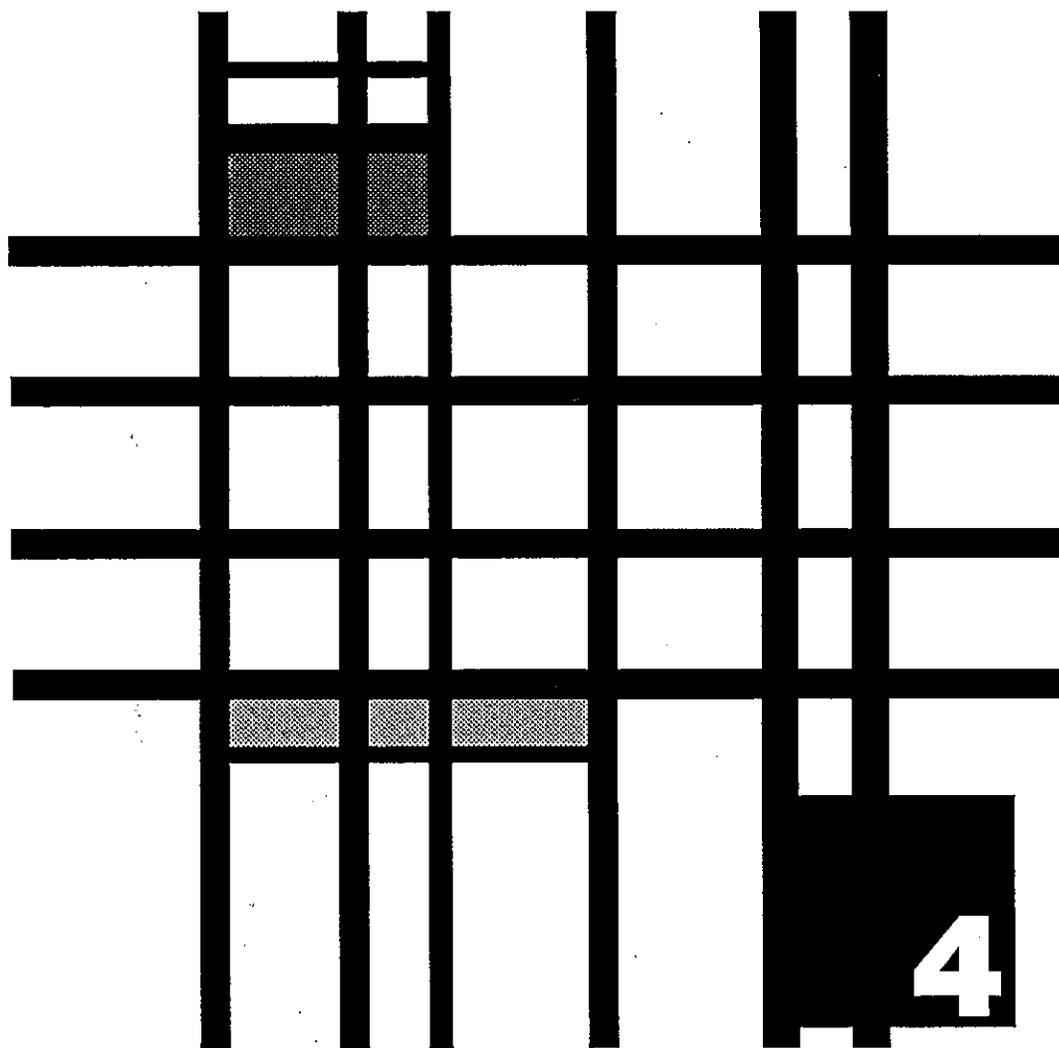
*d'étude et
de recherche*

CAHIERS

Les années de formation de la IVème Internationale



Daniel Bensaïd



numéro 9, 1988

25F, 10FS, 170FB

Institut International de Recherche et de Formation

CAHIERS D'ETUDE ET DE RECHERCHE NOTEBOOKS FOR STUDY AND RESEARCH

Les *Cahiers d'Etude et de Recherche/Notebooks for Study and Research* (CER/NSR) sont publiés dans le cadre des activités de l'Institut International de Recherche et de Formation/International Institute for Research and Education (IIRF/IIRE).

Ils comportent trois séries:

* La série "**cours**" : sont reproduits dans cette série des cours donnés dans le cadre de l'IIRF (et parfois d'autres institutions). On trouve dans les cahiers de cette série, outre la transcription du cours lui-même, un matériel de lecture complémentaire qui accompagne le texte principal.

* La série "**études**" : sont publiées dans cette série des études systématiques portant soit sur un pays et une expérience donnés, soit sur une thème particulier.

* La série "**dossiers et débats**" : sont présentés dans cette série un ensemble de documents, d'articles et d'interviews qui permettent de faire le point sur une question controversée.

Les mêmes textes paraissent en français, sous le titre *Cahiers d'Etude et de Recherche*, numérotés selon la séquence de publication française, et en anglais, sous le titre *Notebooks for Study and Research*, numérotés selon la séquence de publication anglaise.

Certains cahiers sont traduits en d'autres langues, notamment en espagnol. Pour plus d'informations sur leur disponibilité, écrire à la rédaction.

Nous invitons les lecteurs à nous faire part de leurs remarques concernant la présentation et le contenu des CER/NSR, en nous écrivant à l'adresse suivante:

IIRF/IIRE
Postbus 53290
1007 RG Amsterdam
Pays-Bas



Les CER/NSR parus et à paraître

■ En français:

◆ parus :

N°1 La place du marxisme dans l'histoire, par Ernest Mandel (série "études") (40 p. 20FF)

N°2 La révolution chinoise - Tome I : La Deuxième révolution chinoise et la formation du projet maoïste, par Pierre Rousset (série "études") (32 p. 20 FF)

N°3 La révolution chinoise - Tome II : Le maoïsme à l'épreuve de la lutte de pouvoir, par Pierre Rousset (série "études") (48p. 25FF)

N°4 Sur la révolution permanente, par Michael Löwy (série "études") (44 p. 20FF) (épuisé) *

N°5 Lutte de classe et innovation technologique au Japon depuis 1945, par Muto Ichiyo (série "études") (48p. 25 FF)

N°6 Le populisme en Amérique latine, textes d'Adolfo Gilly, Helena Hirata, Carlos M. Vilas, PRT argentin présentés par Michael Löwy (série "dossiers") (40 p. 20FF)

N°7/8 Plan, marché et démocratie : l'expérience des pays dits socialistes, par Catherine Samary (série "cours") (64p. 40FF)

N° 9 Les années de formation de la IVème Internationale, par Daniel Bensaïd (série "cours") (48p. 25FF)

◆ prévus :

Les révolutions bourgeoises, par Robert Lochhead

Le stalinisme, par Ernest Mandel

Marxisme, féminisme et mouvement ouvrier, par Marijke Colle

Marxisme et théologie de la libération, par Michael Löwy

Le "socialisme à la suédoise", articles de Tom Gustaffson

Problèmes de la transition au Nicaragua, recueil d'articles

La révolution cubaine, par Janette Habel

■ en anglais:

Les numéros 1 à 7/8 des CER sont également parus en anglais sauf le numéro 4, traduction de deux chapitres de l'ouvrage de Michael Löwy, *The Politics of Uneven and Combined Development: The Theory of Permanent Revolution*, disponible chez New Left Books, Londres, 1981. Les NSR ont publié en numéro 4 une traduction de la première partie de l'ouvrage de Daniel Bensaïd, *Stratégie et parti*, disponible à La Brèche, Paris, 1987.

Aux abonnés des CER

Nombreux parmi vous, amis des CER, sont ceux qui se sont abonnés à neuf numéros à partir du numéro un. L'heure est donc venue de renouveler la mise. Nous espérons que notre formule d'abonnement à cinq numéros facilitera votre geste.

Abonnement : 5 numéros pour 100 FF, 40FS, 675FB
(+20% pour envois par avion)

Chèques libellés à l'ordre de P. Rousset, de préférence en francs français tirables dans une banque située en France. Envoyer à CER, 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France. Virements postaux à Pierre Rousset, CCP Paris 11 541 97 T.

Depuis le lancement des Cahiers d'Etude et de Recherche, nous avons prévu de publier une étude de Daniel Bensaïd sur la formation de la IVème Internationale. De petits retards en délais inattendus — provoqués par les multiples engagements militants de l'auteur — il aura fallu deux ans pour que le projet devienne réalité. Le hasard a, en l'occurrence, bien fait les choses : 1988 est l'année du cinquantenaire de cette Internationale fondée en 1938.

C'est aussi l'année durant laquelle les jugements des grands procès de Moscou — de 1936 à 1938 — ont été officiellement cassés en URSS, où tout un pan de l'histoire sanglante du stalinisme a été progressivement mis à jour dans la presse soviétique. En effet, les purges ordonnées par Staline ont frappé aussi bien des dirigeants prestigieux comme Zinoviev, Trotsky, Kamenev, Boukharine que des centaines de milliers de militants communistes, un million peut-être. C'était le règne de l'arbitraire bureaucratique sans frein où le recours à la torture tenait lieu de procédure judiciaire.

La réhabilitation des accusés des procès de Moscou ne concerne pas (encore?) directement Trotsky, membre du Bureau politique du Parti communiste et ancien chef de l'Armée rouge, condamné avant leur tenue. Elle n'en balaie pas moins la thèse policière du "complot impérialiste" au nom de laquelle il avait été dénoncé. Déjà, les principaux autres dirigeants de l'Opposition de gauche (les "trotskystes") sont réhabilités : Rakovsky, Piatakov, Radek...

Ce que tout historien savait et que tout militant qui se réclame du communisme devrait savoir commence donc à être officiellement reconnu en URSS même. Le congrès du Parti communiste de l'Union soviétique ne vient-il pas de décider la construction d'un monument aux victimes de Staline?

La IVème Internationale s'est constituée durant cette période. Elle a été établie par des militants communistes, anti-fascistes, anti-impérialistes, qui luttèrent contre ce déni de justice, de toute légalité et de toute démocratie socialistes; contre la dégénérescence bureaucratique de l'Etat soviétique qu'ils avaient activement contribué à bâtir et à défendre. Frappés du plus rigoureux ostracisme par les Parti communistes officiels, décimés en URSS même, ils étaient menacés d'isolement et de découragement. Qui peut aujourd'hui encore affirmer que leur combat était sans fondement?

L'Opposition de gauche internationale n'était pas le seul courant marxiste anti-stalinien à lutter pour un communisme authentique. Le regroupement de ces diverses forces fut longtemps recherché. Pourtant, sous la pression de la marche à la Deuxième Guerre mondiale, cette unification, pour indispensable qu'elle fût, finit par échouer.

L'étude historique qui suit est l'occasion pour Daniel Bensaïd d'un effort de réflexion sur la façon dont a été mené ce combat à contre-courant. Il s'attache à restituer l'originalité profonde des conditions de naissance de la IVème Internationale, les enjeux réels des divergences qui se sont manifestées sur la question de la IVème

Internationale entre les courants marxistes anti-staliniens de l'époque, les raisons des changements d'orientations organisationnelles qui ont ponctué ces années charnières, les questions de méthode sous-jacentes. Il s'interroge sur les enseignements que les militants révolutionnaires peuvent tirer de cette expérience, tout particulièrement en ce qui concerne diverses politiques de construction de parti.

Daniel Bensaïd collabore régulièrement aux activités de l'Institut International de Recherche et de Formation.

(1) Acteur direct du mai 68 français — rencontre exceptionnelle entre une révolte étudiante radicale et une grève générale ouvrière d'ampleur sans précédent — il vient de publier, avec Alain Krivine un livre sur cette lutte. (2) Il est l'un des dirigeants de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), la section française de la IVème Internationale. Il a dû, à ce titre, réfléchir plus d'une fois au rapport entre internationalisme et construction d'une Internationale. En 1969, par exemple, quand la Ligue communiste a décidé d'adhérer à la IVème Internationale après un important débat interne. (3) Et récemment encore quand il s'est agi de commencer à faire le point sur l'évolution de la IVème Internationale et de ses rapports avec les divers courants révolutionnaires dans le monde. (4)

Ce rapport réalisé en 1985 s'adressait à des membres de la IVème Internationale. La version écrite que nous publions aujourd'hui pour tous les lecteurs des Cahiers d'Etude et de Recherche, a préservé le ton militant de l'oral ("savoir et comprendre de quelles batailles nous sommes issus"). Elle comporte en outre en annexes des documents d'époque et de larges extraits d'études postérieures.

Ainsi conçu, ce neuvième Cahier d'Etude et de Recherche, doit contribuer, en cette année cinquantenaire, à faire mieux comprendre les conditions dans lesquelles la IVème Internationale a été fondée — et à faire progresser la réflexion sur les questions si importantes et si liées de l'internationalisme et des rapports unitaires entre militants et courants révolutionnaires.

Pierre Rousset et John Barzman

Le 4 juillet 1988

Notes

(1) Nous avons déjà publié un cours de Daniel Bensaïd : *Revolutionary Strategy Today*, Notebooks for Study and Research 4, Paris, 1987. La version française a été publiée dans Daniel Bensaïd, *Stratégie et parti*, Paris, La Brèche, 1987.

(2) Daniel Bensaïd et Alain Krivine, *Mai si! rebelles et repentis*, La Brèche Paris, 1988.

(3) La Ligue communiste regroupait notamment des militants de la Jeunesse communiste révolutionnaire et du Parti communiste internationaliste (section française de la IVème Internationale), deux organisations dissoutes en juin 1968 par le gouvernement français. Le débat interne de son congrès de 1969 a été publié en partie dans *Construire le parti, construire l'Internationale, extraits du débat préparatoire au congrès de fondation de la Ligue communiste. 2 - De l'internationalisme à l'Internationale*. Cahiers rouges, Documents de formation communiste 8/9, Maspéro, Paris, 1969. La LCR, fondée en 1974, exprime la continuité politique de la Ligue communiste dissoute en 1973 par le gouvernement.

(4) Voir à ce sujet la "Résolution sur l'étape actuelle de construction de l'Internationale" du congrès de janvier 1985, dans *Quatrième Internationale*, numéro spécial 17/18, 1985.

Chronologie

	Grands événements	Mouvement trotskyste	Trotsky
1 9 2 9	début de la crise économique mondiale novembre: exclusion de Boukharine du PCUS	mai : fondation de la Communist League of America à Chicago juillet : <i>Bulletin de l'Opposition</i> (russe) lancé septembre : <i>La Vérité</i> (France) lancée décembre : Blumkine exécuté à Moscou	février : Trotsky expulsé d'URSS vers Prinkipo, en Turquie novembre : <i>La révolution permanente</i>
1 9 3 0	janvier: chute de Primo de Rivera en Espagne septembre: succès des nazis aux élections allemandes octobre : Vargas prend le pouvoir au Brésil	fondation de l'Opposition de gauche espagnole à Liège avril : la conférence de l'Opposition de gauche internationale (OGI) à Paris élit un Secrétariat international (SI)	Articles sur l'Allemagne et l'Espagne
1 9 3 1	collectivisation en URSS avril : abdication d'Alphonse XIII en Espagne novembre : Mao président de la République soviétique du Jiangxi	scission de Rosmer en France	<i>Histoire de la révolution russe</i>
1 9 3 2	janvier : le Japon occupe Shanghai	édition de brochures populaires contre le nazisme en Allemagne	Trotsky privé de la citoyenneté soviétique voyage et discours de Trotsky à Copenhague
1 9 3 3	janvier : Hitler chancelier février : incendie du Reichstag mars : effondrement des banques et "New Deal" de Roosevelt aux Etats-Unis décembre : formation de l'Alliance ouvrière en Catalogne et aux Asturies	février : préconférence internationale de l'OGI mai : Trotsky pour un nouveau parti en Allemagne juillet : Trotsky pour une nouvelle Internationale août : déclaration des Quatre pour la Quatrième Internationale	juillet : Trotsky arrive en France
1 9 3 4	février : écrasement des milices socialistes de Vienne juillet : pacte d'unité PS-PC en France grèves de Minneapolis aux USA septembre : l'URSS entre à la SDN octobre : insurrection des Asturies en Espagne début de la Longue Marche en Chine décembre : assassinat de Kirov à Léninegrad	février : Christian Rakovsky capitule en déportation juin : Trotsky pour le "tournant français" août : entrée des B.L. français dans la SFIO septembre : l'opposition de gauche espagnole (ICE) refuse l'entrisme décembre : formation du Workers Party aux Etats-Unis (fusion de la LC et de l'AWP)	juillet : installation de Trotsky à Domène, en France novembre : <i>Où va la France?</i>
1 9 3 5	mai : pacte Laval-Staline l'Ethiopie dévastée par les armées italiennes août : grèves de Toulon et de Brest en France 7e congrès de l'Internationale communiste septembre : constitution du POUM en Espagne (fusion du BOC de Maurin et de l'ICE de Nin)	juin : exclusion des B.L. de la SFIO août : "Lettre ouverte pour la Quatrième Internationale"	juin : installation de Trotsky en Norvège <i>La Jeunesse de Lénine</i>
1 9 3 6	janvier : signature du programme électoral de Front populaire en Espagne février : victoire du Front populaire en Espagne mai : victoire du Front populaire en France juin : mouvement de grèves en France juillet : putsch et guerre civile en Espagne août : 1er procès de Moscou septembre : gouvernement de Front populaire en Catalogne et à Madrid décembre : exclusion du POUM du gouvernement catalan	janvier : rupture avec les B.L. français qui veulent retarder la sortie de la SFIO crise de la section française mars : entrée du Workers Party des USA dans le Parti socialiste création du PCI en France juillet : première conférence internationale pour la Quatrième Internationale juillet-août-septembre : assassinats de militants trotskystes	<i>La révolution trahie</i> août : arrestation de Trotsky en Norvège décembre : départ pour le Mexique
1 9 3 7	janvier : 2e procès de Moscou mai : insurrection de Barcelone formation du gouvernement Negrin en Espagne juin : interdiction du POUM, assassinat de Nin guerre ouverte entre la Chine et le Japon	concurrence du Bureau de Londres	janvier : arrivée au Mexique et installation à Coyoacan septembre : la Commission présidée par le philosophe John Dewey déclare Trotsky et Léon Sedov non-coupables des accusations portées contre eux à Moscou
1 9 3 8	février : Anschluss mars : 3e procès de Moscou juin : sortie du PSOP de la SFIO Cardenas nationalise le pétrole au Mexique septembre : conférence de Munich novembre : échec de la grève générale en France	janvier : rupture avec Sneevliet et le RSAP des Pays-Bas juillet : Rudolf Klement assassiné septembre : conférence de fondation de la IVème Internationale	février : Sedov, traqué par le Guépéou, meurt à Paris mai : <i>Programme de transition</i>

Les années de formation de la IVème Internationale

Daniel Bensaïd

L'étude des années de formation de la IVème Internationale, entre 1933 et 1938, présente un double intérêt. Un intérêt historique d'abord : savoir et comprendre de quelles batailles nous sommes issus, et de quel héritage programmatique nous assurons la continuité. Un intérêt pratique aussi, dans la mesure où nombre de nos problèmes actuels d'orientation et de construction étaient en germe dans les conditions de formation de la IVème Internationale.

Je ne rappellerai pas dans ce rapport le contexte politique international de ces années de formation. Pourtant, les choix et les initiatives dont il est question sont directement déterminés par des événements majeurs de la lutte de classe. Il faut donc les avoir constamment à l'esprit, en se reportant, si nécessaire à la chronologie.

Soulignons seulement pour mémoire que le combat pour la fondation de la IVème Internationale s'inscrit dans l'intervalle entre la victoire de Hitler en Allemagne et les préparatifs de la Seconde Guerre mondiale. Ces quelques années sont marquées par une précipitation de convulsions et de crises, qu'on a du mal à imaginer aujourd'hui : victoire du nazisme en Allemagne et en Autriche, révolution et guerre civile espagnoles, faillite du front populaire en France, succession des procès de Moscou et grandes purges en URSS, Longue Marche et début de la guerre de libération anti-japonaise en Chine...

En quelques années, les sociétés européennes, la carte politique, le mouvement ouvrier, vont sortir remodelés de l'épreuve. Des traditions et des cultures vont disparaître comme des continents engloutis. (1)

Nous aborderons donc les grandes questions politiques posées par la dégénérescence bureaucratique de l'Internationale communiste et la constitution d'une nouvelle Internationale révolutionnaire minoritaire :

1) **Quand ?** A partir de quels critères Trotsky et la direction de l'Opposition de Gauche passent-ils de la bataille pour le redressement de la IIIème Internationale à la nécessité d'une nouvelle Internationale ?

2) **Sur quelles bases ?** Quelles sont les bases programmatiques qui expriment les délimitations d'un nouveau courant international du mouvement ouvrier, et quels sont leurs fondements ?

3) **Comment ?** Quelle fut la méthode mise en œuvre pour tenter de rassembler le maximum de forces autour d'un tel projet ?

4) **Avec qui ?** Nous examinerons ici le rapport complexe entre la construction de sections nationales et celle d'une organisation internationale, ainsi que différentes tactiques mises en œuvre : regroupements et fusions, entrisme, parti ouvrier basé sur les syndicats...

I. De la bataille pour le redressement de la IIIème Internationale à la nécessité d'une IVème Internationale : un test historique

● 1) La IIème Internationale n'a pas basculé dans le chauvinisme et l'Union sacrée, du jour au lendemain, en août 1914. Sa dégénérescence avait commencé bien avant. Les indices ne manquaient pas. Les indices théoriques et idéologiques s'étaient manifestés dès la fin du siècle passé, à l'occasion de la grande controverse sur le révisionnisme (Luxembourg, Bernstein, Labriola, Sorel...). Les indices politiques s'étaient également multipliés, depuis la question du ministérialisme avec l'affaire Millerand, jusqu'à l'adoption de positions chauvines sur la question coloniale et sur la guerre dans les congrès internationaux. (2)

Pour déclarer la IIème Internationale en tant que telle irrémédiablement faillie, il fallait néanmoins autre chose que des divergences de congrès, si importantes soient elles, et une accumulation de symptômes alarmants. Il fallait une épreuve indiscutable, un test historique crucial.

Quoi de plus probant, pour une Internationale, que sa position face à la guerre, quand elle est contrainte de choisir entre le principe premier, "*prolétaires de tous pays unissez-vous*", et son exact contraire "*entretenez-vous*" ? Le 4 août 1914, le ralliement des grands partis sociaux-démocrates à la mobilisation générale et à l'Union sacrée, sanctionne donc sans appel la faillite de la IIème Internationale et met à l'ordre du jour la nécessité d'une IIIème Internationale.

C'est la conclusion qu'en tire Lénine, sans ambiguïtés, dans sa brochure sur la "faillite de la IIème Internationale". Il n'en conclut pas qu'il suffit de proclamer une nouvelle Internationale, mais qu'il faut derechef s'atteler à sa construction, en réunir les conditions. Les conférences internationales de Zimmerwald et Kienthal poseront les premiers jalons. Mais c'est l'événement majeur par excellence, la victoire de la révolution russe, qui redéfinit à chaud les nouveaux axes de regroupement dans le mouvement ouvrier international et met pratiquement à l'ordre du

(2) Il s'agit des débats qui ont agité le mouvement socialiste international au début du siècle, à partir notamment du livre de Eduard Bernstein, *Les préconditions du socialisme et les tâches de la social-démocratie* (1899) et de la réponse de Rosa Luxembourg, *Réforme ou révolution?* Ces débats avaient été précédés d'une controverse théorique sur la "décomposition du marxisme", qui peut être considéré comme la première "crise du marxisme". Enfin, dans les congrès de la IIème Internationale des dirigeants de premier plan comme David et Von Kol proposaient des thèses insistant sur le rôle "civilisateur" du colonialisme (voir Stuart Schramm et Hélène Carrère d'Encausse, *Le marxisme et l'Asie 1853-1914*, Paris : Colin, 1970.

(1) Au sujet de l'Europe centrale entre les deux guerres, voir Alain Brossat et S. Klingberg, *Le Yiddishland révolutionnaire*, Ed. Balland, Paris, 1983.

jour la fondation de l'Internationale communiste.

● 2) L'I.C. fut fondée en 1919. Non sans hésitations cependant. La majorité du jeune parti communiste allemand y était hostile. Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht venaient d'être exécutés. Il fallut toute l'autorité des dirigeants bolcheviques et les nouvelles de dernière minute sur la situation explosive de l'Autriche-Hongrie pour balayer les objections des congressistes. (3)

De même, le processus de dégénérescence bureaucratique de l'URSS et de l'Internationale communiste débute très tôt dans les années 20. Trotsky datera de 1924 "le commencement de thermidor", c'est-à-dire de la contre-révolution bureaucratique. Il importe cependant, pour tirer des conclusions pratiques et opérer des choix organisationnels, de saisir dans ce processus les inflexions et changements qualitatifs qui définissent des tâches nouvelles.

Il serait en effet irresponsable de déclarer à la légère un mouvement de cette portée historique irrémédiablement failli. Il ne s'agit pas seulement d'idées, de doctrine, de principes, si nécessaires soient-ils, mais d'un formidable bouleversement qui brasse des millions et des millions de travailleurs, sous l'impact de la première révolution prolétarienne victorieuse, dans un pays arriéré et vite isolé.

Comme pour la IIème Internationale, une épreuve historique cruciale est nécessaire.

En 1932, dans un document programmatique intitulé "L'opposition de Gauche internationale, ses tâches et ses méthodes", Trotsky défendait encore la ligne de redressement du Komintern. Il définissait en conséquence l'Opposition comme une fraction, et non comme un projet de parti à part entière. Il annonçait cependant : "Une catastrophe telle que la chute de l'Etat soviétique entraînerait sans aucun doute celle de la IIIème Internationale. De même, la victoire du fascisme en Allemagne et l'écrasement du prolétariat allemand permettraient difficilement au Komintern de survivre aux conséquences de sa politique désastreuse."

Le 5 mars 1933, à peine un an plus tard, la seconde de ces deux grandes hypothèses est hélas réalisée. Le prolétariat allemand est écrasé sans combat, du fait de la politique criminelle de ses deux directions, social-démocrate et stalinienne. La conclusion de Trotsky est immédiate. Elle tient en une formule célèbre : "Le prolétariat allemand se relèvera, le Parti communiste allemand jamais!" Il proclame en conséquence la nécessité d'un nouveau parti en Allemagne, mais il n'enterre pas encore l'ensemble du Komintern avec le Parti allemand.

Pour l'heure, en mars 1933, et jusqu'à juillet de la même année, la ligne pour un nouveau parti en Allemagne demeure une exception, dans le cadre de la ligne générale de "redressement" de l'Internationale communiste et de ses sections.

Puisqu'il s'agit ici de comprendre et d'assimiler des questions de méthode, il faut souligner la difficulté de ces décisions. La dégénérescence bureaucratique de l'URSS et du Komintern constitue un processus international. Les

(3) Voir les documents et procès-verbaux publiés par Pierre Broué dans *Premier congrès de l'Internationale communiste*, EDI, Paris, 1974.

jeunes partis communistes ne sont pas de simples appendices de l'appareil de l'IC. Ils ont leur propre histoire, leur propre trajectoire. Le processus de dégénérescence est donc inégal. Dans certains pays, la stalinisation précoce a étouffé dans l'œuf le mouvement communiste naissant. C'est notamment le cas en Espagne. Dans d'autres pays, l'application de la ligne aventuriste dite de la "troisième période", a déjà provoqué des ruptures ou scissions dans les sections de l'IC. C'est le cas en Suède, où la majorité du PC, avec à sa tête Kilbom, a quitté le Komintern. C'est dans une moindre mesure le cas en Allemagne avec la formation du courant brandlérien (KPDO). C'est aussi le cas en Catalogne, avec la sécession de la fédération catalane-baléare dirigée par J. Maurin (le futur BOP).

Dans d'autres pays, la stalinisation des partis communistes et la subordination de leurs directions aux intérêts de la diplomatie soviétique fera l'objet d'une furieuse bataille, tout au long des années 30, sans toujours parvenir à son terme. Alors que des équipes dirigeantes staliniennes se stabilisent en France autour de Thorez, en Italie autour de Togliatti, la direction maoïste du PC chinois se forme au cours de la longue marche contre le groupe de Wang Ming soutenu par l'IC, le PC vietnamien maintient une certaine autonomie, la direction du PC yougoslave connaît dès avant la guerre des frictions avec la direction de l'IC. Dans les deux derniers cas, G. Dimitrov semble avoir joué un rôle conciliateur. (4)

Ce n'est donc qu'en juillet 1933, après avoir constaté l'absence de réaction à la tragédie allemande au sein du Komintern, que Trotsky tourne sur la question de l'Internationale et se prononce pour une nouvelle Internationale.

On peut évidemment discuter le critère retenu, la défaite allemande de 1933, et se demander si le sort de la IIIème Internationale n'était pas scellé dès 1927, avec la tragédie de la révolution chinoise, les massacres de Shanghai et Canton, les premières purges en URSS même. Dans des textes postérieurs, Trotsky se déclare conscient de la question. Mais il recommande de la laisser aux historiens. Il est raisonnable, pour nous aussi, de suivre ce conseil, et de nous en tenir à la méthode.

Le test retenu, l'avènement du nazisme en Allemagne, n'est pas en effet un événement quelconque. Il scelle la défaite du parti communiste le plus puissant après celui d'Union soviétique, dans le pays d'où l'on attendait, depuis la révolution russe, l'extension de la révolution mondiale. Il s'agit donc bien d'un tournant décisif de la situation.

Il existe cependant une différence radicale entre la dégénérescence de la IIIème Internationale et celle de la IIème. Elle tient à l'existence de l'Etat ouvrier soviétique. Trotsky butte longtemps sur une difficulté majeure : appeler à la constitution d'un nouveau parti révolutionnaire international, y compris en URSS donc, impliquerait

(4) La trajectoire des Partis communistes chinois et vietnamiens a été étudiée par Pierre Rousset dans *Le Parti communiste vietnamien*, Maspéro, Paris, 1975, et *La révolution chinoise*, Cahiers d'Etude et de Recherche, numéros 2 et 3, Paris, 1986-87. Wang Ming témoigne de l'ampleur de l'affrontement au sein de la direction chinoise dans les années 30 dans ses mémoires, *Medio Siglo del Partido Comunista de China y la Traicion de Mao Tse-Tung*, Editorial Progreso, Moscou, 1975.

d'appeler à une nouvelle révolution en URSS même. Or, au tournant des années trente, il ne conçoit pas encore la possibilité d'un tel appel avant que la caste bureaucratique n'ait conduit à l'effondrement de l'Etat soviétique en tant qu'Etat ouvrier. D'après le témoignage de van Heijenoort, ce n'est qu'entre mars et juillet 1933 qu'il envisagera un renversement de perspective pour résoudre cette contradiction. (5)

En mars 1933, la ligne générale est encore celle du redressement de l'Internationale communiste et de ses sections, à l'exception de l'Allemagne où la nécessité du nouveau parti est à l'ordre du jour. Après que le Komintern ait avalisé sans réaction ni différenciations apparentes sa politique antérieure en Allemagne, lors de sa réunion d'avril 1933, Trotsky se demande s'il ne faut pas appeler à la fondation d'une nouvelle Internationale, sauf en URSS, où la ligne demeurerait celle du redressement. En mars donc, le nouveau parti pour l'Allemagne restait l'exception; début juillet, c'est le redressement pour l'URSS qui devient l'exception.

Ces tâtonnements sont le signe d'une élaboration en profondeur face à des événements colossaux en cours de développement et à l'énigme que constitue la dégénérescence du premier Etat issu d'une révolution prolétarienne victorieuse. La solution de la contradiction viendra avec la notion de "révolution politique": une nouvelle révolution est bien à l'ordre du jour en URSS, sans attendre l'effondrement de l'Etat ouvrier et le retour au capitalisme. Mais il s'agit d'une révolution politique contre la confiscation du pouvoir par la caste bureaucratique, visant à restaurer un régime de démocratie socialiste. La nécessité d'une nouvelle Internationale devient alors une réponse pleinement cohérente, y compris pour l'Union soviétique.

● 3) Une autre difficulté tient au contexte général et à la nature même du test historique que constitue la défaite allemande. Pour la social-démocratie, le 4 août 1914 parachève une évolution opportuniste en marche depuis de longues années, une intégration progressive aux appareils municipaux et parlementaires, au cours de laquelle s'est cristallisée la bureaucratie parlementaire et syndicale des grands partis de la II^{ème} Internationale.

A la fin des années vingt et au début des années trente, l'image du Komintern, celle sur laquelle il recrute, n'est pas celle de la collaboration de classe institutionnalisée, mais au contraire celle de la "troisième période". Il s'agit d'une image combative, susceptible d'attirer ce qu'il y a de plus combatif et de plus dévoué dans les jeunes générations prolétariennes galvanisées par l'écho de la révolution russe. Les livres de Tillon, Valtin, Berger, Fourrier en apportent autant de précieux témoignages. (6) Ce n'est pas sans raison que Isaac Deutscher a pu parler de "l'héroïsme bureaucraté" de la III^{ème} Internationale.

Il y a donc de bonnes raisons de réfléchir à deux fois

(5) Voir l'article de van Heijenoort en Annexe B, p. 34.

(6) Charles Tillon, *On chantait rouge*, Laffont, Paris; Joseph Berger, *Le Naufrage d'une génération*, Denoël, Paris, 1974; Jan Valtin, *Sans patrie ni frontières*, Paris, Lattès; voir aussi Elizabeth K. Poretsky, *Les Nôtres*, Denoël, Paris, 1985.

avant de décréter faillie cette Internationale qui sombre, non comme la précédente dans une débâcle chauvine généralisée à l'épreuve d'une guerre, mais dans l'aventurisme bureaucratique pratiqué en Allemagne, où se joue l'avenir de la révolution mondiale.

Si le test est immédiatement probant pour le parti allemand et pour le Komintern en tant que tel, il est logique qu'il soit beaucoup plus imprécis et aléatoire pour des partis qui entretiennent avec l'appareil de l'I.C. des liens plus lointains et distendus, comme c'est le cas du Parti communiste chinois à partir de la Longue Marche.

● 4) En dépit de ces difficultés, il faut retenir la leçon de méthode, fondamentalement correcte. Pour juger de la nature des organisations, elle part des grands événements historiques et non de critères subjectifs. Elle part des faits (même si le choix des faits "significatifs" est toujours discutable), et non des pronostics.

Dès 1930, Trotsky écrivait: *"Il est évident que toutes les possibilités et probabilités d'évolution vers le bonapartisme réduisent la vraisemblance de succès dans la voie des réformes, mais les effets ne peuvent être mesurés à l'avance. Nous restons sur la voie de la réforme."*

En 1933, après que le test ait eu lieu, il écrivait: *"Même si quelques uns d'entre nous avaient depuis quelques temps la conviction que l'Internationale communiste était vouée à la faillite, il nous était impossible de nous proclamer nous-même nouvelle Internationale... Nous avons toujours posé cette question en fonction des grands événements historiques qui devaient soumettre le Komintern stalinien à un examen historique."* (7)

Cette méthode est fondamentalement correcte, y compris pour des petites organisations. Il est vrai que le poids des erreurs théoriques ou des dérapages programmatiques peut être plus immédiat et catastrophique pour des organisations qui entretiennent des liens ténus et fragiles avec le mouvement de masse, que pour des partis de masse. Mais même dans leur cas, les erreurs ou la révision théoriques ne tardent pas à révéler leur portée pratique face aux grands événements de lutte de classe.

La IV^{ème} Internationale s'est profondément divisée en 1952-53. On peut aujourd'hui discuter ce qu'il y avait de dangereux ou tendanciellement révisionniste dans les positions défendues alors par Pablo sur le stalinisme et la bureaucratie. Mais le test décisif reste l'attitude politique qu'il a adoptée face à la révolution hongroise de 1956, c'est-à-dire un soutien sans réserves aux conseils ouvriers de Budapest contre la bureaucratie stalinienne. Quiconque aurait conclu à la dégénérescence définitive de Pablo en 1953, sur la base de ses textes, aurait été obligé de changer de position trois ans plus tard sur la base de ses

(7) Léon Trotsky, "Pour de nouveaux partis ou la nouvelle Internationale" (27 juillet 1933), *Œuvres 2*, ILT/EDI, Paris, 1978. [Les notes suivantes résumeront la référence à cette série de volumes à C.]

(8) Dans le cadre de ses positions sur "la guerre qui vient", Michel Pablo envisageait alors des différenciations au sein d'une bureaucratie soviétique contrainte de défendre les bases sociales dont elle tire sa force. Ses positions semblent laisser ouverte l'hypothèse d'une auto-réforme d'un secteur de la bureaucratie au pouvoir.

C
ER

N°9

engagements pratiques. (8)

C'est pourquoi il est parfaitement correct que la réunification de la IV^{ème} Internationale en 1963 se soit opérée sur la base d'un accord face aux grands événements que constituaient la montée de la révolution politique de 1956, le combat de libération en Algérie et la victoire de la révolution cubaine de 1959. (9)

En réalité, nous devons être plus prudents encore dans le jugement et la caractérisation de petites organisations. Du fait des limites de leur implantation, de leurs rapports internationaux, elles ne disposent pas d'instruments de mesure rapides et précis pour répondre instantanément à tous les développements de la révolution mondiale. Avant de porter des jugements péremptores et définitifs il faut leur laisser le temps de s'informer, de réfléchir, de corriger leurs erreurs. Sinon, chaque événement majeur devient aussitôt une nouvelle ligne de partage de eaux. C'est la voie de la fragmentation infinie entre courants et chapelles.

II. Une nouvelle Internationale : sur quelles bases ?

"Ce n'est pas le Parti qui fait le programme, c'est le programme qui fait le parti." Cette formule de Trotsky s'inscrivait dans le droit fil de la tradition bolchevique. Le programme, c'est la base de délimitation du parti, de sélection de ses militants, d'éducation de ses cadres. C'est la synthèse des grandes leçons de la lutte des classes.

En 1933, dans la perspective de la nouvelle Internationale, la référence au *Manifeste communiste* et aux quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, constitue une part nécessaire, mais déjà plus suffisante, de l'identité programmatique. En dix ans seulement, le développement tumultueux de la lutte de classe à l'échelle internationale a apporté de nouvelles expériences décisives: la contre-révolution bureaucratique en URSS, la victoire du fascisme en Italie et en Allemagne, la tragédie de la seconde révolution chinoise...

Les enseignements de ces expériences se trouvent remarquablement synthétisés dans les *Onze points de l'Opposition de gauche internationale*, élaborés en février 1933, qui, révisés sur leur dixième point en juillet de la même année, vont constituer le premier socle programmatique en vue de la nouvelle Internationale.

En trois pages, l'essentiel est dit:

1) La défense de l'indépendance du parti prolétarien en toutes circonstances. C'est la leçon tirée de la subordination du PC chinois au Guomindang, et plus généralement de la théorie des "partis ouvriers et paysans", qui a fleuri au sein du Komintern dans la seconde moitié des années vingt.

2) L'opposition de la théorie de la révolution permanente à celle du "socialisme dans un seul pays", et, par

conséquent, la réaffirmation du caractère international de la révolution prolétarienne.

3) La caractérisation de l'URSS comme Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré, et, par conséquent, la nécessité de sa défense contre l'impérialisme ou contre toute tentative de restauration capitaliste.

4) La condamnation de la politique économique stalinienne et de l'aventure de la "collectivisation forcée".

5) La nécessité de militer dans les syndicats réformistes, ce qui implique une condamnation de la politique sectaire de scission syndicale développée pendant la "troisième période".

6) Le rejet du concept de "dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie" entendu par les sphères dirigeantes du Komintern, comme une étape distincte de la dictature du prolétariat. Il s'agit, là encore, de tirer les leçons de la révolution russe et de la révolution chinoise.

7) La nécessité de mobiliser les masses sur des mots d'ordre de transition et en particulier sur des mots d'ordre démocratiques dans les pays coloniaux ou face aux régimes dictatoriaux. Ce point tranche le long débat sur les mots d'ordre qui s'est développé aux 5^{ème} et 6^{ème} congrès de l'I.C., en particulier la question des mots d'ordre démocratiques, comme l'Assemblée constituante, dans les pays coloniaux et dépendants.

8) La nécessité d'une politique de front unique ouvrier, opposée aussi bien à la collaboration de classe qu'au sectarisme diviseur de la "troisième période".

9) La condamnation de la théorie dite du "social-fascisme", qui assimile les partis sociaux-démocrates au fascisme.

10) La reconnaissance de la nécessité d'une Internationale révolutionnaire authentique.

11) La nécessité d'un régime démocratique dans le parti, s'opposant à la dégénérescence bureaucratique de l'IC, du Parti communiste d'Union soviétique, et de leur régime intérieur.

Ces onze points ne sont pas dépassés. Ils doivent être précisés et enrichis à la lumière des nouvelles expériences. Dès le *Programme de Transition*, cinq ans plus tard, ils l'ont déjà été, en particulier pour ce qui concerne la question de la révolution politique. Nous avons toujours à apprendre de l'expérience et à tirer les conclusions programmatiques de nouveaux développements, comme les premiers congrès de l'I.C. l'ont fait pour la révolution russe, ou comme Trotsky et l'Opposition de Gauche l'ont fait pour les années vingt et trente. Notre programme n'est jamais achevé. Le *Manifeste communiste* s'est enrichi vingt ans plus tard de l'expérience de la Commune de Paris. Les Soviets ont été une expérience vivante de la classe ouvrière en 1905 avant de devenir un acquis programmatique.

De la même façon, nous pouvons et nous devons apprendre des développements de la révolution à l'échelle internationale, des victoires (Chine, Yougoslavie, Cuba, Vietnam), comme des défaites (Allemagne, Espagne, Grèce, Indonésie). Nous devons apprendre aujourd'hui de l'Amérique centrale, des Philippines ou de la Pologne, comme de tous les mouvements de masse dans les pays capitalistes développés: non seulement des luttes

Les "onze" points" révisés (1) (15 juillet 1933)

L'Opposition de gauche internationale se situe sur le terrain des quatre premiers congrès de l'I.C. Cela ne signifie pas qu'elle s'incline devant chaque lettre de leurs décisions, dont beaucoup n'ont eu qu'un caractère temporaire, et qui, dans leurs conséquences pratiques, pour certaines, ont été réfutées par la pratique ultérieure. Mais tous les principes essentiels (rapport à l'impérialisme et à l'Etat bourgeois, la dictature du prolétariat, la paysannerie et les nations opprimées, les soviets, le travail dans les syndicats, le parlementarisme, la politique du front unique), demeurent aujourd'hui encore l'expression la plus élevée de la stratégie prolétarienne à l'époque de la crise générale du capitalisme.

L'Opposition de gauche rejette les décisions révisionnistes des 5e et 6e congrès mondiaux et considère qu'il faut reformuler le programme de l'I.C. dans lequel l'or du marxisme a été complètement dévalué par l'alliage centrisme.

Conformément à l'esprit et à la lettre de ces décisions, l'Opposition de gauche pose les principes suivants, les développe sur le plan théorique et les réalise en pratique:

1) *L'indépendance du parti prolétarien*, toujours et dans toutes les conditions, la condamnation de la politique avec le Kuomintang en 1924-28, la condamnation de la politique du comité anglo-russe de Staline en 1924-28, la théorie de partis ne reposant pas sur une classe (ouvriers et paysans) et toute la pratique basée sur cette théorie, condamnation des congrès d'Amsterdam dans lesquels le P.C. s'est dissous dans le marais centrisme.

2) La reconnaissance du caractère international et par là *permanent de la révolution prolétarienne*, le rejet de la théorie du socialisme dans un seul pays comme de la politique du national-bolchevisme qui la complète en Allemagne (la théorie de la "libération nationale").

3) *La reconnaissance de l'Etat soviétique comme un Etat ouvrier* en dépit de la dégénérescence croissante du régime bureaucratique, l'exigence inconditionnelle que tous les travailleurs défendent l'Etat soviétique contre l'impérialisme et contre les agents de la contre-révolution à l'intérieur.

4) Condamnation de la politique économique de la fraction stalinienne, aussi bien dans sa phase *d'opportunisme* économique de 1923 à 1928 (lutte contre les superindustrialistes et tout jouer sur les *kulaki*), comme dans sa phase *d'aventurisme* économique de 1928 à 1932 (rythme suraccélééré de l'industrialisation, collectivisation radicale, liquidation administrative des *kulaki* en tant que classe), condamnation de la criminelle légende bureaucratique selon laquelle "l'Etat soviétique est déjà entré dans le socialisme"; reconnaissance de la nécessité d'un retour à l'économie politique réaliste du léninisme.

5) Reconnaissance de la nécessité d'un travail communiste systématique dans les organisations prolétariennes de masse, particulièrement les syndicats réformistes, condamnation de la théorie et de la pratique de l'organisation de l'I.S.R. en Allemagne et autres constructions semblables dans les autres pays.

6) Rejet de la formule de la "dictature démocratique des ouvriers et des paysans" en tant que régime séparé, distinct de la *dictature du prolétariat* qui entraîne derrière elle les masses paysannes et les opprimés en général, rejet de la théorie anti-marxiste de la "transcroissance" pacifique de la dictature

démocratique en dictature socialiste.

7) Reconnaissance de la nécessité de mobiliser les masses sous des *mots d'ordre de transition* correspondant à la situation concrète dans chaque pays et particulièrement sur des *mots d'ordre démocratiques*, quand il s'agit de lutte contre les rapports féodaux, l'oppression nationale ou les différentes espèces de dictature impérialiste ouverte (fascisme, bonapartisme, etc.)

8) Reconnaissance de la nécessité de développer une politique de front unique vis-à-vis des organisations de masse de la classe ouvrière, tant syndicales que politiques, y compris la social-démocratie en tant que parti. Condamnation du mot d'ordre ultimatisiste du "front unique à la base seulement" qui signifie en pratique le refus du front unique et par conséquent le refus de créer des soviets. Condamnation de l'application opportuniste de la politique de front unique comme dans le comité anglo-russe (bloc avec les dirigeants sans les masses et contre elles); double condamnation de la politique de l'actuel C.C. allemand qui combine les mots d'ordre ultimatisistes "à la base seulement" avec la pratique opportuniste des accords parlementaires avec les dirigeants de la social-démocratie.

9) Rejet de la théorie du *social-fascisme* et de toute la pratique en liaison avec elle, comme servant le fascisme d'un côté et la social-démocratie de l'autre.

10) Lutte pour le regroupement des forces révolutionnaires de la classe ouvrière mondiale sous le drapeau du communisme international. Reconnaissance de la nécessité de la *création d'une Internationale communiste authentique* capable d'appliquer les principes énumérés ci-dessus. (2)

11) Reconnaissance de la *démocratie du parti*, non seulement en paroles, mais aussi en actes; condamnation catégorique du régime stalinien de plébiscite (le fait que la volonté et la pensée du parti soient muselées, domination des usurpateurs, suppression délibérée de l'information dans le parti, etc.)

Les principes fondamentaux énumérés ci-dessus, qui sont d'une importance fondamentale pour la stratégie du prolétariat dans la période actuelle, mettent l'Opposition de gauche dans la position d'une hostilité irréconciliable à la fraction stalinienne qui domine actuellement l'URSS et l'I.C. La reconnaissance de ces principes sur la base des décisions des quatre premiers congrès de l'I.C. est une condition indispensable pour l'admission d'organisations, groupes ou individus au sein de l'Opposition de gauche internationale. (3)

Notes de l'éditeur des Congrès ...

(1) *The Militant*, 30 septembre 1933. Les "Onze points" avaient été adoptés comme base de principe de l'Opposition de gauche internationale à sa préconférence de février 1933. La révision en était rendue nécessaire par le tournant vers le "nouveau parti" en Allemagne et surtout par la décision de se mettre à la construction d'une nouvelle Internationale. Trotsky rédigea ce nouveau texte — où le point 10 est le seul élément nouveau — en vue du plénum international qui devait l'adopter en septembre.

(2) Ce paragraphe est le seul nouveau par rapport au texte de la préconférence de février.

(3) Les "Onze points" constituaient également une sorte de "conditions d'admission".

ouvrières, mais aussi de l'essor du mouvement autonome des femmes, des luttes écologistes et anti-nucléaires.

Cinquante ans d'histoire nous permettent plus de précision et plus de souplesse tactique. Mais la question demeure : y a-t-il eu un événement d'une telle portée, une innovation programmatique majeure, qui impliquerait une révision radicale, une modification qualitative des lignes directrices abordées dans les Onze points ?

Au risque de paraître conservateurs, nous pensons au contraire qu'ils continuent, au même titre que les premiers congrès de l'Internationale communiste, à condenser des questions programmatiques cruciales de l'heure, par rapport auxquelles se situent les grands courants fondamentaux du mouvement ouvrier international: social-démocratie, stalinisme, marxisme révolutionnaire...

Du fait de la crise du stalinisme, de l'éclatement du mouvement communiste, des victoires de la révolution en Chine, à Cuba, au Vietnam, au Nicaragua, de l'essor des luttes de libération dans les pays dépendants et de la naissance des luttes anti-bureaucratiques, le panorama des forces est devenu beaucoup plus complexe que dans les années trente. Les positions intermédiaires et les nuances se sont encore multipliées, affinées, subdivisées.

Certains courants oscillent entre le stalinisme et la social-démocratie (courants socialistes de gauche ou "euro-communistes"). D'autres oscillent entre la social-démocratie et le marxisme révolutionnaire, ou bien entre le stalinisme et le marxisme révolutionnaire. (10) Ce qui détermine l'actualité de la IVème Internationale, alors que la plupart des courants qui existaient à ses côtés pendant ses années de formation ont disparu, c'est l'actualité non démentie de son programme général.

La question du front unique ne se pose peut-être plus par rapport à l'expérience, alors immédiate, de la "troisième période", mais elle continue à se poser par rapport à toutes les politiques de division ou de collaboration de classe. Elle est au cœur des débats avec les courants sociaux-démocrates de gauche ou euro-communistes en Europe. La question de la caractérisation de l'URSS, de la révolution politique, de notre attitude envers les Etats bureaucratiques se trouve inéluctablement posée derrière la plupart des grandes épreuves de la lutte de classe internationale. La question de la révolution permanente (la trans-croissance des luttes démocratiques en luttes socialistes dans les pays dominés) est au centre des leçons des révolutions cubaine, vietnamienne, nicaraguayenne, des thèses de l'OLAS en 1967, des débats auto-critiques dans le PC argentin, de l'influence des thèses de Schaffik Handal dans

(10) Il est évident que le stalinisme et la social-démocratie pèsent de tout le poids de leurs racines matérielles; le marxisme révolutionnaire pèse seulement du poids de ses forces militantes et de ses idées.

(11) OLAS : Organisation Latino-Américaine de Solidarité dont la réunion s'est tenue à La Havane en 1967. Un rapport y fut présenté par la délégation cubaine critiquant ouvertement les thèses stalinienne traditionnelle de "la révolution par étapes" pour l'Amérique latine. Les mêmes conclusions réapparaissent à la lumière des révolutions nicaraguayenne et salvadorienne dans un document du secrétaire général du PC salvadorien, Schafik Handal. Voir à ce sujet Daiezl Bensaid, "Révolution permanente et révolution par étapes en Amérique latine : l'autocritique timorée de Jorge Schafik Handal", *Quatrième Internationale*, 41ème année, 3ème série, n°11, juin-août 1983.

certaines partis communistes latino-américains. (11) La question de la construction d'une Internationale révolutionnaire de masse et du régime démocratique au sein des partis révolutionnaires reste entière.

III. Vers une nouvelle Internationale? Comment?

Nous avons envisagé deux problèmes : 1) Quand et dans quelles conditions se pose la question de la nouvelle Internationale? 2) Sur quelles bases programmatiques la construire? Le troisième problème, qui nous concerne toujours directement aujourd'hui est : avec qui et comment la construire?

La personnalité de Trotsky, ses idées, ses analyses, ses talents littéraires, reçoivent souvent des témoignages d'admiration et de respect, des origines les plus diverses. Mais il y a quelque chose qui ne passe pas : la IVème Internationale... Ici, le chœur passe des louanges aux lamentations : pourquoi un aussi grand homme se serait-il échiné pendant les dernières années de sa vie à une aussi médiocre besogne ? D'autres commentateurs prennent le problème de biais : ils ne s'attaquent pas à la nécessité d'une nouvelle Internationale, mais à sa méthode de construction. Trotsky, aigri par les défaites, se serait montré brutal, pressé, ultimatisé. Il en serait résulté une Internationale "auto-proclamée", durablement minoritaire et isolée, marquée en conséquence d'une sorte de péché originel.

Passons sur l'idée "d'auto-proclamation" toujours chère aux éternels hésitants. Si nous ne nous décidons pas à construire les organisations qui nous paraissent nécessaires à l'action quotidienne et au projet révolutionnaire, personne ne le fera à notre place. Ce qui est plus important, c'est la méconnaissance d'une riche expérience masquée par la légende.

En réalité, pendant cinq années, de 1933 à 1938, la bataille pour la construction de la IVème Internationale fut un bel exemple de démarche politique, patiente et ouverte, en même temps que ferme sur les principes. Dès juillet 1933, Trotsky est clairement convaincu de la nécessité d'une nouvelle Internationale, tout comme Lénine proclamait la nécessité d'une IIIème Internationale dès qu'il fut convaincu de la faillite de la IIème. Mais, une fois l'objectif tracé, un délai de cinq ans va s'écouler avant le congrès de fondation, années consacrées à un effort opiniâtre pour gagner de nouvelles forces à l'idée et au programme d'une nouvelle Internationale, à rassembler des forces la veille encore dispersées ou hostiles. Ces cinq années constituent une terrible course contre la montre dans les circonstances dramatiques des procès de Moscou, de la guerre civile espagnole, de la montée du nazisme, de la menace de plus en plus précise d'une nouvelle guerre mondiale.

● 1) Deux méthodes

Dans les introductions et notes à l'édition française

des Œuvres de Trotsky, Michel Dreyfus et Pierre Broué se sont efforcés de recenser les forces numériques de l'Opposition de Gauche internationale dans les principaux pays en 1933. (12) Ils parlent de 500 militants environ pour l'Allemagne, 800 pour la Tchécoslovaquie, 300 pour la Pologne, 300 pour la France, une centaine pour la Belgique, 500 pour les Etats-Unis, 300 pour l'Espagne, 2000 pour la Grèce divisés en deux groupes, sans parler de la force de quelques centaines ou milliers, dispersée dans les camps et difficilement mesurable, de l'Opposition de Gauche en URSS. La plupart de ces chiffres semblent encore largement optimistes.

A côté de ces noyaux marxistes révolutionnaires, existaient des forces souvent largement supérieures numériquement, issues de la social-démocratie ou de l'Internationale communiste en voie de stalinisation.

Parmi les organisations provenant du Komintern, il s'agissait notamment de la majorité du PC suédois animée par Kilbom, de la DNA de Norvège, du RSP de Sneevliet en Hollande, du Bloc ouvrier et paysan (BOC) de Maurin en Catalogne, des groupes de Urbahns (Leninbund) et Brandler (KPDO) et Allemagne. Parmi les groupes issus de la social-démocratie, il faut mentionner la majorité du SAP allemand, l'OSP en Hollande, l'Independent Labour Party (ILP) en Grande-Bretagne, les "maximalistes" italiens en exil... (Voir le glossaire page 46.)

A partir de 1933, deux méthodes vont être mises à l'épreuve. D'un côté la bataille persévérante pour la construction d'une nouvelle Internationale sur des bases programmatiques clairement délimitées. De l'autre, la mise sur pied de simples coordinations sur la base d'accords minimaux et de compromis diplomatiques. C'est la bataille pour la IVème Internationale, face aux hésitations et aux demi-mesures de la "Communauté internationale de travail" (IAG), connue comme Bureau de Londres. (13)

Lorsque l'Opposition de Gauche abandonne la ligne du redressement de l'I.C. au profit de la ligne pour la construction d'une nouvelle Internationale, Trotsky se tourne vers toutes les organisations indépendantes, vis à vis desquelles cette question avait fait l'objet de divergences. Il ne s'agit plus alors de savoir qui avait eu raison hier ou avant-hier, mais de se mettre d'accord sur les tâches du jour et du lendemain.

● 2) Le Bloc des Quatre (août 1933)

En août 1933, trois organisations seulement (le SAP allemand, le RSP et l'OSP de Hollande) signent aux côtés de l'Opposition de gauche internationale (qui vient de prendre le nom de Ligue communiste internationaliste) un appel pour la IVème Internationale. Cet appel comporte dix points :

1) Un constat de faillite du réformisme et la réaffir-

(12) Voir "Introduction", Œ 1 et 2.

(13) "L'Opposition de gauche internationale se trouve placée devant une tâche nouvelle : accélérer l'évolution des organisations socialistes de gauche vers le communisme en introduisant dans ce processus ses idées et ses expériences. Il n'y a pas de temps à perdre si les organisations socialistes indépendantes restent longtemps dans leur état amorphe actuel, elles se décomposeront finalement". Trotsky, Œuvres 2, 15/7/33.

mation de la nécessité de la dictature du prolétariat.

2) La défense de l'internationalisme contre la théorie du socialisme dans un seul pays.

3) Le refus de toute politique attentiste qui aboutirait à refuser les possibilités de prise du pouvoir à l'échelle nationale sous prétexte d'attendre de nouvelles avancées de la révolution mondiale.

4) Une caractérisation de la dégénérescence bureaucratique de l'URSS et de la faillite de l'Internationale communiste.

5) Le constat que l'épreuve du fascisme a confirmé la faillite de la social-démocratie.

6) Le constat symétrique que l'épreuve du fascisme a révélé la faillite du Komintern.

7) La nécessité d'une nouvelle Internationale.

8) La nécessité de délimitations stratégiques comportant notamment les questions de l'insurrection, de la dictature du prolétariat, et de la forme de l'Etat basée sur les soviets ou les conseils ouvriers.

9) La défense de l'URSS en tant qu'Etat ouvrier malgré sa dégénérescence bureaucratique.

10) La question de la démocratie dans le parti.

Par rapport aux Onze points de l'Opposition de gauche, ces dix points sont à l'évidence beaucoup moins complets et précis. Ils ne reprennent pas aussi clairement les notions de révolution permanente, de l'indépendance de classe et du front unique ouvrier, les mots d'ordre transitoires... Trotsky est parfaitement conscient du fait que cette déclaration des quatre diffère du programme de la LCI. Elle constitue cependant à ses yeux une base suffisamment solide pour faire ensemble les premiers pas dans la voie de la nouvelle Internationale, pour s'atteler ensemble à l'élaboration d'un Manifeste et de thèses stratégiques, comme à la préparation organisationnelle de la nouvelle Internationale. Elle représente donc un compromis, au sens positif du terme, qui permet de s'ouvrir à un travail commun avec des courants d'origines diverses, zinovévistes ou boukhariniens, sans faire du bilan des années vingt un préalable absolu. Parallèlement, la LCI existe comme courant qui exprime en toute clarté ses positions propres.

La démarche n'est pas ultimatisante. Elle vise au contraire à rassembler.

Quelques jours après la formation du "bloc des quatre", la Communauté Internationale de travail (I.A.G.), plus connue sous le nom de Bureau de Londres, se réunit à son tour à Paris. Elle regroupe le PC suédois, la DNA, l'ILP britannique, le BOC, le SAP, l'OSP, le RSP. La LCI participe en tant que telle à cette réunion pour y défendre ses positions sur la nécessité de la nouvelle Internationale.

La réunion adopte des positions très générales sur la lutte contre le fascisme et se prononce pour l'unification organique de la IIème et de la IIIème Internationales.

Trotsky parle ironiquement de ce Bureau de Londres comme d'une nouvelle Internationale 2 1/2 (la tentative de 1921 à 1923 de partis socialistes ayant rompu avec la IIème Internationale, mais refusant d'adhérer à la IIIème, comme le parti socialiste autrichien, de ressusciter une Internationale unique, "comme avant la guerre"), ou encore d'une Internationale 3 1/4 ou 3 1/8. Le SAP et l'OSP, qui

"Déclaration des Quatre" sur la nécessité et les principes d'une nouvelle Internationale (1er septembre 1933)

Les organisations soussignées, en pleine conscience des responsabilités historiques qui pèsent sur elles, se sont entendues pour unir leurs efforts afin de travailler en commun à la régénération du mouvement révolutionnaire prolétarien à l'échelle internationale. A la base de leur activité elles posent les principes suivants :

1. La crise mondiale du capitalisme impérialiste, qui a supprimé le terrain pour le réformisme (social-démocratie, Deuxième Internationale, bureaucratie syndicale réformiste) pose impérieusement la tâche de rompre avec la politique réformiste, de mettre à l'ordre du jour la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir et pour l'instauration de la dictature prolétarienne, comme l'unique voie pour la transformation de la société capitaliste en société socialiste.

2. La tâche de la révolution prolétarienne dans son essence même, a un caractère international. Le parti révolutionnaire du prolétariat a cependant pour tâche, dans chaque pays où les conditions historiques sont mûres, de mener la classe ouvrière à la lutte pour le pouvoir. Mais le prolétariat ne peut construire une société socialiste achevée que sur la base de la division internationale du travail et d'une collaboration internationale. Les signataires repoussent donc résolument la théorie du "socialisme dans un seul pays" qui sape les bases mêmes de l'internationalisme prolétarien.

3. La Troisième Internationale, surgie de la révolution d'Octobre, qui posa les règles fondamentales de la politique révolutionnaire à l'époque de l'impérialisme et donna au prolétariat mondial les premières leçons de lutte révolutionnaire pour le pouvoir, tomba victime de sa dépendance servile envers la bureaucratie soviétique qui dégénéra dans l'esprit du nationalisme et du centrisme.*

4. L'offensive du fascisme en Allemagne plaça les organisations de la classe ouvrière devant l'épreuve décisive. La social-démocratie y confirma encore une fois le jugement que Rosa Luxemburg avait donné d'elle. Elle se montra comme un "cadavre puant". Triompher des organisations, des idées et des méthodes du réformisme est une condition indispensable pour la victoire de la classe ouvrière sur le capitalisme.

5. C'est également avec une vigueur non moindre que les événements d'Allemagne dévoilèrent l'effondrement de la Troisième Internationale. Celui-ci est le résultat de la politique radicalement fautive de la bureaucratie staliniste. L'influence décisive de cette bureaucratie sur l'I.C. a eu pour effet que l'I.C., appelée à éveiller les énergies révolutionnaires dans le monde entier, à créer dans tous les pays des partis communistes de masse, capables de remplir leur tâche et de diriger le mouvement révolutionnaire mondial, est devenue de plus en plus un obstacle pour le mouvement révolutionnaire mondial. Dans les conditions ainsi créées par la politique du Komintern, le réformisme fut partout soutenu et une incapacité d'action effrayante de la classe ouvrière fut provoquée.

6. La situation du capitalisme mondial, la crise épouvantable qui précipite les masses populaires dans une misère sans précédent, les mouvements révolutionnaires des masses coloniales opprimées, le danger mondial du fascisme, la perspective d'un nouveau cycle de guerres, menaçant de détruire toute la civilisation humaine — telles sont les conditions qui exigent impérieusement le rassemblement de l'avant-garde prolétarienne dans une nouvelle Internationale. Les signataires s'engagent à contribuer de toute leurs forces pour que cette Internationale se forme dans le plus bref délai possible sur les fondements inébranlables des principes théoriques et stratégiques posés par Marx et Lénine.

7. Prêts à collaborer avec toutes les organisations, groupes, fractions qui évoluent réellement du réformisme ou du centrisme bureaucratique (stalinisme) vers la politique du marxisme révolutionnaire, les signataires déclarent en même temps que la nouvelle Internationale ne peut permettre aucune tolérance à l'égard du réformisme ou du centrisme. L'unité nécessaire de la classe ouvrière ne peut être atteinte par une mixture des conceptions réformiste et révolutionnaire, par une adaptation à la politique staliniste, mais seulement en surmontant la politique des deux Internationales banqueroutières. Pour remplir ses tâches la nouvelle Internationale ne peut tolérer une

déviations des principes révolutionnaires dans les questions de l'insurrection, de la dictature prolétarienne, de la forme soviétique d'Etat, etc.

8. Par ses bases sociales, par la forme dominante de propriété, l'URSS reste, même aujourd'hui un Etat prolétarien. La défense de l'Union soviétique contre l'impérialisme et la contre-révolution intérieure, la nouvelle Internationale l'inscrit sur son drapeau comme une de ses tâches les plus importantes.

Précisément la défense révolutionnaire de l'URSS nous fait un devoir impérieux de libérer les forces révolutionnaires du monde entier de l'influence pernicieuse du Komintern stalinisé et de construire une nouvelle Internationale communiste. Ce n'est qu'à condition de rendre les organisations prolétariennes internationales complètement indépendantes de la bureaucratie soviétique et de démasquer impitoyablement ses fausses méthodes devant les masses ouvrières qu'une défense victorieuse de l'Union soviétique est possible.

9. Une condition indispensable d'un développement fondamental des partis prolétariens révolutionnaires, aussi bien à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale, c'est la *démocratie du parti*. Sans liberté de critique, d'élections des fonctionnaires du haut en bas, du contrôle sur l'appareil par les adhérents, il n'y a pas de véritable parti révolutionnaire. En étouffant la démocratie intérieure, la bureaucratie staliniste a étouffé le Komintern.

La nouvelle Internationale, aussi bien que les partis entrant dans sa composition, devra donc bâtir toute sa vie intérieure sur la base du *centralisme démocratique*.

10. Les soussignés se sont mis d'accord pour créer une commission de représentants de tous les partis soussignés dans le but :

a. Elaboration d'un manifeste programmatique, charte de la nouvelle Internationale;

b. Préparation d'une étude du mouvement ouvrier contemporain dans toutes ses organisations et toutes ses tendances;

c. Elaboration de thèses sur toutes les questions fondamentales de la stratégie révolutionnaire du prolétariat;

d. Organisation permanente et systématique du travail préparatoire pour une nouvelle Internationale; transmission du matériel (ci-dessus mentionné) à toutes les organisations et tous les groupes liés ou sympathisants aux initiateurs de la conférence aux fins d'une discussion fondamentale et générale sur les principes de la nouvelle Internationale.

- Secrétariat international de l'Opposition communiste de gauche : E. Bauer.

- Socialistische Arbeiter Partei (Allemagne) : J. Schwab.

- Parti socialiste révolutionnaire (Hollande) : H. Sneevliet.

- Parti socialiste indépendant (Hollande) : P. J. Schmidt.

[*La Vérité*, n°170, 1er septembre 1933.]

Note

* Le texte de la Déclaration reproduit dans le volume 2 des *Œuvres de Trotsky* comprend un point 3 supplémentaire :

3) Il faut rejeter avec non moins d'énergie la théorie des austromarxistes, centristes et réformistes de gauche qui, sous le prétexte du caractère international de la révolution socialiste, préconisent, en ce qui concerne leur propre pays, une attitude passive et attentiste, livrant ainsi dans la réalité le prolétariat aux mains du fascisme. Un parti prolétarien qui se refuse à prendre le pouvoir dans les conditions historiques présentes commet la pire des trahisons. Le prolétariat victorieux dans un seul pays doit renforcer sa dictature nationale par une construction socialiste, laquelle demeure nécessairement inachevée et contradictoire jusqu'à ce que la classe ouvrière se soit emparée du pouvoir politique dans au moins plusieurs pays capitalistes avancés. En même temps, la classe ouvrière victorieuse dans un seul pays doit diriger tous ses efforts en vue de l'extension de la révolution socialiste aux autres pays. La contradiction entre le caractère national de la prise du pouvoir et le caractère international de la société socialiste ne peut être résolue que par une courageuse action révolutionnaire".

[*Les Congrès de la IVème Internationale, 1.1930-1940*, Paris, La Brèche, 1978, pp. 98-100.]

ont défendu devant la conférence la déclaration des Quatre, signent néanmoins les résolutions finales. Trotsky considère qu'il s'agit d'une erreur grave, mais, loin de perdre patience, il propose au SAP une fusion aussi rapide que possible avec l'opposition de gauche allemande. Il s'agit pour lui de battre le fer tant qu'il est chaud, de saisir le bon mouvement du balancier, et de le fixer du bon côté, avant qu'il ne reparte en sens inverse.

L'avenir devait montrer qu'il avait raison et que la question du moment propice peut être décisive en politique.

● 3) La Lettre ouverte (1935)

L'année 1934 est marquée par de nouveaux développements politiques majeurs. Février voit l'écrasement de l'insurrection du Schutzbund de Vienne et les grandes manifestations fascistes de Paris.

Trotsky perçoit avec une extrême acuité les conséquences de la montée du fascisme pour la social-démocratie. La menace qui pèse sur la démocratie parlementaire constitue une menace contre les conditions d'existence même de la social-démocratie, qui se nourrit de ses fonctions institutionnelles. Face à ce péril devaient apparaître dans ses rangs des réactions d'auto-défense donnant naissance à des courants de radicalisation à gauche. Quelques mois plus tard, la participation des socialistes espagnols à l'insurrection des Asturies devait confirmer cette analyse.

Trotsky en tire aussitôt des conclusions politiques et organisationnelles pour l'Espagne, la Belgique, la France surtout, qui sont celles de l'entrée des petites forces de l'Opposition de gauche dans les partis sociaux démocrates. Cette orientation est connue sous le nom de "tournant français".

Alors que le tournant brusque de 1933, l'abandon de la ligne du redressement au profit de celle de la nouvelle Internationale, a fait la quasi unanimité dans les rangs de l'Opposition internationale, ce nouveau tournant tactique vers la social-démocratie, ce nouveau tournant tactique vers la social-démocratie, à peine un an plus tard, a beaucoup plus de mal à passer.

Encore un an plus tard, en août 1935, après la signature du pacte Staline-Laval, et le septième congrès de l'I.C., qui généralise la ligne des fronts populaires, le contexte a de nouveau changé. La nouvelle orientation de l'I.C. ne met pas seulement à l'ordre du jour les pactes avec la bourgeoisie anti-fasciste, mais aussi la perspective de l'unité organique entre socialistes et communistes (rapport de Dimitrov au septième congrès). Pour Trotsky, c'est l'annonce d'une unité bureaucratique des appareils, qui va nécessiter une purge préalable des éléments révolutionnaires. Cette prévision est à nouveau illustrée, dès les semaines suivantes, par l'offensive d'expulsion des "bolcheviques-léninistes" du Parti socialiste SFIO en France.

Dès lors, un nouveau changement de cap s'impose, donnant la priorité absolue à la construction d'organisations indépendantes.

Au cours des années suivantes, le parallèle continue :
- en 1935, se tient une nouvelle réunion du Bureau de Londres. Pour éviter de se prononcer sur les questions

fondamentales, qui menaceraient de la faire voler en éclats, la réunion prétend n'avoir pas eu le temps de discuter et d'adopter une résolution sur les principes. En l'absence de la LCI, qui refuse désormais d'assister à ces conférences, le RSP et l'OSP présentent à nouveau une motion en faveur d'une IVème Internationale. Depuis longtemps, le balancier du SAP en revanche est déjà reparti vers la droite...

- du côté de la LCI, le nouveau tournant de la situation mondiale implique de reprendre l'initiative pour la construction d'une IVème Internationale. En prenant appui sur les progrès réalisés en Hollande (où l'OSP et le RSP viennent de fusionner pour donner naissance au RSAP), et aux Etats-Unis (où la Ligue communiste de l'Opposition de Gauche vient de fusionner avec l'American Workers Party de Muste, pour constituer le Workers Party des Etats-Unis, WPUS), Trotsky se bat pour la publication en août 1935, d'une *Lettre ouverte pour la IVème Internationale*, signée par la Ligue communiste internationaliste, le RSAP, le WPUS, l'organisation canadienne et les "bolcheviques-léninistes" de la SFIO.

Dans sa correspondance, il se plaint déjà d'avoir perdu deux ans à cause des tergiversations de l'OSP. Il admet toujours cependant la double appartenance du RSAP, qui demeure affilié au Bureau de Londres tout en signant la *Lettre ouverte*, à condition d'un engagement réel dans la construction de la IVème Internationale. Les Hollandais sont d'ailleurs chargés de la préparation d'une conférence internationale pour février 1936. En revanche, Trotsky refuse de différer la diffusion de la *Lettre ouverte* pour se concilier les faveurs du SAP et essayer encore de le rallier. Ce serait faire preuve d'un manque de confiance en soi-même et de détermination : ceux qui hésitent déjà sur la construction de la IVème Internationale hésiteront sur d'autres décisions cruciales dans les moments décisifs de la lutte de classe...

Trotsky ne cesse alors d'expliquer que l'ensemble des initiatives organisationnelles de la LCI forment un tout cohérent, par delà les tactiques nationales en apparence disparates : fusion avec des groupes centristes qui évoluent dans le bon sens en Hollande et aux Etats Unis...; entrée dans la social-démocratie en France et en Belgique...; lettre ouverte pour la construction de la IVème Internationale et bataille sans merci contre les tergiversations et la politique diplomatique du SAP... Autrement dit, la détermination quant au but poursuivi et l'intransigeance face aux hésitants n'exclut en rien la souplesse tactique dans les rapports aux masses, et l'ouverture par rapport aux centristes qui évoluent sérieusement vers des positions révolutionnaires.

● 4) Le Mouvement pour la IVème Internationale

Pourtant, juste après la publication de la *Lettre ouverte*, dès la fin de l'année 1935, la bataille pour la nouvelle Internationale se heurte à une série d'obstacles et de difficultés nouvelles. A l'automne 1935, la section française connaît une scission sur les conditions et les rythmes de sortie de la SFIO. La division se produit en mars 1936 dans les rangs du WPUS sur la perspective de

rentrée dans le Parti socialiste des Etats-Unis. La section brésilienne est désorganisée par la répression en 1935.

Mais surtout, en janvier 1936, c'est la rupture avec Andres Nin et la majorité de l'opposition de gauche espagnole, qui ont signé, à travers leur appartenance au POUM, l'accord de Front populaire pour les élections de février. Enfin, sous prétexte de désaccords sur le "tournant américain" qui se prépare, mais plus fondamentalement par solidarité avec le POUM et regain de sympathie pour le Bureau de Londres, les Hollandais s'éloignent à nouveau et ne préparent pas la conférence prévue pour février. Elle ne pourra finalement se tenir qu'en juillet de la même année (1936).

De plus en plus anxieux, Trotsky constate dès le début de l'année que "le vent souffle désormais contre nous". Il est le premier conscient de la profondeur de la contre-révolution bureaucratique en URSS (c'est la période de rédaction de *La révolution trahie*), de la montée du fascisme, et de la menace de plus en plus claire d'une nouvelle guerre mondiale. Il est parfaitement lucide sur les enjeux de la course de vitesse engagée. Il comprend que les événements de France et d'Espagne offrent peut-être une dernière chance. Il faut tout faire pour la saisir, même si les possibilités de victoire sont limitées.

De cette conscience aiguë des contradictions, des enjeux, des délais, vient une exaspération qui transparait de plus en plus dans ses textes. Avec la distance des ans, on est parfois choqué du ton polémique et par la brutalité des arguments. Sans toujours les justifier, il faut comprendre le contexte, le désespoir devant les hésitations et les défaillances des plus proches (comme Nin ou Sneevliet), dans des combats aussi déterminants pour l'avenir.

En juillet 1936, se réunit enfin la Conférence du Mouvement pour la IVème Internationale. Neuf organisations y sont directement représentées : la France, la Belgique, la Hollande, la Grande-Bretagne, la Suisse, l'Allemagne, l'Italie, l'URSS, et les Etats Unis. La section française est alors en crise. Les Allemands et les Italiens sont pour la plupart des exilés. La section soviétique est une section de déportés, atomisée dans les isolateurs. Quant aux Hollandais, ils quitteront la réunion avec fracas avant la fin...

Parmi les groupes invités qui sont absents, l'Autriche, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Pologne et la Grèce sont mentionnés. Le Danemark, l'Espagne, le Canada, le Mexique, l'Argentine, le Chili, le Pérou, Cuba, la Bolivie, le Brésil, la Chine, l'Indochine, l'Australie, et l'Afrique du Sud sont mentionnés au procès verbal comme des pays où existent des groupes. Parmi eux les groupes chinois et indochinois notamment ont une existence significative.

La conférence adopte des positions claires sur la question du Front populaire, sur la caractérisation de l'URSS, sur le travail dans les syndicats, sur les relations avec le Bureau de Londres.

Pourtant, elle ne proclame toujours pas la IVème Internationale. Dans son livre sur l'histoire de l'Internationale, et dans son introduction au premier volume de l'édition des congrès de la IVème Internationale, Frank affirme que Trotsky était alors favorable à une proclamation immédiate. Arguant du fait qu'il n'y a pas trace

d'une telle proposition, ni dans les procès verbaux de la réunion, ni dans les lettres de Trotsky de l'époque, Breitman qualifie cette version de légende. (14)

Le fait est que, deux ans plus tard, lors de la conférence de fondation de la IVème Internationale, les délégués, qui se prononcent à la quasi unanimité pour la proclamation, ont bien du mal à expliquer pourquoi ils ne l'ont pas fait deux ans plus tôt. Certains disent que c'est parce qu'ils avaient encore l'espoir de convaincre des courants centristes. D'autres avancent que c'était difficile dans un contexte ou certaines sections, et non des moindres, étaient encore engagées dans une expérience entriste au sein des partis socialistes.

● 5) La Conférence de fondation de 1938

C'est donc en 1938, après les grandes purges staliennes, et au moment où la défaite est pratiquement consommée en Espagne et en France, qu'a lieu la Conférence constitutive de la IVème Internationale.

Onze sections y sont directement représentées : la France, les Etats-Unis, l'Italie, la Grande-Bretagne, la Hollande, la Grèce, le Brésil, l'URSS, la Pologne, la Belgique et l'Allemagne. D'autres sont mentionnées au procès verbal : le Canada, l'Espagne, la Suisse, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, l'Autriche, Cuba, la République dominicaine, l'Argentine, la Bolivie, l'Uruguay, la Chine, l'Indochine. Au total, les forces représentées sont très faibles.

Le POUM et le PSOP de Marceau Pivert (qui vient de sortir de la SFIO) ont demandé à assister à la réunion. Leur demande a été rejetée pour des raisons de sécurité.

La conférence de fondation adopte le document connu comme Programme de Transition et les statuts, qui sanctionnent la fondation de la IVème Internationale, comme "parti mondial de la révolution socialiste" : une seule organisation mondiale centralisée et soumise à une même discipline.

Trois voix seulement s'élèvent contre cette décision. Leur porte-parole est le polonais Hersch Mendel-Stockfish, qui développe en substance l'argumentation suivante. Marx, Engels, Lénine se sont bien gardés de fonder la Ière, la IIème et la IIIème Internationale dans des périodes de recul. Ils ont su attendre pour le faire les grandes remontées des luttes prolétariennes. Il n'existe pas en 1938 de parti de masse sur lequel appuyer la construction d'une nouvelle Internationale, alors que la Ière s'adossait à la section britannique, la IIème à la section allemande, la IIIème à la section soviétique. Créer la

(14) Sur cette question historique importante, voir l'extrait de l'intervention de Pierre Broué au colloque de Follonica (*Rouge*, n°943, 6-13/11/1980), Pierre Frank, "Un point d'histoire sur la fondation de la IVème Internationale" (*Rouge*, n°944, 14-20/11/1980), Livio Maitan, "Le colloque international sur Trotsky" (*Quatrième Internationale*, 39ème année, 3ème série, n°3, jan-mars 1981, Paris) et George Breitman, "La route cahoteuse vers la IVème Internationale" (*Quatrième Internationale*, 47ème année, 3ème série, n°29 "Cinquantième anniversaire de la IVème Internationale", été 1988, Paris).

IVème Internationale dans une situation de reflux, minoritaire et à contre-courant, risquerait d'en compromettre l'idée. Mieux vaudrait donc se contenter d'en affirmer publiquement la nécessité, sans aller jusqu'à la proclamer. "C'est le prolétariat qui créera la IVème Internationale", conclut-il. (15)

L'écrasante majorité des délégués se prononce pour la fondation. Se contenter de la perspective d'une Internationale de masse, en faire un mot d'ordre pour le long terme, sans lui donner une traduction organisationnelle immédiate, ce serait s'installer dans l'attentisme. Il faut au contraire s'atteler à la construction réelle avec les forces disponibles pour le faire. Cinq ans d'efforts patients et de démarche ouverte envers les courants centristes ont montré qu'il serait désormais stérile d'attendre encore ceux qui ne se sont pas décidés dans des conditions plus favorables que celles qui s'annoncent.

Continuer à hésiter avec eux, ce serait s'adapter à leurs propres faiblesses, au lieu de forger l'instrument qui permettra de faire face aux grandes épreuves de la guerre qui s'annoncent imminentes.

IV. De l'Internationale de cadres à l'Internationale de masse

Les conditions de fondation de la IVème Internationale sont absolument inédites et particulièrement difficiles. Trotsky en est pleinement conscient :

- Il s'agit d'une Internationale minoritaire, sans section de masse, de ce qu'il appelle "une Internationale de cadres".

- Cette Internationale est née d'une suite de défaites du prolétariat mondial, dont la dégénérescence bureaucratique du premier Etat ouvrier.

- Elle se forme dans un contexte où, dans nombre de pays clefs, le mouvement ouvrier n'est pas vierge, mais déjà massivement organisé et profondément divisé en deux courants qui se nourrissent l'un l'autre, le courant social-démocrate et le courant stalinien.

- Le courant stalinien a une base matérielle puissante et spécifique, celle de l'Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré.

Dans ces conditions, "la ligne droite n'est guère possible", répète Trotsky. Il faudra donc savoir trouver les failles et les points d'appui pour combler la distance entre cette Internationale minoritaire, qui constitue un instrument indispensable pour construire l'Internationale de masse nécessaire à construire. (16)

Cette démarche se traduit aussi bien à l'échelle inter-

nationale, dans la conception du rôle de la nouvelle Internationale, qu'à l'échelle nationale, dans la démarche de construction des sections.

Trotsky a toujours conçu que la IVème Internationale puisse rassembler des forces plus larges que les seuls marxistes révolutionnaires, qui seraient en ce cas l'une de ses composantes ou une fraction en son sein. C'est d'ailleurs cette même idée qui présidait à l'initiative du "bloc des quatre". C'est toujours la même idée qui l'anime lorsqu'il écrit à Vereeken : "La IVème Internationale ne sera pas formée seulement de bolcheviques-léninistes. Pour ma part, je suis entièrement pour accepter votre admission. Mais vous représentez une tendance différente de la nôtre." Il la défendait encore dans une lettre à Marceau Pivert, dans laquelle il affirmait : "Les bolcheviques-léninistes se considèrent comme une fraction de l'Internationale qui se bâtit. Ils sont prêts à travailler la main dans la main avec les autres fractions réellement révolutionnaires." Ce qui revenait à reconnaître la possibilité d'existence de "fractions révolutionnaires" ne partageant pas l'intégralité du programme bolchevique-léniniste. (17)

Trotsky appliquait cette même démarche à l'échelle nationale, en 1933 déjà, lors du tournant pour un parti indépendant en Allemagne, lorsqu'il disait : "Bien évidemment, notre tournant ne consiste pas à nous proclamer nous-mêmes le nouveau parti. Il ne saurait en être question. Mais nous disons : le parti allemand officiel est politiquement liquidé... L'avant-garde des travailleurs allemands doit construire un nouveau parti. Nous, bolcheviques-léninistes, nous leur proposons notre collaboration." (18)

C'est encore la même idée qui est appliquée aux Etats-Unis en 1934, au cours de la bataille pour la fusion avec l'AWP. Dans son *Histoire du trotskysme américain*, J.P. Cannon raconte : "Nous avons écrit un éditorial dans un ton très fraternel pour que l'AWP prenne acte de notre invitation à tous les groupes radicaux indépendants pour discuter la question de former un parti unifié." Sur cette ligne, il mène une lutte sans merci contre les sectaires au sein du parti. Après la fusion et la formation du Workers Party, il répète encore : "... nous ne pouvons pas nous contenter de dire : voici le WP, il a un programme correct, venez le rejoindre; il porte certes le nom de Parti, mais il n'est pas encore un Parti aux yeux des masses; il doit le devenir..." Et c'est bien tout le problème.

Les conditions de fondation de la IVème Internationale comme Internationale minoritaire de cadres détermine une autre particularité encore. C'est à travers des transformations qualitatives et quantitatives, des fusions, des sauts, qu'elle parviendra à devenir une Internationale de masse ou à créer les conditions de sa formation. Mais ses sections doivent aussi devenir des partis de masse dans leur propre réalité nationale. Il y a un rapport entre les deux, dans la

signature de la lettre ouverte par les Américains signifiant seulement qu'ils se sont engagés à construire la IVème Internationale, "... mais selon des méthodes qui seront dictées par les conditions objectives. Avant que nous construisions une véritable Internationale, de nombreuses sections seront encore obligées de faire de nombreux tournants. Aller en ligne droite n'est guère possible." CE 7.

(17) Lettre à Vereeken, 11/9/1935, CE 6.

(18) 12 mars 1933, CE 1, p. 57.

(15) Voir les interventions de Hersch Mendel (Stockfish) et Stefan Lamed en annexe F, page 45.

(16) "La LCI ne peut agir comme parti indépendant du prolétariat. Elle n'est que l'arme pour la création de partis indépendants. Il faut utiliser cette arme selon la situation de chaque pays (...) Il faut y voir non le succédané de nouveau parti, mais une arme pour sa création en se libérant des survivances sectaires." ("Résolution du plénum élargi d'octobre 1934, Congrès de la IVème Internationale, t. 1, p. 68.) Trotsky considère aussi que la

mesure où l'Internationale est certes un programme, mais où elle est aussi l'expression de la réalité de ses sections. Mais il n'y a pas nécessairement de rapport immédiat et mécanique entre la transformation qualitative de certaines sections et celle de l'Internationale dans son ensemble.

En fonction des conditions nationales de la lutte de classe, certaines sections peuvent avoir l'occasion de faire des avancées vers un parti de masse, alors que l'Internationale dans son ensemble resterait une Internationale minoritaire, avec les limites que cela implique quant à sa force globale d'attraction. Après la défaite de la Commune de Paris et avec le développement du Parti allemand, la Ière Internationale a déjà connu ce type de tension. D'après le témoignage de F. Mehring, elle n'est pas pour peu dans la crise et l'auto-dissolution de cette Ière Internationale. (19)

Ces contradictions peuvent produire nombre de situations et problèmes inédits qu'il faut s'approprier à résoudre cas par cas, en maintenant à la fois la fermeté sur les grands principes d'orientation, et la souplesse dans la tactique organisationnelle.

Des conditions de formation de la IVème Internationale découlent une tension permanente entre le danger de s'adapter à des forces plus larges, en leur sacrifiant le programme, et le danger de la pétrification sectaire. Entre les deux, il n'y a pas de voie royale, mais un effort permanent, assidu, infatigable, pour trouver les médiations nécessaires à la construction d'une Internationale de masse. Dès les années 30, la question de ces médiations est posée pratiquement, à travers l'expérience des rapports et des fusions avec des courants centristes d'une part, et à travers l'expérience de l'entrisme dans les partis sociaux-démocrates d'autre part.

V. La question du centrisme et des fusions

Tout au long de ces années de formation, Trotsky consacre une attention méticuleuse et plusieurs textes importants à ce qu'il appelle le "centrisme moderne". Au début des années 20, les dirigeants de l'Internationale communiste avaient eu une autre expérience du centrisme : celle de courants massifs de la social-démocratie se tournant, sous la puissante attraction de la révolution d'Octobre, vers le bolchevisme. Le cas le plus connu et le plus significatif est celui de l'USPD, les socialistes indépendants allemands, parti de plusieurs centaines de milliers de membre, dont la majorité fusionna avec les spartakistes pour fonder le Parti communiste unifié.

Le "centrisme moderne" des années 30 est différent dans la mesure où il constitue un sous-produit, minoritaire par rapport aux grandes organisations, des crises au sein des formations sociales-démocrates ou des partis communistes stalinisés. Il se laisse difficilement enfermer dans une définition positive. Trotsky indique dans ses textes que jamais encore le centrisme n'a autant "scintillé de

toutes les couleurs de l'arc-en-ciel". L'image est plus prémonitrice encore qu'il ne pouvait l'imaginer alors. Parce que jamais encore les rangs du mouvement ouvrier n'ont connu une telle fermentation entre les deux pôles, réforme et révolution. Cette fermentation est compliquée par la dégénérescence stalinienne, de sorte qu'elle dégage toutes sortes de positions intermédiaires, instables, et fluctuantes.

Plutôt que de donner une définition du "centrisme moderne", Trotsky préfère en décrire les traits communs :

- le centriste oppose volontiers le pragmatisme à la rigueur théorique, sous prétexte de réalisme;
- l'anti-sectarisme lui sert d'alibi à des manœuvres diplomatiques sans principes;
- il fait preuve de cécité sur les problèmes internationaux décisifs;
- il vide le front unique de tout contenu révolutionnaire en l'érigant en principe abstrait, etc...

Aussi, au lieu de proposer des catégories figées, d'offrir une nouvelle classification des espèces, Trotsky préfère-t-il donner des recommandations de méthode pour une approche politique des courants centristes :

- 1) Tout d'abord, il ne faut pas confondre le niveau de conscience de réels courants de masse, et leur reflet limité, et parfois déformé dans les organisations et leurs directions : autrement dit, il faut savoir distinguer entre l'état d'esprit de courants de masse susceptibles d'évoluer sur la base de nouvelles expériences, et le centrisme professionnel, cristallisé, devenu une seconde nature, de certaines directions.
- 2) Il est capital de saisir la trajectoire, le sens dans lequel évolue une organisation centriste. Des divergences apparemment équivalentes peuvent avoir en réalité une signification et une portée pratique différente, selon qu'il s'agit d'une organisation qui s'éloigne du réformisme et s'approche du marxisme révolutionnaire, ou d'une organisation qui régresse vers le réformisme, ou encore d'une organisation paralysée, qui piétine dans la confusion.

- 3) Il ne faut pas confondre la lutte pour le front unique, c'est-à-dire pour l'unité d'action à une échelle de masse, et la lutte pour réunir les forces nécessaires à la construction du parti révolutionnaire.

- 4) Il ne faut négliger aucun allié, même le plus faible, et suivre attentivement ces groupes pour les aider à évoluer, sans leur faire des concessions de fond.

- 5) Il faut toujours savoir clairement quelle sera notre prochaine initiative pratique pour faire avancer les choses dans l'action.

Au vu de notre propre expérience, le troisième point est particulièrement important et mérite qu'on s'y attarde. Il s'agit de la distinction entre une orientation de front unique et la construction du parti proprement dite.

Trotsky clarifie une première fois la question dans une lettre au Secrétariat International pour la préparation de la conférence du Bureau de Londres d'août 1933. Une politique de front unique vise à un accord pour un travail commun, sur des objectifs pratiques et limités, qui ne suppose nullement un accord général de programme et de principe.

Il faut une distinction nette entre de tels accords épisodiques de front unique et le travail systématique de

construction du parti. Une politique de front unique pré-suppose toujours une rigoureuse délimitation programmatique. La lutte en commun ne signifie pas le mélange des drapeaux, qui n'aboutirait qu'à semer la confusion. Or, la conférence du Bureau de Londres de 1933 navigue précisément dans la confusion, à mi chemin entre l'accord de front unique pour l'action anti-fasciste et la lutte pour une nouvelle Internationale au rabais, sur la base d'un programme minimum.

Un tel projet est voué à l'échec sur les deux tableaux. Il n'y aura pas véritable mobilisation unitaire tournée vers les larges masses, vers les syndicats et les partis majoritaires du mouvement ouvrier. Il n'y aura pas davantage de progrès dans la construction d'une nouvelle Internationale : l'absence de principes programmatiques solides condamne le Bureau de Londres à végéter sur la base de compromis fragiles.

Cette distinction directrice entre front unique et construction du parti est reprise par la suite de façon systématique, et illustrée par de multiples expériences concrètes, des plus limitées aux plus importantes.

Ainsi, en 1936, Trotsky critique vigoureusement la formation, dans un arrondissement parisien, d'un groupe d'action révolutionnaire (GAR), à l'initiative de R. Molinier. Il ne s'agit à ses yeux ni d'un comité de masse, d'un organe de front unique pouvant se transformer en conseil territorial unitaire et pluraliste, ni d'un regroupement programmatique sur la voie de construction d'un parti. Il s'agit d'une formation intermédiaire et hybride, qui stabilise la confusion, et peut faire écran à l'action unitaire de masse aussi bien qu'à la clarification programmatique nécessaire.

De même, aux bolcheviques-léninistes qui parlent de front unique avec la tendance de gauche de la SFIO, la Gauche révolutionnaire, Trotsky répond : *"Au fond, c'est un abus de termes. Le front unique suppose des organes de masse et vous n'êtes que des sociétés de propagande? Si vos conceptions sont identiques, il faut fusionner..."* S'il y a en revanche des divergences de principe, une propagande commune est néfaste. Elle entretient la confusion. (20)

La même idée est encore reprise à propos de l'ILP britannique. Pour Trotsky le "front unique" entre le Parti communiste britannique et l'ILP est un non sens. Des comités d'unité d'action permanents entre ces deux organisations minoritaires ne seraient, dit-il, que des "soviets de propagande". Il ne nie pas la possibilité d'accords ponctuels limités : *"des fronts uniques en vue d'une action précise auraient pu avoir une utilité, mais l'unique front uni qui compte pour l'ILP, c'est avec le Labour Party et il lui faut d'abord acquérir le droit à un front unique."*

Enfin, dans une lettre à Daniel Guérin de mars 1939, Trotsky écrit encore : *"Un front unique a un sens quand il s'agit d'organisations de masse. Mais ce n'est pas le cas (en ce qui concerne le PSOP et la section française de la IVème Internationale). Avec l'existence séparée des organisations, des accords épisodiques, en telle ou telle occasion, sont assurément inévitables. Ici, ce qui nous*

intéresse, ce ne sont pas les cas isolés, mais toute la politique. La tâche centrale est le travail à l'intérieur des syndicats, la pénétration dans le PS et le PC. Cette tâche ne peut se résoudre par le front uni, c'est à dire par le jeu diplomatique de deux faibles organisations. Il faut une concentration des forces sur un programme déterminé pour pénétrer avec des forces unies dans les masses."

Nous avons vu que, s'il en minimisait l'importance, Trotsky n'excluait pas la possibilité de fronts uniques partiels et ponctuels entre organisations minoritaires. C'est un problème tactique complexe que nous rencontrons toujours aujourd'hui, et qui était dans les années 30 un problème inédit. La politique de front unique avait été élaborée au cours des premiers congrès de l'Internationale communiste à l'usage de véritables partis communistes de masse, alors que les sections de la IVème Internationale, hier comme aujourd'hui, sont de petites organisations.

Sans être encore des partis de masse, certaines ne sont plus seulement des "sociétés de propagande", pour reprendre la formule appliquée par Trotsky aux bolcheviques-léninistes de 1936. C'est pourquoi, dans la bataille pour le front unique, et pour y prendre pleinement notre place, une série de situations intermédiaires peuvent se présenter, obligeant à la plus grande souplesse tactique. Nous avons tous l'expérience de ces problèmes, chaque fois nouveaux et chaque fois spécifiques, entre organisations d'extrême-gauche ou entre organisations révolutionnaires et fragments des partis majoritaires.

Même quand ils ne rassemblent que des organisations révolutionnaires et centristes, il s'agit là d'accords pratiques, pour l'action, et non de compromis durables, sur la base du plus petit dénominateur programmatique commun. Les objectifs concrets de ces accords répondent aux problèmes ressentis par la masse de la classe ouvrière, de sorte qu'ils puissent être proposés aussi aux organisations majoritaires du mouvement ouvrier.

A ce sujet, notons que les accords électoraux posent en permanence des problèmes tactiques spécifiques qui exigent que l'on distingue bien ce qui relève des accords de front unique et ce qui relève de la construction du parti sur un programme stratégique. Il y a en effet campagne électorale et campagne électorale. Selon les circonstances, une campagne électorale peut être une campagne de propagande (visant au renforcement immédiat du parti), ou une campagne d'agitation cherchant à faire avancer quelques idées centrales de l'heure à une échelle de masse. Il y a donc des campagnes où il s'agit de marcher séparément; d'autres où il est possible de frapper ensemble sur un même clou (Trotsky rappelle ainsi l'accord passé avec les mencheviques de gauche pour les élections municipales de Pétrograd en 1917). Le mode de scrutin peut aussi intervenir sur le choix de telle ou telle tactique.

Ici nulle recette générale. Il faut déterminer une tactique appropriée à chaque situation concrète. Mais, si un accord électoral peut constituer une forme limitée et partielle de front unique, s'il peut constituer un jalon dans une démarche de rapprochement organisationnel, il est en revanche dangereux d'en faire le point de départ exclusif, indépendamment de rapprochements plus consistants dans l'intervention de masse, d'un front permanent sur une plate-forme minimale, ni parti ni front unique.

(20) ["Se tourner vers les masses"] (Lettre au Bureau politique du GBL, 25/11/1935, *Œ* 7, p. 128.

Nous sommes souvent amenés à conclure des accords de front unique partiel et les cas concrets sont toujours plus variés et complexes que n'importe quel mode d'emploi méthodologique. Ce n'est pas une raison pour noyer la ligne dans un pragmatisme sans rivages, et abandonner le fil à plomb : la distinction entre front unique et construction du parti.

Cette distinction n'implique en effet aucun sectarisme envers les organisations dites centristes. Au contraire, la clarté sur ce point peut permettre de fixer l'enjeu de nos rapports et autoriser davantage d'audace dans la manière de les approcher. Si se dessine une évolution positive, un rapprochement sur le terrain de la pratique, ou sur des questions programmatiques clefs, nous devons saisir l'occasion à bras le corps pour poser les vrais problèmes : une organisation commune est-elle possible ? A quelles conditions ? Comment réunir ces conditions ? Au lieu de stabiliser la confusion, sur la base d'accords bâtards, qui ne servent à promouvoir ni une action efficace, ni une propagande clarificatrice (faute de contenu programmatique), nous proposons d'avancer résolument ensemble dans la construction d'un parti commun.

Cette démarche de regroupements et fusions ne part pas de la recherche du plus petit dénominateur commun. Elle s'appuie sur des convergences pratiques, même limitées, pour remonter aux fondements et aux principes, qui sont le socle indispensable à la construction d'un même parti, solide et durable, capable d'agir collectivement dans les grandes épreuves de la lutte de classe. Elle implique donc une discussion programmatique sérieuse et approfondie, au grand jour.

A propos de la politique de fusion avec le SAP allemand, Trotsky écrivait : *"Avant de savoir si nous pouvons avoir entre nous une collaboration que nous souhaitons la plus étroite possible, il faut être certains que nous avons la même attitude vis à vis des problèmes fondamentaux de la stratégie prolétarienne. Voici ce que nous pensons. Quelle est votre attitude sur ces questions ? Si vous n'avez pas encore défini de positions à ce sujet, essayons de les examiner en commun, en commençant par les problèmes les plus aigus et les plus brûlants."* (21)

Au terme de la discussion la plus franche et la plus poussée, il est alors possible de parvenir à une évaluation précise des accords vérifiés et de l'ampleur des désaccords subsistants. On peut les circonscrire et parvenir à des compromis éventuels, en connaissance de cause et dans la clarté : ces compromis sont l'aboutissement d'un processus et non un mauvais départ dans la confusion.

Dès lors qu'il y a clarté sur les grandes questions de principe, l'expérience des années 30 offre de nombreux exemples de flexibilité organisationnelle, tenant compte aussi bien de l'évolution des forces politiques à l'échelle nationale que de l'inégalité de développement entre les sections nationales et l'Internationale en construction. Ainsi, pour Trotsky, il faut "être prêts à de grands sacrifices" pour voir aboutir la fusion entre le RSP et l'OSP de Hollande : *"Comme nous n'avons nullement l'intention de contraindre l'OSP à s'affilier directement à l'Opposition de*

gauche, nous acceptons que le RSP renonce à ses liens d'organisation avec notre secrétariat international. Nous considérons cela comme une concession purement organisationnelle." (22)

A propos de la proposition d'entrée de la petite section britannique dans l'ILP, Trotsky écrit encore : *"Dans la mesure où nous proposons à notre section anglaise d'entrer dans l'ILP, il est clair que nos camarades, ce faisant, vont rompre leurs liens avec nous. Nous avons tout à y gagner et en considération de ce fait, ce retrait est une question secondaire."* (23)

Lors de la fusion entre la LC et l'AWP aux Etats-Unis, la LC, bien que majoritaire, accepte une direction paritaire et la suspension des discussions pendant six mois pour mieux permettre une homogénéisation dans la pratique. D'accord avec cette méthode, Trotsky laisse ouvertes trois hypothèses quant à la question internationale : l'affiliation de l'organisation unifiée à la LCI, ou au Bloc des Quatre, ou aux deux.

Enfin, lors de la fusion entre Izquierda comunista (ICE) et le BOC, dont est issu le POUM dans l'Etat espagnol, Trotsky, dans sa première lettre, ne considère inadmissible ni le compromis politique, ni l'affiliation de l'organisation unifiée au Bureau de Londres. Ce qu'il critique le plus vigoureusement, c'est l'absence de bataille politique de la part de la section espagnole et son renoncement sans combat au droit de fraction, qui lui permettrait de continuer, au fur et à mesure des événements, à mener bataille sur ses propres positions internationales au sein de l'organisation unifiée.

Ces tentatives ont échoué. Pourtant, Trotsky maintient la même démarche en 1938/39 encore, lorsque le courant pivertiste sort de la SFIO pour fonder le PSOP (Parti socialiste ouvrier paysan). Il y a eu un nouveau choc historique (Munich). Dans sa correspondance avec Daniel Guérin et Marceau Pivert, Trotsky dit qu'il s'agit (le PSOP) d'une nouvelle organisation (estimée à environ 10 000 membres, mais les chiffres sont incertains), et qu'il faut tout faire pour aller dans le bon sens. Il faut s'engager à fond pour favoriser cette évolution. Une fois la décision prise dans la section française, Trotsky lui donne une tournure radicale et ultimatisante, qui surprendrait plus d'une(e) aujourd'hui. Dans une lettre au POI (Parti ouvrier internationaliste, section française de la IV^{ème} Internationale de l'époque), il fixe un délai d'une semaine pour entrer. Une semaine ! C'est bien un tournant organisationnel en épingle à cheveux ! Et ceux qui ne sont pas convaincus auront deux mois, pas plus, pour réfléchir. ["Sur l'entrée dans le PSOP" (18/4/1939) *Œuvres* 21, p. 115]

Tout cela pose au passage un problème général de

(22) "Plan d'action" novembre 1933, *Œ* 3, p. 69.

(23) "Problèmes de l'unification" (18-19/11/1933), *Œ* 3, p. 65. Trotsky considère en revanche qu'une telle entrée serait "inadmissible si le comité central de l'ILP exigeait de nos amis qu'ils renoncent à leurs idées... Mais on peut parfaitement s'engager à lutter pour ses idées sur la base des statuts du parti et dans le cadre de sa discipline" ("Considérations de principe sur l'entrée dans l'ILP" (16/9/1933) *Œ* 2, p. 203). Car, "en comparaison de votre petit groupe, l'ILP est une grosse organisation. Votre petit levier n'est pas suffisant pour remuer le Labour, mais il peut avoir un effet important sur l'ILP." ("Le levier d'un petit groupe" (2/10/1933), *Œ* 2, p. 271).

(21) "L'Opposition de gauche et le SAP", 27/4/1933, *Œ* 1, p. 153.

méthode. Trotsky est sans aucun doute génial pour sentir mûrir une situation, anticiper sur les grandes évolutions politiques, donner à chaque tournant de situation une réponse organisationnelle appropriée. Les conséquences en termes de projets organisationnels sont tirées au millimètre... Mais on peut se demander si cette flexibilité, cette agilité tactique, n'est pas dans une certaine mesure contradictoire avec une politique de construction.

Chacun sait le temps qu'il faut pour mûrir une décision importante, l'expliquer aux militants et aux directions intermédiaires, la faire passer dans les faits. Il est vrai que dans les grandes turbulences historiques, tout s'accélère, y compris les mécanismes de décision.

Mais en France, on a en quelques années, de 1932 à 1939, cinq grands choix tactiques : en 32, rester dans le PC comme opposition de gauche; en 33, en sortir après le test de la victoire du nazisme en Allemagne; en 34, entrer dans la SFIO en anticipant sur l'apparition de courants de gauche en son sein; en 35, en sortir pour construire une organisation indépendante face à l'unité bureaucratique des appareils dans la perspective du front populaire; en 1939, entrer dans le PSOP... C'est beaucoup, et probablement trop.

Ces exemples illustrent que la plus grande souplesse organisationnelle est possible, à une condition toutefois : la fermeté programmatique, l'homogénéité politique, la clarté sur les buts et la confiance en soi du groupe révolutionnaire initial. C'est au contraire le manque de fermeté et de confiance sur les grandes questions stratégiques et internationales qui nourrit le sectarisme frileux dans la tactique. La détermination sur l'essentiel permet les initiatives organisationnelles les plus audacieuses.

VI. La question de "l'entrisme"

La notion même "d'entrisme" a acquis, au fil des expériences, une application extensive. Elle recouvre par conséquent des réalités et des expériences fort différentes. C'est pourquoi il est utile d'examiner rapidement les expériences originelles et les cas de figure concrets des années trente sur ce point.

a) le "tournant français"

Nous avons déjà évoqué le tournant qui se produit au début de l'année 1934 dans la situation européenne, avec l'écrasement de l'insurrection de Vienne, les manifestations de février à Paris, le mûrissement de la situation en Espagne, et les conclusions qu'en tire Trotsky quant aux répercussions prévisibles dans les rangs de la social-démocratie. En France, la riposte aux manifestations fascistes déclenche une dynamique unitaire entre le PS et le PC, qui oblige la jeune organisation indépendante des "bolcheviques-léninistes" à chercher comment prendre sa place dans le front unique qui se constitue, sous peine d'être irrémédiablement marginalisée.

"Quelle place," écrit alors Trotsky, "doit occuper la Ligue, petite organisation qui ne peut prétendre à un rôle

indépendant, dans le combat en train de se dérouler, mais qui est armée d'une doctrine juste et d'une expérience précieuse? Quelle place doit elle occuper pour féconder le front unique d'un contenu révolutionnaire? Poser clairement la question, c'est, au fond, y répondre. La Ligue doit immédiatement prendre sa place au sein du front unique, pour concourir activement au regroupement révolutionnaire et à la concentration des forces de ce regroupement. Occuper une telle place, elle ne le peut autrement, dans les conditions actuelles, qu'en entrant dans le Parti socialiste." (24)

Il ne cesse alors de répéter que la tâche urgente est d'écraser le fascisme, sous peine d'être écrasé soi-même. Pour l'accomplir, il faut modifier le rapport de forces. Si nous ne pouvons prétendre à un rôle indépendant, nous ne pouvons pas non plus rester à l'écart. Il faut donc prendre place comme fraction dans le front unique et gagner, en échange d'une perte relative d'autonomie organisationnelle, un contact plus étroit avec l'expérience pratique des masses, ainsi que la possibilité de soumettre nos idées à l'épreuve de la pratique effective, et non de la seule propagande.

Ce bain dans les partis de masse constituerait en outre un traitement de choc contre le danger de sectarisation, le développement d'un esprit de petit cercle vivant dans une atmosphère confinée, qui guette les jeunes organisations de l'opposition de gauche internationale. Ceux qui refusent le tournant sont, pour Trotsky, ceux qui refusent de quitter leur ruelle familière pour les grands espaces, tout en étant prêts à "s'adapter au front unique de l'extérieur" : le maintien sourcilieux de l'indépendance organisationnelle et de l'intransigeance propagandiste n'est pas toujours exempt en effet de suivisme dans la pratique, dès lors que le rapport de force ne permet pas de traduire en actes ses propres idées.

L'entrée dans la SFIO est finalement décidée par la majorité de la section française. Elle se fait, au milieu de l'année 1934, dans des conditions exceptionnellement favorables. Il s'agit d'une entrée "à drapeau déployé", acceptée par la direction socialiste. La *Vérité* continue à paraître ouvertement comme "organe du groupe bolchevique-léniniste de la SFIO".

Les bolcheviques-léninistes entrent à une centaine environ. Un an plus tard, à l'Assemblée fédérale de la Seine de juin 1935, leur motion d'orientation obtient 1 037 voix, contre 2 370 à la tendance de gauche de la Bataille socialiste, et 1 570 voix à la motion de Blum en faveur du

(24) Trotsky, *Le Mouvement communiste en France 1919-1939*, Ed. Minuit, Paris, 1967, p. 432. Plus généralement : "La situation pose au mouvement ouvrier conscient une tâche à brève échéance : ou bien le prolétariat au cours des prochains mois, une année peut-être, écrase le fascisme..., ou bien il sera lui-même écrasé... Il faut modifier les rapports de forces. Il faut entrer dans la masse. Nous ne renions rien. Nous constatons seulement honnêtement que notre organisation est trop faible pour prétendre dans la pratique à un rôle indépendant dans les combats qui s'annoncent. Et en même temps, nous ne voulons pas rester à l'écart... Nous deviendrons une fraction; en échange nous recevrons le contact constant avec des millions de travailleurs, le droit de participer à la lutte et à la discussion, et, ce qui est particulièrement nécessaire pour nous, la possibilité de vérifier nos idées et nos mots d'ordre dans l'action de masse..." (Trotsky, *La écrits espagnole*, Ed. Minuit, Paris, 1976, p. 257).

CER

N°9

Front populaire. Au congrès national de la SFIO à Mulhouse, un mois plus tard, les bolchevique-léninistes obtiennent 105 mandats, contre près de 800 à la Bataille socialiste, et plus de 2 000 à la motion majoritaire pour le Front populaire.

Mais les exclusions ont alors déjà commencé. Entre temps, Trotsky a déjà perçu un nouveau tournant dans la situation internationale. Les documents préparatoires au septième congrès de l'Internationale communiste, le pacte Staline-Laval, annoncent un cours d'unité bureaucratique entre les appareils staliniens et ceux de la social-démocratie, au détriment et sur le dos des courants révolutionnaires. La répression bureaucratique est prévisible. Il préconise donc un nouveau tournant tactique vers l'organisation indépendante. Lors de sa constitution en 1936, le POI, nouvelle section française, déclare 615 militants.

b) le "tournant américain"

A partir de 1934, une bataille se développe dans le Parti socialiste américain, avec l'apparition d'une tendance de gauche en son sein. En juin 1935, Cannon et Shachtman proposent au plénum du tout jeune WPUS, dans lequel ils sont minoritaires, une motion modérée, par laquelle ils demandent seulement de suivre attentivement la question du parti socialiste dans la presse, de chercher le contact systématique avec ses militants, et d'y envoyer une fraction d'une trentaine de cadres.

En décembre de la même année, la scission se produit dans le Parti socialiste. La droite quitte le Parti. Il faut alors battre le fer tant qu'il est chaud. Cannon insiste pour l'on fasse la différence entre l'esprit de parti et le fétichisme d'organisation, qui peut devenir fatal pour une petite organisation qui doit démontrer et justifier en pratique sa prétention à jouer un rôle dirigeant dans les révolutions à venir. (25) Une course de vitesse est donc engagée concernant le parti socialiste. Pour Cannon, une offensive rapide et résolue en sa direction est nécessaire, pour hâter son évolution, avant que ne s'y produise une cristallisation bureaucratique ou une évolution du côté des staliniens (analogue à celle qui s'est déjà produite dans les jeunesses socialistes espagnoles de Santiago Carrillo).

Les conditions d'entrée fixées par la direction socialiste sont autrement dures que dans le cas du "tournant français": l'abandon de la presse indépendante et l'intégration individuelle des militants du WPUS au Parti socialiste, par décision et sous l'autorité des directions locales de ce parti. Elles visent à une pure et simple dissolution des militants du WPUS au sein du Parti socialiste. La majorité du WPUS décide néanmoins d'accepter les conditions et de rentrer en mars 1936, quitte à conquérir rapidement des positions locales dans ce parti et à publier des organes de presse locaux du Parti socialiste ayant vocation de référence nationale.

(25) "La loyauté et la fierté organisationnelle sont des qualités indispensables dans un mouvement révolutionnaire. Mais le fétichisme organisationnel, en particulier de la part d'une petite organisation qui a encore à justifier son droit à la direction, peut devenir une tendance erronée" (J. P. Cannon, *History of American Trotskyism*, p. 49)

Le courant issu du WPUS sera exclu au bout d'un an et demi environ, dès décembre 1937. Le 1 janvier 1938 naîtra le SWP. Le bilan que tirent les dirigeants américains de cette expérience est positif. Elle est cependant très différente de celle du "tournant français", le PS américain n'étant pas un parti de masse. Le danger de s'y dissoudre ou de s'y enliser était moindre, et la force d'attraction sur ses membres plus efficace.

Trotsky, qui a soutenu la ligne majoritaire du WPUS pour le tournant, écrivait : "Naturellement, certains groupes en Europe tenteront d'interpréter une entrée éventuelle (dans le PS) comme un renoncement à la IVème Internationale. Nous ne pouvons toutefois y accorder la moindre importance. Il ne s'agit pas de paraître plus forts, mais de devenir beaucoup plus forts." En dépit de son nom de baptême, le WPUS n'est pas encore un parti véritable, il doit trouver le moyen de le devenir.

c) Fraction, entrisme, entrée...

Une claire distinction est nécessaire entre un travail de fraction dans une organisation ennemie, l'entrisme proprement dit (qui implique le déplacement du centre de gravité organisationnel au sein de l'organisation dans laquelle il s'opère, et une redéfinition cohérente des différentes interventions, syndicale ou jeune, en fonction de ce choix), et l'intégration dans des organisations fraternelles que nous voulons contribuer à faire évoluer dans leur totalité ou dans leur majorité. Un parti staliniens, ou un parti social-démocrate, aussi irredressables l'un que l'autre du point de vue d'un projet révolutionnaire, ne peuvent être présentés dans notre presse indépendante comme les instruments dont la classe ouvrière a besoin, même au cours d'une expérience entrisme.

Il en va différemment quand des marxistes révolutionnaires travaillent loyalement à construire un parti ouvrier de masse, comme c'est aujourd'hui le cas avec le Parti des Travailleurs au Brésil. Ils le conçoivent comme l'instrument par lequel s'affirme l'indépendance politique de classe du prolétariat. Ses définitions programmatiques se précisent, non en fonction de débats idéologiques *a priori*, mais au fur et à mesure des grands choix d'orientation auxquels il se trouve confronté. Ils peuvent être amenés à y construire une tendance de lutte de classe, sur des questions décisives ou si l'orientation majoritaire portait un jour atteinte aux principes d'indépendance de classe sur lesquels ce parti s'est fondé dès l'origine. Mais ils ne conçoivent pas leur militantisme dans le PT comme une activité dans une organisation ennemie, passée du côté de l'ordre bourgeois. Ils s'efforcent au contraire de le construire et de le développer au mieux.

Pour modifier ce point de vue, des désaccords, même vifs, dans le débat interne du parti, ne suffiraient pas. Il s'agit d'une force vivante et de masse. Il faudrait que le parti commette de graves erreurs, et y persiste jusqu'à la faillite, dans des épreuves cruciales de la lutte de classe, pour que nous changions radicalement d'approche et d'attitude.

Il s'agit toujours, dans ces cas, de problèmes concrets,

(26) ["Pour entrer dans le PS américain"] (24/1/1936), *Œ* 8, p. 139.

qui demandent une analyse précise de l'histoire et de la situation d'un pays donné. Les analogies historiques peuvent aider à réfléchir, mais elles ne proposent en aucun cas des "modèles" ou des modes d'emploi. Elles encouragent seulement à faire preuve d'imagination et à vérifier que l'intransigeance sur les principes, loin d'exclure la souplesse tactique, peut la favoriser.

Quand Trotsky défendait l'entrée du petit groupe britannique de l'opposition de gauche dans l'ILP, il critiquait durement les camarades qui voulaient maintenir à tout prix un noyau extérieur pour publier un journal indépendant. Il fallait, disait-il, comprendre la méfiance qui existait dans les rangs de l'ILP envers l'arrivée de ce corps étranger : *"On ne peut surmonter cette méfiance que si nos camarades entrent dans l'ILP avec le désir d'influencer ce parti dans son ensemble et d'y devenir puissants, mais non d'y travailler pour rompre en emmenant avec eux une petite fraction... La publication d'un journal mensuel dans ces conditions est dénuée de sens..."* (27) Les camarades pourraient toujours utiliser la presse en langue anglaise de l'organisation internationale, et modifier si nécessaire leur attitude en fonction de nouveaux développements de la situation. Mais il importait d'abord d'éliminer tout prétexte à malentendu, tout obstacle à la création d'une confiance militante, d'un respect réciproque dans l'action, propices à une évolution d'ensemble du parti.

Il s'agissait donc, pour les militants bolcheviques-léninistes, de défendre leurs idées dans l'ILP, dans le cadre de ses statuts et en participant pleinement à la construction. Tout est relatif. L'ILP n'était pas une organisation de masse, mais un groupe de quelques milliers de membres, qui avait manifesté une évolution positive, et pouvait constituer, par rapport au petit groupe de l'Opposition de gauche, un levier autrement puissant pour agir sur le Labour Party. Dans ce cas, ajoutait Trotsky à l'intention des camarades britanniques, *"la question de savoir si vous entrez dans l'ILP en tant que fraction ou en tant qu'individus est formelle. De toute évidence, vous constituez par essence une fraction soumise à une discipline commune."* (28)

VII. La question du parti ouvrier de masse

Cette question rebondit aujourd'hui dans de nombreuses discussions, mais souvent de façon désincarnée. Lorsque Trotsky utilise cette problématique, il se réfère à des antécédents historiques, ceux du Parti chartiste en Grande Bretagne (dans les années 1840), ou des Chevaliers du travail (Knights of Labor) aux Etats-Unis (dans les années 1880) ou encore aux discussions sur le Parti du travail (Farmer-Labor Party) de 1924 aux Etats-Unis. La classe ouvrière qui a commencé à exister et agir socialement, doit parvenir à affirmer son existence politique indépendante. Ce qui importe, bien

plus que les définitions stratégiques et programmatiques, c'est donc qu'elle se dote d'une organisation politique indépendante des partis bourgeois ou populistes, qu'elle présente ses propres candidats aux élections.

Quand Trotsky reprend cette démarche pour les Etats-Unis, dans les années 1930, face au système bipartiste bourgeois républicains/démocrates, il n'avance pas une réponse hors du temps. Il rappelle qu'en 1924, sous l'impact de la Révolution russe, la possibilité et la tâche étaient à la construction d'un parti communiste à influence de masse. La question se repose en d'autres termes en 1936. Il y a eu la crise, qui a donné naissance à un mouvement syndical combatif et radical, le CIO, qui n'a pas d'équivalent ou de prolongement politique. Surgit donc la nécessité et la possibilité d'un parti des travailleurs appuyé sur ces syndicats.

Aux militants révolutionnaires qui lui demandent pourquoi ils iraient contribuer à fonder un parti réformiste, il répond qu'il ne s'agit pas de créer un parti réformiste, mais un parti de classe, indépendant de la bourgeoisie. Au-delà, l'avenir est ouvert. Ce qu'il adviendra de ce parti dépendra de la lutte des classes, des rapports de forces, des expériences, de l'intervention des révolutionnaires en son sein. A ceux qui lui disent : il faut créer un parti des travailleurs avec des références révolutionnaires, il rétorque que c'est abstrait et formel. Dans le contexte de l'époque, si 500 travailleurs assistant à une réunion publique sont prêts à comprendre qu'il faut un parti des travailleurs indépendant, cinq, peut-être, pas plus, sont prêts à comprendre qu'il faut détruire l'Etat et combattre le stalinisme. Les cinq peuvent être recrutés à la section de la IVème Internationale, et les 500 au parti des travailleurs. Chacun répond à un niveau de conscience différent.

Après, le champ de travail est ouvert. S'il en naîtra un parti révolutionnaire ou un parti réformiste, c'est une question qui n'est pas jouée d'avance et dépend de nombreux paramètres. Il est inutile de chercher à caractériser d'emblée d'une étiquette un parti de masse qui naît d'une expérience majeure de la classe. Il représenterait un pas en avant considérable. Son identité se précise au fur et à mesure des expériences accumulées, et en fonction des tâches concrètes rencontrées en chemin. Chaque nouvelle épreuve est un nouvel enjeu pour la caractérisation du parti.

C'est exactement dans cet esprit qu'ont procédé les marxistes révolutionnaires au Brésil, engagés dès 1979 dans la construction du Parti des Travailleurs. (28bis)

Remarquons qu'il s'agit dans toutes ces hypothèses, de partis des travailleurs de masse. Dans des pays où la classe ouvrière est traditionnellement massivement organisée au niveau politique, en rapport par exemple avec une longue tradition parlementaire, il en va bien sûr différemment.

Déjà, dans la discussion sur le parti ouvrier de masse appuyé sur les syndicats aux Etats-Unis, Trotsky comprend bien que si l'avenir d'un tel parti est ouvert, il

(27) "Mes propositions sur l'entrée dans l'ILP" (3/9/1933, *Œ* 2, p. 171.

(28) "Le levier d'un petit groupe" (2/10/1933), *Œ* 2, p. 272.

(28bis) Voir à ce sujet les articles sur le Brésil publié par la revue *Inprecor*, Paris, depuis 1979.

est aussi éminemment transitoire. Car, dès lors qu'il commence à exister et agir, il est obligé de se définir par rapport aux grands problèmes de l'heure : la crise, le danger de guerre, l'URSS et le stalinisme... Et cela va assez vite.

Ainsi aujourd'hui, le Parti des travailleurs brésilien se définit au départ autour de choses assez élémentaires. Mais très vite, il doit faire face aux élections : présenter ou non ses propres candidats? Quelles alliances? Coalition ou pas avec l'opposition bourgeoise à la dictature? Il doit se situer sur la question syndicale. Il doit répondre à la question de la dette. Il doit définir une solidarité avec le Nicaragua, dire quelque chose sur la Pologne, se situer par rapport à Cuba, définir ses relations avec l'Eglise ou avec la social-démocratie internationale, établir des contacts à l'échelle continentale....

Mais au départ, il s'agit d'un phénomène de radicalisation de masse, issu de la résistance à la dictature de la part d'une classe ouvrière massifiée et renouvelée par le "miracle économique", et dont c'est la première expérience politique, dans un pays sans forte tradition de parti ouvrier indépendant face au populisme (en dépit de l'existence d'un parti communiste). Il ne s'agit pas à proprement parler d'un parti appuyé sur les syndicats, mais issu de la radicalisation des cadres syndicaux dont l'évolution butte sur les structures syndicales encadrées par la loi dictatoriale du travail.

Comment une telle problématique pourrait-elle s'appliquer à des pays capitalistes développés où la classe ouvrière dispose d'une longue tradition, souvent pluraliste, d'organisation politique et syndicale indépendante?

Soit se produit une fracture historique entre les masses et leurs organisations traditionnelles, qui met ce problème pratiquement à l'ordre du jour. On peut l'imaginer, bien que difficilement. Ce qui se passe c'est plutôt la distension des liens entre le mouvement social et les directions politiques et syndicales traditionnelles. Mais cette distension ne laisse pas un vide qu'il suffirait de combler. Si les liens et l'encadrement des masses par les appareils sont modifiés, ces derniers n'en continuent pas moins d'occuper le terrain électoral et social....

Soit il s'agit d'accumuler des forces pour la construction d'un parti révolutionnaire. Et là, les définitions programmatiques au rabais ne sont guère permises : on ne peut rassembler solidement et durablement ces forces autour de quelques points élémentaires, qui ne permettraient pas de faire face efficacement aux grandes questions d'orientation de l'heure et de répondre aux autres projets stratégiques en présence dans le mouvement ouvrier. Il peut y avoir des discussions, des compromis entre courants révolutionnaires. Mais globalement, un courant révolutionnaire viable ne peut se dispenser d'une identité claire face aux grands partis existants.

C'est le problème qui se pose aux tenants d'un retour à "l'unité organique" du mouvement ouvrier, surtout s'il s'agit de reconstruire une grande social-démocratie unitaire, rappelant la social-démocratie allemande d'avant 1914. En France, c'est l'idée, courante aujourd'hui mais

point nouvelle, qu'il faudrait fermer la parenthèse ouverte par le congrès de Tours qui vit la scission du PC et du PS.

En effet, le problème s'est déjà posé dans le passé.

Lisons un texte : "*Camarades, le développement du front unique de lutte commune des ouvriers communistes et social-démocrates contre le fascisme et l'offensive du Capital pose également le problème de l'unité politique, du parti politique unique de la classe ouvrière (...). Mais si, pour établir le front unique des partis communiste et social-démocrate, il suffit d'un accord sur la lutte contre le fascisme et l'offensive du Capital et la guerre, la réalisation de l'unité politique n'est possible que sur la base d'une série de conditions déterminées, ayant un caractère de principe. Cette unification n'est possible :*

- premièrement qu'à la condition d'une complète indépendance à l'égard de la bourgeoisie et d'une rupture totale du bloc de la social-démocratie avec la bourgeoisie;

- deuxièmement, à la condition que l'unité d'action soit réalisée au préalable;

- troisièmement, à la condition que soit reconnue la nécessité du renversement révolutionnaire de la domination de la bourgeoisie, et l'instauration de la dictature du prolétariat sous forme de soviets;

- quatrièmement, à la condition de refuser de soutenir la bourgeoisie de son pays dans la guerre impérialiste;

- cinquièmement, à la condition d'édifier le parti sur la base du centralisme démocratique, qui garantit l'unité de volonté et d'action, et dont l'expérience des bolcheviques russes a montré la valeur."

Quel révolutionnaire ne serait pas d'accord sur le fond avec ce texte? Et de qui est-il? De Dimitrov, au septième congrès de l'Internationale communiste en 1935. [Voir *L'Internationale communiste et la lutte contre le fascisme et la guerre*, Moscou : Editions du Progrès, pp. 189-190.]

Trotsky pour sa part avait envisagé cette hypothèse de "l'unité organique" dès 1934, comme couronnement possible de la bataille de front unique. Il la jugeait positivement, bien qu'avec réticence : "*Pour le moment, la fusion des deux partis ouvriers constituerait un progrès, non par rapport au mot d'ordre de Lénine en 1914 ni au congrès de Tours, mais par rapport à la situation actuelle telle qu'elle est. La fusion des deux partis signifierait la possibilité de recommencer. Tout est là. Le mouvement ouvrier est poussé dans une impasse historique.... La fusion ouvrirait la voie à la discussion, à l'étude, à la lutte de fraction sur une grande échelle, et, en même temps, à la cristallisation d'un nouveau parti révolutionnaire. Le recul historique consiste non seulement dans l'attitude de la bureaucratie stalinienne, mais aussi en ce que cette fraternisation sans contenu représente un formidable progrès par rapport à l'impasse absolue... Terrible dialectique...*" [19/7/1934, *Œ* 4, p. 154.]

Terrible dialectique en effet. Au point qu'on se demande si "cette possibilité de recommencer", d'effacer tout, de repartir à zéro, ne relève pas de l'abstraction historique, et ne prend pas le désir pour le réalisable,

sinon pour la réalité. Il y a peut-être une pointe de désespoir dans l'acceptation de ce piège dialectique.

Un an plus tard, la dure réalité vient à bout du désir. Avec le rapprochement effectif des deux grands partis, l'affaire devient concrète. Dès lors, Trotsky y répond aussi en termes de politique concrète : la fusion organique dans ce contexte ne serait que la préparation bureaucratique à l'unité nationale. A rejeter et combattre donc, quoiqu'il en coûte, et même si on ne peut plus espérer "recommencer".

L'hésitation entre la première réponse et la seconde porte en vérité sur l'appréciation des rapports de force sociaux et internationaux, et sur l'ampleur de la "régression historique" en cours, au milieu des années trente. Vaste problème.

Relevons pour terminer sur ce point, qu'on assiste souvent à un spectaculaire chassé-croisé de positions, selon qu'il s'agit de l'entrisme, ou du regroupement et des fusions avec les courants centristes.

- Ainsi Sneevliet, Nin, Vereeken sont toujours hostiles aux opérations entristes, dénoncées par eux comme des entreprises de liquidation. Ils sont en revanche toujours extrêmement ouverts aux tentatives de regroupement avec des courants centristes qui, la plupart du temps, finissent mal. Ils ne sont pas "liquidés" par l'entrisme, mais par des regroupements ou des fusions aventureuses.

- Inversement, les courants viscéralement hostiles au centrisme, qui disent vouloir s'adresser aux larges masses, finissent par un entrisme profond et parfois sans retour dans les grands partis réformistes. C'est le cas en Grande-Bretagne du secteur bolchevique-léniniste qui refusait l'entrée dans l'ILP, et s'engloutit deux ans plus tard directement dans le Labour Party.

Ce n'est pas une allusion au présent. C'est simplement le constat, un peu amer, d'une ironie de l'histoire. Dans les circonstances terribles des années trente, elle est liée à une contradiction puissante, structurelle, inhérente aux rapports de forces et à la forme que prend la crise du mouvement ouvrier. L'étreinte de cette contradiction s'est à l'évidence desserrée avec la crise du stalinisme, la modification des liens entre les masses et les appareils, le renouvellement social de la classe ouvrière, etc. Mais elle n'est pas abolie pour autant.

VIII. Conclusions et éléments de réflexion

Rétrospectivement, le processus de formation de la IVème Internationale soulève une série de questions qui ont souvent fait l'objet de discussions dans nos rangs et autour de nous.

1) *Tout d'abord, n'était-il pas déjà trop tard, en 1933, pour prendre acte de la faillite de la IIIème Internationale et s'engager sur la voie de la IVème ?*

Les difficultés de cette question ont déjà été

soulignées dans le rapport. Les deux dates fatidiques du 4 août 1914 et du 5 mars 1933, sensées symboliser respectivement la faillite consommée de la IIème et de la IIIème Internationale donnent l'idée d'une symétrie en réalité factice. Le Komintern des années 30 n'était pas l'Internationale sociale-démocrate d'avant 1914, et le test historique de la victoire du fascisme en Allemagne n'opère pas comme un révélateur sur l'ensemble du mouvement ouvrier international de la même manière que le déclenchement de la Première Guerre mondiale. L'existence d'un Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré pose en outre un problème nouveau.

En s'efforçant de se replacer dans ce contexte, on peut toujours essayer de réécrire l'histoire avec des "si". Ce n'est pas d'un grand intérêt. Ce l'est d'autant moins que l'Opposition de Gauche avait déjà une existence politique et publique propre, exprimait ses positions, développait ses propres réponses face aux grands événements.

Autre chose serait d'examiner si la ligne dite du "redressement" de l'IC et des partis communistes a constitué un obstacle initial à la construction de partis indépendants significatifs dans des pays tels que l'Espagne, où le Parti communiste officiel restait, au début des années 30, un groupuscule sectaire. La ligne de bataille pour l'unification des communistes dans une section unique de l'Internationale communiste incluant le Parti communiste, le BOC, et Izquierda comunista, aurait peut-être pu être développée dans de meilleures conditions par cette dernière, agissant comme organisation indépendante, plutôt que comme fraction d'un PC marginal et groupusculaire.

Mais l'important, du point de vue de la démarche d'ensemble, c'est la méthode qui consiste à ne pas agir à la légère, sur la base d'anticipations et de pronostics, mais sur la base de vérifications historiques à grande échelle.

2) *La IVème Internationale aurait-elle été fondée sur la base de pronostics erronés concernant l'issue probable de la Seconde Guerre mondiale et l'effondrement de la dictature bureaucratique en URSS ?*

S'il est vrai que Trotsky a pu émettre de tels pronostics sur l'issue de la guerre, par analogie avec la situation au sortir de la Première Guerre mondiale et la recomposition générale du mouvement ouvrier qui en est résultée, il est complètement faux que la IVème Internationale ait été créée en fonction d'un tel pronostic. La nécessité de sa construction découle au contraire des rapports entre les classes à l'échelle internationale, des grandes tâches de la situation mondiale, de la crise de direction du mouvement ouvrier à la veille de la guerre.

Sous prétexte que la guerre n'a pas entraîné la révolution socialiste en Europe et l'effondrement du stalinisme, aurait-il fallu mettre la IVème Internationale entre parenthèses, et attendre des jours meilleurs? La question est passablement abstraite et fallacieuse. Chaque moment historique important s'ouvre sur un faisceau d'éventualités. La guerre n'a pas débouché sur un effondrement de la bureaucratie stalinienne. Elle n'a pas débouché non plus, mécaniquement, sur une stabilisation pacifique du capitalisme et du système bureaucratique. Ses lendemains ont été marqués par des crises révolutionnaires, par l'assimilation structurelle des Etats d'Europe de l'Est, par

des bagatelles telles que la révolution yougoslave et surtout la révolution chinoise, par le début de la crise du stalinisme. Dans ce monde en plein bouleversement, le fil à plomb d'une Internationale était plus que jamais nécessaire.

Les véritables questions d'hier et d'aujourd'hui sont plus directes et moins spéculatives.

L'idée d'une Internationale révolutionnaire est-elle dépassée? Non. Elle est au contraire la traduction organisationnelle nécessaire de la révolution prolétarienne perçue dans son unité internationale, du refus du chauvinisme et de la théorie du socialisme dans un seul pays, de l'internationalisation croissante de la division du travail, du procès de production, et des forces productives. Sans l'effort permanent pour traduire cette compréhension en effort de construction, l'internationalisme le plus sincère ne va pas au delà de la solidarité active et des bons sentiments. Si l'existence détermine la conscience, l'existence organisationnelle internationale détermine la conscience internationaliste s'efforçant de saisir les diverses dimensions de la lutte de classe à l'échelle internationale.

Le programme de cette Internationale, la IVème, demeure-t-il actuel et opérationnel, à l'épreuve des grands événements de la lutte de classe, ou a-t-il constitué au contraire un obstacle dans les rapports entre notre courant et les masses? Certes, l'expérience de la lutte des classes enrichit et précise en permanence tout programme, si bon soit-il. Mais les questions de la révolution permanente, du front unique, des mots d'ordre transitoires, de la lutte anti-bureaucratique, de la théorie du parti, restent au centre de la stratégie révolutionnaire de notre temps. Les développements de la guerre mondiale et des grands événements qui l'ont suivie ont confirmé la validité de ce programme. Loin d'être un obstacle à la compréhension de phénomènes nouveaux, tels que la formation de nouveaux Etats ouvriers, l'essor de la révolution coloniale, les mutations du capitalisme du troisième âge, il a permis de s'y orienter.

Enfin, cette Internationale qui existe, qui est fondée sur un programme correct et toujours actuel, a-t-elle, en dépit de ce programme, fait faillite dans la pratique? Pour répondre à une telle question, il faut s'en tenir au critère que constituent les grandes épreuves de la lutte de classe internationale : les guerres et les révolutions. Au moment de la grande débâcle chauvine de la Deuxième Guerre mondiale, l'Internationale n'a cédé ni au défaitisme ni au neutralisme sectaire dans les pays occupés, ni au délire chauvin de l'union sacrée. Avec ses faibles forces, elle a maintenu une politique internationaliste. Elle s'est portée chaque fois en première ligne dans la défense des révolutions en Yougoslavie, en Algérie, ou à Cuba, aujourd'hui au Nicaragua, même quand ses militants étaient persécutés, comme en Chine ou au Vietnam, par les directions formées à l'école stalinienne de ces révolutions.

Nos contradicteurs considèrent parfois que tout cela mérite respect mais ne résout pas la question de l'utilité de l'Internationale : à quoi servirait une Internationale qui n'a pas remporté de victoires éclatantes. Rappeler que nous revendiquons l'héritage de la première victoire historique, celle de la révolution d'Octobre, n'a rien d'une boutade. Il s'agit bien d'un combat politique refusant aux usurpateurs

bureaucratiques de s'approprier cet héritage, et d'identifier du même coup la révolution socialiste avec la contre-révolution bureaucratique qui n'est que sa contre-façon. Mais la réponse ne peut en rester là. En réalité, en politique et en histoire, les victoires ne se limitent pas aux révolutions victorieuses. Il en est de moins spectaculaires. Nous avons ainsi remporté d'autres victoires, et non des moindres. Celle notamment d'avoir été les premiers à engager, au sein même du mouvement ouvrier, la lutte contre le stalinisme.

On sait par de nombreux témoignages que les "trotskystes" furent souvent ceux qui ne pliaient pas et ne capitulaient pas sous la terreur stalinienne. Ce n'est pas une question de psychologie ou de caractère, mais d'abord de conscience politique et de conviction : ils étaient plus difficiles à briser parce qu'ils comprenaient les mécanismes et la logique de la situation. Cette victoire n'est pas symbolique ou morale, mais pleinement politique. Elle fait que l'histoire terrible de notre siècle puisse rester intelligible à la lumière du marxisme; qu'il nous soit possible de rendre compte des événements les plus monstrueux de ce siècle sans désespérer de la classe ouvrière et du socialisme. Sans la continuité de ce combat, tous les charlatans, les épiciers, les nouveaux philosophes et les nouveaux croisés de l'impérialisme, auraient aujourd'hui le monopole de la dénonciation du Goulag.

Grâce au combat historique de l'Opposition de Gauche d'abord, puis de la IVème Internationale, existent la boussole et le fil à plomb d'une opposition marxiste au stalinisme, dès l'origine du phénomène, qui portera ses fruits.

S'il faut une Internationale, s'il en existe une, si son programme est correct, si elle n'a pas fait faillite, il faut se battre pour la construire et la développer. Personne ne le fera à notre place.

La preuve *a contrario* de l'actualité de l'Internationale, c'est la faillite consommée des autres méthodes de construction, qui se voulaient graduelles, à partir de la base, et respectueuses des processus réels. Le Bureau de Londres, puis le FOI de 1938 ont sombré corps et biens. (29) Des organisations comme Lutte Ouvrière en France ou le SWP en Grande-Bretagne entretiennent au mieux quelques filiales et des relations épisodiques diplomatiques. Ont-elles avancé davantage que la IVème Internationale? Infiniment moins.

La position de Stockfish-Mendel lors de la conférence de fondation de 1938, contre la création de la IVème Internationale, mais pour la proclamation de sa nécessité historique, n'aurait constitué au mieux qu'une ruse envers les étiquettes, et au pire une dilution du projet, au moment où l'approche de la guerre exigeait au contraire un armement programmatique ferme, une claire délimitation des contours. L'idée selon laquelle c'est le prolétariat qui créera l'Internationale contient sa part de vérité historique, mais elle tourne le dos à l'acquis du léninisme selon lequel, à partir de délimitations programmatiques, l'action consciente de l'avant-garde est un levier et non seulement un produit spontané de la lutte prolétarienne.

La IVème Internationale fondée en 1938 a donc abordé

(29) FOI : Front ouvrier international, projet d'organisation internationale contre la guerre lancé par la gauche du PSOP de 1938 à 1940; il devait être animé de Norvège par Daniel Guérin.

la guerre avec des forces très limitées. Dix pays seulement étaient représentés en 1940 à la conférence d'Alarme qui s'est tenue aux Etats-Unis. La signature du pacte germano-soviétique et le début de la guerre ont constitué une première épreuve politique cruciale. Un tiers de la section américaine et la majorité du Secrétariat international en activité ont abandonné l'Internationale. La section française est entrée divisée dans la guerre. Le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale a interrompu les communications entre nombre de sections et rendu le fonctionnement le plus élémentaire particulièrement difficile, alors que se posaient des problèmes d'orientation nouveaux et particulièrement complexes (imbrication des problèmes nationaux dans la guerre inter-impérialiste et dans la guerre contre l'Etat ouvrier bureaucratifié). Les regroupements sans principes solides, tels que le Bureau de Londres ont volé en éclat et leurs principales organisations nationales ont pratiquement été rayées de la carte. La IV^{ème} Internationale a pu traverser l'épreuve et se retrouver au sortir de la guerre sur le même terrain politique, sans que le fil de la continuité ait été rompu.

3) *La notion de centrisme, qui occupe une large place dans la problématique de Trotsky pendant les années 30, est-elle politiquement utile ou, au contraire, la couverture théorique de réflexes sectaires ?*

Certains sont en effet choqués par cette notion, dans laquelle il voit presque une insulte, politiquement peu utile. Ecartons d'abord cette objection. Il ne s'agit pas d'une insulte, mais d'une caractérisation politique, qui n'exclut pas l'estime politique, le respect de l'engagement militant, et la confrontation fraternelle des points de vue. Il est bien évident qu'on n'aborde pas une organisation ou un courant évoluant positivement, avec lequel on constate des convergences pratiques, sur la base d'épithètes. On ne met pas en doute *a priori* la sincérité de son projet. On cherche au contraire à vérifier les réponses respectives aux questions centrales de la situation et à rapprocher les points de vue.

Ici encore, tout dépend de l'organisation dont il s'agit, de son sérieux politique et militant, du sens de son évolution. Certains groupes cristallisés peuvent constituer un obstacle sur la voie de la construction d'un parti révolutionnaire. D'autres peuvent au contraire évoluer dans la bonne direction.

Si Trotsky parlait pour les années 30 de la bigarrure du "centrisme moderne", que dire du "centrisme post-moderne" de notre temps ? Il est le produit de la crise de direction historique du mouvement ouvrier et de la décomposition avancée du stalinisme. Il oscille entre des pôles plus nombreux à l'échelle internationale : la bureaucratie soviétique et la social-démocratie, mais aussi la bureaucratie chinoise, la direction castriste, la direction vietnamienne. La notion de centrisme embrasse donc des groupes sincèrement révolutionnaires dans leur propre pays et des groupes qui sont à la limite du réformisme de gauche. Il existe des organisations qui sont révolutionnaires sur la question de la conquête du pouvoir dans leur pays, mais qui ont sur le plan international une position campiste, d'alignement partiel sur la diplomatie de la bureaucratie soviétique.

A l'époque où la III^{ème} Internationale était révolutionnaire, les courants qualifiés de centristes étaient ceux qui, selon l'expression consacrée, oscillaient entre la réforme et la révolution. Avec la dégénérescence de l'IC et la crise de direction du prolétariat mondial, la question s'est donc compliquée. Si nous refusons de reconnaître l'existence d'organisations qui sont révolutionnaires dans l'action concrète dans leur pays, mais centristes du point de leurs positions internationales, et d'envisager que tôt ou tard cette position internationale puisse avoir des conséquences y compris sur le terrain de leurs alliances ou de leur politique nationale, nous risquons d'osciller nous-mêmes entre le sectarisme et l'opportunisme; de passer sans transition de l'un à l'autre. En niant que ces organisations puissent être révolutionnaires, nous les sous-estimons. Et lorsque nous découvrons ensuite qu'elles peuvent jouer un rôle effectivement révolutionnaire, comme c'est le cas en Amérique Centrale et dans bien d'autres pays, ne percevant d'autre nuance que le rouge et le noir, nous ne voyons plus aucune différence entre elles et nous.

Envers ces courants, la démarche des années 30 reste valide dans ses grandes lignes : la proposition d'unité d'action, aussi souvent et régulièrement que possible, pour avancer dans l'expérience commune; et parallèlement une confrontation programmatique claire et approfondie, pour explorer la possibilité de parvenir à un parti commun.

4) *Serait-il possible aujourd'hui de faire mieux et d'avancer vers une Internationale de masse avec d'autres courants ?*

Nous pouvons répéter sur ce point ce que disait déjà Trotsky : que nous pouvons envisager d'être un courant minoritaire dans une Internationale révolutionnaire. (30) Encore faut-il savoir jusqu'à quel point les courants en question sont révolutionnaires. Mais il y a une question préalable, plus élémentaire. Pour s'engager dans cette voie, il faut commencer par avoir des partenaires qui répondent à une première condition : vouloir effectivement construire une Internationale. Ce n'est pas une question de volonté. C'est au fond un problème politique et programmatique. L'engagement dans la construction d'une Internationale est en lui-même une question de programme, et non des moindres, puisqu'il implique une délimitation avec les autres courants du mouvement ouvrier sur les grands problèmes internationaux. Pour s'engager dans la construction d'une organisation internationale, il faut donc un accord programmatique solide.

Si des courants significatifs se posent le problème de construire une Internationale et de la construire avec nous, ce sera déjà le signe d'une évolution capitale de leurs positions. Il faudrait envisager alors la situation nouvelle. Nous n'en sommes pas là.

Nous pouvons en revanche agir comme un authentique courant international, conscient de l'importance de sa tradition et de son apport, mais ouvert au dialogue et à la

(30) "Les bolcheviques-léninistes se considèrent comme une fraction de l'Internationale qui se bâtit. Ils sont prêts à travailler la main dans la main avec les autres fractions vraiment révolutionnaires." "A Marceau Pivert", *Le Mouvement communiste en France*, p. 525.

coopération fraternelle, à l'échange et à l'action commune, avec d'autres courants, à l'échelle nationale, continentale, ou internationale, qui eux aussi tâtonnent dans les reclassements à l'œuvre au sein du mouvement ouvrier international. Comparativement aux années 70, déjà bien des sectarismes ont régressé, des barrières se sont effondrées, des rapports hier impensables se sont noués. C'est la voie patiente et prudente qui prépare les conditions de renaissance d'une internationale révolutionnaire de masse, démocratique et pluraliste.

5) *Enfin, n'y a-t-il pas un danger de déformation sectaire à demeurer ainsi, sur une période aussi longue, une Internationale minoritaire ?*

Bien sûr que si. Lutter à contre courant peut être une vertu. Cela peut aussi devenir une seconde nature et un mauvais pli. Mais quel remède au danger? Et quel vaccin? La seule arme, qui n'est pas absolue, c'est l'éducation des directions et des militants dans l'esprit du Manifeste communiste, selon lequel les militants communistes véritables n'ont pas d'intérêts distincts de ceux du prolétariat. Nous n'avons jamais été de ceux qui assistent en commentateurs cyniques aux révolutions qu'ils ne dirigent pas. Même quand nous critiquions les directions, nous saluions les victoires comme celles du prolétariat dans son ensemble.

Nous nous en tenons, ici aussi, à la démarche de Trotsky dans les années 30 : *"Je ne sais,"* écrivait-il, *"à quelle étape arrivera la IVème Internationale. Personne ne le sait. Il est possible que nous devons entrer de nouveau dans une Internationale unifiée avec la IIème et la IIIème. Il est impossible de considérer le destin de la IVème indépendamment de celui de ses sections nationales, et vice versa... Il faut prévoir des situations sans précédent dans l'histoire... Si nous considérons la IVème Internationale seulement comme une forme internationale qui nous oblige à demeurer des sociétés indépendantes propagandistes dans toutes les conditions, nous sommes perdus. Non. La IVème Internationale, c'est un programme, une stratégie, un noyau de direction internationale. Sa valeur doit consister en une attitude qui ne soit pas trop juridique..."* (31)

Trotsky lui-même s'est appliqué à mettre en pratique cette préoccupation, à remédier au danger d'ossification sectaire en cherchant, par les initiatives organisationnelles les plus audacieuses, le contact le plus étroit, malgré les conditions défavorables, avec l'expérience vivante du mouvement de masse. Entre l'objectif de l'Internationale et du parti de masse à construire, et les petits noyaux militants initiaux, il était conscient de la distance et des médiations nécessaires.

Si l'on peut se poser une question, c'est plutôt de savoir si ce souci n'a pas été poussé à l'excès, si la réponse du tac au tac aux tournants brusques de la situation politique, au point de modifier cinq fois en cinq ans la tactique de construction dans le cas de la section française entre 1933 et 1938, n'a pas eu comme conséquence une discontinuité organisationnelle, une difficulté à consolider une tradition politique et organisationnelle, qui annule en partie les gains de chaque initiative.

6) *L'idée même de "parti mondial de la révolution" ne constitue-t-elle pas un mythe condamné à se désagréger au contact de la réalité?*

L'accent que met Trotsky à défendre la nécessité pratique d'une Internationale comme parti mondial répond à une régression historique de l'internationalisme qui va conduire de la théorie stalinienne de "la construction du socialisme dans un seul pays" à la pure et simple dissolution en 1943 de ce qui fut l'Internationale communiste, au profit des intérêts étatiques et diplomatiques tout-puissants de la bureaucratie soviétique.

Pour Trotsky, la construction d'un parti mondial est la traduction politique et organisationnelle la plus urgente d'un projet stratégique. Elle couronne sa théorie du développement inégal et combiné, sa perception du monde comme totalité articulée par la généralisation de la production marchande, sa théorie de la révolution permanente comme extension internationale de la révolution prolétarienne.

De ce point de vue, la nécessité de construire une Internationale révolutionnaire n'est pas moindre qu'à l'époque. L'internationalisation de la production, du capital, de la division du travail, des marchés, et à présent des services, a avancé à pas de géant. Les mécanismes de concertation de la bourgeoisie, les pactes militaires et financiers, les organismes internationaux ont proliféré. En revanche, le mouvement ouvrier qui, à l'origine avec la création de la Ière Internationale, avait le premier vu loin et juste, est à la traîne non seulement à l'échelle internationale, mais ne fût-ce qu'à l'échelle européenne.

La véritable difficulté est ailleurs. L'idée de parti mondial peut induire en erreur en suggérant un parti régi par les mêmes mécanismes que les partis nationaux, mais d'une taille et d'un rayon d'action supérieur. Cette tentation n'est pas purement théorique. Elle a trouvé sa traduction pratique dans la centralisation outrancière de la IIIème Internationale, notamment à partir de son cinquième congrès sous la houlette autoritaire de Zinoviev.

Or, la fonctionnalité du parti révolutionnaire national et celle du parti mondial ne sont pas du même ordre. Le premier a pour tâche stratégique de conduire la lutte pour la conquête du pouvoir contre une classe dominante et un Etat particuliers, à partir de traditions révolutionnaires particulières. Le second a pour tâche de maintenir une conscience commune devant les grands événements et les tâches de la lutte de classe internationale, de faire prévaloir la perception de l'intérêt commun par-delà les particularismes nationaux.

De cette différence de fonction découlent des différences de régime interne, de conception du rôle des directions. La direction nationale est comptable de ces décisions; elle a charge de les appliquer. Une direction internationale ne peut se prononcer que sur des questions générales d'orientation, n'ayant ni la vocation ni la possibilité de conduire sur le terrain l'application d'une stratégie. C'est pourquoi, dans notre conception, une Internationale a pour unité de base non ses militants ou ses cellules, mais les sections nationales qui en constituent les unités stratégiques, souveraines dans la détermination de leurs tactiques nationales comme dans le choix de leur direction.

Annexes

Annexe A : L'évolution de l'Internationale communiste : de parti de la révolution mondiale, en instrument de l'impérialisme (étude, 1936) par Walter Held*

1. La guerre impérialiste mondiale de 1914-1918 fut le signe le plus évident que les modes de production capitalistes étaient devenus une entrave aux forces de production et que les conditions objectives étaient mûres pour la victoire de la révolution prolétarienne. Cependant, la IIème Internationale, dont la bureaucratie s'était largement insérée dans la société bourgeoise au cours de la longue période ascendante du capitalisme, trahit les intérêts du prolétariat à l'instant décisif du déclenchement de la guerre, se plaçant sur le terrain de la défense de la patrie et des frontières de l'Etat national bourgeois qui étaient devenues, au même titre que la propriété privée des moyens de production, un frein au développement des forces productives.

2. Seul un nombre infime de marxistes révolutionnaires tirèrent d'emblée de l'horrible et du lamentable effondrement de la IIème Internationale la conclusion de la nécessité de la IIIème Internationale. Certes, dans la plupart des pays surgissaient des oppositions contre le comportement chauvin des partis sociaux-démocrates, mais ces oppositions avaient surtout un caractère pacifiste-centriste. Aux conférences internationales de Zimmerwald et de Kienthal, les partisans de la construction de la IIIème Internationale restèrent en minorité et furent traités par tous les centristes et sociaux-impérialistes de fanatiques, d'utopistes et de sectaires.

3. Le triomphe de la révolution russe d'Octobre 1917 fut la victoire des principes révolutionnaires de lutte contre l'ennemi dans son propre pays, de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, que la poignée de marxistes révolutionnaires et, en premier lieu, la direction

* Ce texte, rédigé par Walter Held (Heinz Epe), a été adopté par la première conférence du Mouvement pour la IVème Internationale, en juillet 1936. Il est tiré de *Les congrès de la Quatrième Internationale, I (1930-1940)*, Paris : La Brèche, 1978. Heinz Epe (1910-1941), membre de l'Opposition de gauche allemande, émigre à Prague en 1933, puis à Paris où il fait paraître *Unser Wort*. Il est responsable du secteur jeune de la IVème Internationale pendant les années trente. Il est arrêté et exécuté par la police stalinienne alors qu'il transite par l'URSS, en route vers les Etats-Unis, en 1941.

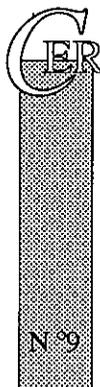
des bolcheviques russes opposaient depuis 1914 à la politique réactionnaire de la défense de la patrie. Les bolcheviques, après avoir vaincu les tendances analogues dans leurs propres rangs, rompirent avec la majorité ambiguë et centriste de Zimmerwald et hissèrent le drapeau de la IIIème Internationale.

4. Aux côtés du Parti bolchevique victorieux ne se groupèrent au congrès constitutif de la IIIème Internationale de mars 1919, que les représentants de quelques parties et groupes relativement faibles. Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, auxquels il revenait d'occuper une place privilégiée dans cette assemblée, venaient d'être assassinés par la soldatesque du social-démocrate Noske.

Le premier congrès se dressa résolument contre la tentative réactionnaire de reconstituer la IIème Internationale telle qu'elle existait avant la guerre (conférence de Berne des partis sociaux-démocrates et indépendants, de février 1919). Il préconisa, en revanche, le rassemblement de l'avant-garde dans une Internationale révolutionnaire homogène. Les manifestes du congrès démasquèrent implacablement le pacifisme trompeur du président Wilson, l'illusion de la Société des Nations (SDN), lieu de rassemblement des Etats capitalistes, préconisée par la IIème Internationale. L'un des acquis les plus importants du congrès fut le rétablissement de l'enseignement marxiste de l'Etat en tant qu'instrument de domination de classe et la dénonciation de la démocratie parlementaire comme une dictature de la bourgeoisie sur le prolétariat. Les thèses de Lénine sur la démocratie et la dictature adoptées par le congrès éclairèrent le caractère contre-révolutionnaire et bourgeois des mots d'ordre et des principes abstraits de la démocratie "pure", formelle : liberté, égalité, etc. Elles démontrèrent à partir de l'expérience russe la nécessité de détruire l'appareil de l'Etat bourgeois et d'instaurer la dictature du prolétariat fondée sur les conseils (soviets).

5. En outre, en 1919 se situe l'expérience de la révolution hongroise. Le pouvoir tomba entre les mains des communistes et des sociaux-démocrates de gauche à la suite de la décomposition de la bourgeoisie et d'une confusion complète. Mais la révolution hongroise demeura dès le début sans véritable direction. Le Parti communiste hongrois se dilua dans le Parti social-démocrate, prouvant ainsi qu'il n'avait pas été un véritable parti communiste. La révolution hongroise échoua non seulement à cause d'une situation internationale défavorable, mais aussi en raison de l'incapacité totale de la direction de Béla Kun, dans la question du parti et, surtout, dans la question agraire. L'Internationale communiste qui venait de se constituer n'était pas encore assez ferme sur le plan de l'organisation pour orienter la révolution hongroise dans une autre voie.

6. Les conséquences désastreuses de la guerre eurent



pour effet un énorme réveil de la conscience de classe des masses prolétariennes qui commençaient à réaliser le rôle de traître joué par les partis sociaux-démocrates. Sous la pression de la base de ces partis, certains vieux dirigeants réformistes, sociaux-pacifistes du Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne (USPD) (1), du Parti socialiste d'Italie, du Parti socialiste français et de l'Independent Labour Party (ILP) anglais, sollicitèrent leur affiliation à l'Internationale communiste, sans, pour autant, réviser leurs positions centristes. Afin de parer à ce danger d'infiltration de tendances opportunistes dans les rangs de l'I.C., le deuxième congrès de 1920 arrêta les vingt et une conditions d'admission à l'I.C. qui déclarèrent une lutte sans merci à l'encontre des ambiguïtés, des hésitations et indécisions et au social-pacifisme stérile des centristes. Elles exigèrent la rupture complète avec toute l'idéologie et les conceptions pacifistes : le désarmement, la SDN, la cour d'arbitrage internationale, etc. A la pratique du lâche contact entre les partis nationaux, entièrement indépendants et agissant même l'un contre l'autre, en vigueur dans la IIème Internationale, fut substitué le principe d'un parti mondial fondé sur une théorie et une pratique homogènes, ayant pour objectif la création d'une direction internationale fonctionnant dans le cadre du centralisme démocratique.

7. Les politiciens centristes et conciliateurs — envers la IIème Internationale — dont l'affiliation fut rendue impossible par les décisions du deuxième congrès tentèrent de former une internationale intermédiaire "II et 1/2" (début 1921), un groupement entre la sociale-traïson ouverte et la révolution comprenant les austro-marxistes, les "indépendants" allemands, les longettistes français, l'ILP, entre autres. L'Internationale II et 1/2 voulait réaliser l'unité des révolutionnaires et des sociaux-traïtres dans une même organisation; "l'unité de l'eau et du feu", pour reprendre la formule de Karl Liebknecht. Mais l'histoire ne laissait pas de place pour une telle solution intermédiaire. L'Internationale II et 1/2 fut réduite à néant au cours de la lutte entre la IIème et la IIIème Internationales. Ses éléments révolutionnaires se tournèrent vers la IIIème Internationale et son sommet bureaucratique se réunifia au congrès de Hambourg, en 1923, avec la IIème Internationale.

8. Le centrisme opportuniste, qui n'entendait pas diriger les masses, mais être conduit par elles, trouva un complément dans l'ultra-radicalisme qui, au lieu de conquérir les masses de l'intérieur, en participant à leurs organisations, leur posait un ultimatum de l'extérieur. Ces ultra-gauchistes se déclarèrent opposés à la participation aux élections législatives, pour la rupture avec les syndicats existants et pour la constitution de syndicats révolutionnaires "purs", pour une action isolée de l'avant-garde. Ces tendances aboutirent en Allemagne à la formation du Parti ouvrier communiste (KAPD) (2) en 1920. Mais dans le parti officiel — le Parti communiste allemand (KPD) — les tendances aventuristes n'étaient nullement surmontées. Cela apparut en particulier pendant l'action de mars 1921 (3), quand le parti, au lieu d'une tactique défensive face aux provocations du gouvernement social-démocrate, jeta

l'avant-garde isolée dans une offensive armée vouée à l'échec. Mais le plus grand danger était représenté par la tentation de plusieurs dirigeants du parti : Thalheimer, Froelich, Maslow, Koenen, de théoriser désormais et d'ériger en principe la tactique de mars. Le troisième congrès de l'I.C. de 1921 condamna les aventures ultra-gauchistes et lança le mot d'ordre : "Vers les masses". Il partait de la constatation que la première grande vague d'après-guerre (1917-1920) subissait un reflux, qu'une accalmie intervenait qu'il fallait mettre à profit pour préparer plus en profondeur les luttes à venir. La stratégie et la tactique des partis communistes furent définies dans des résolutions qui conservent aujourd'hui toute leur valeur. Les thèses "Sur la structure, les méthodes et l'action des partis communistes" adoptées par le congrès, bien que rédigées trop schématiquement, trop "à la russe", selon l'expression de Lénine au quatrième congrès, n'en donnent pas moins des suggestions utiles, principalement concernant la combinaison du travail légal et illégal, la nécessité d'un passage rapide d'une méthode de travail à l'autre, l'organisation de la presse, la construction des cellules d'entreprises.

9. Le quatrième congrès de 1922 approfondit et concrétisa les enseignements du congrès précédent. La politique de la Nouvelle politique économique (NEP) en URSS, qui succéda au "communisme de guerre" né sous la contrainte implacable des événements, a fourni une expérience riche en enseignements sur les reculs tactiques nécessaires, même après la conquête du pouvoir. Une expérience qui conserve probablement sa valeur, non seulement pour la Russie retardataire, mais aussi pour les pays avancés.

Le quatrième congrès a à son actif un énorme travail d'organisation. Au cours des trois années écoulées, sont nées, sur tous les continents et dans la presque totalité des pays, des sections nationales. En même temps furent constituées l'Internationale syndicale rouge (ISR) et l'Internationale communiste des jeunes (ICJ). Les partis communistes de plusieurs pays se trouvèrent à cette époque à la tête de puissantes actions révolutionnaires de masse.

Les défaites du prolétariat italien en 1920 et 1922 n'étaient pas des défaites imputables aux méthodes stratégiques et tactiques de l'I.C. léniniste, mais relevaient du maximalisme italien et, en 1922, du bordiguisme ultra-gauchiste. L'I.C. s'efforça de combattre ces deux tendances, mais ne parvint pas à s'imposer à temps, pour empêcher la victoire du fascisme.

10. L'une des actions les plus importantes de l'I.C. de ce temps a été de souligner la signification historique des mouvements de libération nationale dans les pays coloniaux et semi-coloniaux et le soutien accordé à la lutte des nations opprimées contre l'oppression impérialiste, tâche que la IIème Internationale avait toujours négligée et qu'elle avait trahie par sa position prise pendant la guerre mondiale.

Les thèses "Sur la question nationale et coloniale" du deuxième congrès, rédigées par Lénine, étaient résolument dirigées contre toute tentative de vouloir donner une

étiquette communiste aux mouvements de libération révolutionnaire qui n'étaient pas véritablement communistes. Les thèses estimaient nécessaires une collaboration temporaire avec le mouvement national révolutionnaire. La tâche assignée aux communistes n'était pas de fusionner avec les partis nationalistes, mais de conserver absolument le caractère indépendant du mouvement prolétarien.

11. L'année 1923 représente un tournant décisif dans l'histoire de l'I.C. L'apparition en URSS, à la suite de la politique de la NEP, de nouvelles couches d'exploiteurs et l'épuisement général de la classe ouvrière, après ses efforts prodigieux produits durant les années de la révolution et de la guerre civile, permirent à la bureaucratie des appareils du parti et de l'Etat, qui s'était grandement fortifiée, de s'ériger de plus en plus en force sociale indépendante, en arbitre au-dessus des classes. La bureaucratie ne pouvait conquérir le pouvoir politique que dans la lutte contre l'avant-garde prolétarienne, contre la démocratie prolétarienne au sein du parti et des soviets. Tel fut le fond social de la lutte du stalinisme engagée dès 1923 contre le trotskysme. La montée de la bureaucratie coïncide avec la grave maladie de Lénine et son éloignement de l'activité politique. Cependant dans ses derniers écrits — notamment dans l'article : "Mieux vaut moins, mais mieux" et dans ce que l'on nomme son "testament" —, Lénine avait clairement perçu le danger du bureaucratisme et voyait en Staline son principal représentant qu'il importait de combattre.

12. En Allemagne, l'année 1923 vit naître une nouvelle crise révolutionnaire. Les conséquences non surmontées de la guerre, la crise économique à peine interrompue par de faibles reprises, l'entrée de l'armée française dans la Ruhr, l'échec de la "résistance passive" esquissée par la bourgeoisie allemande contre cette invasion, l'inflation monétaire galopante, toutes ces causes aboutirent à une exacerbation énorme des contradictions de classes. De puissantes grèves éclatèrent. Le mouvement des conseils d'usine devint le point de ralliement des masses révolutionnaires. Les ouvriers s'organisèrent en centurions et commencèrent à s'armer. Les communistes acquirent la majorité dans plusieurs syndicats de masse. La confusion régnait dans la social-démocratie et la bourgeoisie était divisée; le mouvement de masse atteignit le point culminant où il dépendait de la résolution et des initiatives appropriées de la direction révolutionnaire de la faire progresser et de le mener à la victoire. Mais la direction du Parti communiste allemand (Brandler, Thalheimer, Walcher, Froelich) fut incapable d'accomplir cette tâche historique et prouva qu'elle n'était qu'une direction sociale-démocrate affichant une teinte communiste. Elle s'accrochait obstinément au front unique avec la social-démocratie sans comprendre que le sens du front unique est de "prendre son élan pour mieux sauter" et sans réaliser que la lutte pour la conquête des masses ne peut être menée, arrivée à un certain stade, que dans la lutte directe pour la conquête du pouvoir. La direction de l'I.C. dans laquelle apparaissaient les premiers symptômes de la décomposition bureaucratique, se montra également inca-

pable de mener le KPD sur une voie juste. La bourgeoisie parvint, finalement, à concentrer ses forces. Elle proclama l'état de siège et passa, de son côté, à l'offensive. Le KPD capitula sans mener de combat. Ce fut une grave défaite pour le prolétariat allemand et européen, fournissant au capitalisme européen une chance de nouvelle stabilisation relative.

13. La défaite de 1923 entraîna une grave crise au sein du parti, qui choisit une nouvelle direction "de gauche" : Fischer-Maslow. Cette direction ne se rendit pas compte du caractère décisif de la défaite d'octobre. Au lieu de battre en retraite, elle s'engagea dans la voie de l'aventure, ce qui ne fit qu'aggraver la défaite.

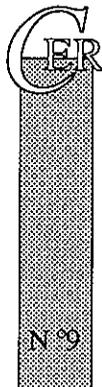
En Bulgarie, la section de l'I.C., sous la direction de Kolarov et de Dimitrov, laissa également échapper en 1923 une situation révolutionnaire des plus favorables et tenta de rattraper l'occasion perdue par une aventure putschiste en septembre 1923, faisant subir au prolétariat bulgare un échec fatal.

Après la défaite allemande, l'I.C. adopta le cours aventuriste et le transposa dans toute l'Internationale. La conséquence en fut une nouvelle défaite en Estonie (4) : l'insurrection de Reval, en 1924.

14. La défaite allemande affaiblissant les positions du prolétariat international et de son avant-garde renforçait, en même temps, les tendances à l'autonomie de la bureaucratie soviétique. Le cinquième congrès de l'I.C., en 1924, se distingua surtout par la soumission de l'I.C. à la bureaucratie russe. L'Internationale communiste, à son tour, fut bureaucratisée et placée sous l'entière dépendance du centre bureaucratique de Moscou.

15. La théorie du "socialisme dans un seul pays", mise en avant par Staline, chef de la bureaucratie, en automne 1924, qui est en flagrante contradiction avec toute la théorie et la pratique du marxisme-léninisme, sert de support aux nouvelles couches sociales : la bureaucratie, les koulaks, les spécialistes, qui y trouvèrent l'expression idéologique conforme à leurs intérêts limités sur le plan national. Au lieu du prolétariat international, la bureaucratie se proclama elle-même comme porteuse du socialisme. L'I.C., créée pour être l'instrument de la révolution mondiale, devenait de la sorte, l'outil des intérêts nationaux de la bureaucratie soviétique. Cette contradiction fondamentale caractérisera désormais la politique centrisme de l'I.C., politique oscillant, d'une part, entre l'adaptation sans principe à la bureaucratie réformiste et à la démocratie bourgeoise et l'aventurisme putschiste d'autre part. La base sociale de ce centrisme — pôle stable dans la fuite en avant — est la bureaucratie soviétique.

16. Les deux méthodes de l'I.C. dans la conduite des masses, celle de l'adaptation sans principe aux circonstances et aux partis bourgeois, alternant avec les brusques appels aux instincts révolutionnaires des masses, trouvent leur racine dans le rôle social de la bureaucratie soviétique dont la bureaucratie de l'I.C. est l'annexe docile. La bureaucratie soviétique penche socialement vers l'adaptation aux couches privilégiées et exploitrices de la



société soviétique : koulaks, couches intellectuelles, aristocratie ouvrière. Cependant, dès que le développement atteint un point critique où ces couches deviennent trop puissantes socialement et menacent d'ébranler l'hégémonie politique de la bureaucratie, celle-ci pour se sauver en appelle aux masses. En réalité, elle ne parvient à mettre les masses prolétariennes en mouvement — ou plus exactement une faible partie — que par l'intervention brutale de tout l'appareil d'Etat et notamment de la Guépéou. Sur le plan international, la bureaucratie soviétique et l'I.C. se sentent attirées par la démocratie petite-bourgeoise. Toutefois, quand la bureaucratie, pour des raisons nationales ou par la logique des événements, entre en conflit avec la démocratie petite-bourgeoise, elle tente brusquement de pousser les masses à des actions révolutionnaires. Mais, l'I.C. ne disposant pas de l'appareil d'Etat pour imposer son ultimatum, les masses demeurent passives.

Ainsi s'expliquent les succès apparents de la politique stalinienne en Union soviétique qui éblouissent tant les philistins de tout acabit — tels les réactionnaires fabiens anglais : Webb et Cie, les Romain Rolland et jusqu'au Bureau de Londres du Parti ouvrier socialiste allemand (SAP) et de l'Independent Labour Party (ILP) — en regard desquels s'inscrivent les échecs catastrophiques de l'I.C.

17. Le cours aventuriste des années 1924-1925 eut son complément opportuniste dans les combinaisons bureaucratiques dirigées directement contre les intérêts de l'avant-garde prolétarienne. La fondation de l'Internationale paysanne (Krestintern), le flirt avec le Parti paysan croate de Radich et avec le Parti fermier américain de La Folette furent une tentative de la bureaucratie stalinienne d'utiliser internationalement les tendances favorables aux koulaks comme contrepoids de l'avant-garde prolétarienne. L'alliance par-dessus les classes avec le Guomindang chinois, les espérances placées dans la bureaucratie des Trades Unions britanniques, toutes ces béquilles du cours aventuriste de 1924-1925 devinrent les éléments essentiels de l'orientation ouvertement opportuniste de 1925-1927.

18. En 1925-1927 se produisit la grandiose explosion de la révolution chinoise. Les premiers événements donnèrent la direction à la bourgeoisie chinoise et à son parti, le Guomindang. La bureaucratie de l'I.C. se solidarisa entièrement avec le Guomindang et avec la direction militaire de Tchang Kai-chek. Le Parti communiste chinois fut contraint de renoncer totalement à une politique indépendante et d'entrer dans le Guomindang, en se soumettant entièrement à ce dernier. Les leçons du deuxième congrès mondial étaient foulées aux pieds. Comme justification à cette politique tout à fait menchevique on se servit de la formule bolchevique de la révolution de 1905 : "la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie". Cette formule était, chez Lénine, l'expression algébrique de l'idée d'une alliance de combat du prolétariat et de la paysannerie pauvre contre les aristocrates fonciers et la bourgeoisie libérale. La définition de la forme précise que cette dictature des opprimés contre les oppresseurs pourrait prendre devait être déterminée par la situation révolution-

naire concrète. Quand, au printemps 1917, des tendances opportunistes se camouflaient au sein du parti bolchevique derrière l'ancienne formule, Lénine l'abandonna dans ses *Lettres sur la tactique* d'avril 1917 parce que dépassée par l'évolution réelle. Aux mains du stalinisme, le mot d'ordre de Lénine, dirigé contre la bourgeoisie libérale, servit à soumettre complètement le prolétariat à la bourgeoisie libérale.

La politique opportuniste de la bureaucratie stalinienne, rampant devant la bureaucratie militaire et n'ayant aucune confiance dans la force révolutionnaire du prolétariat, n'a toutefois pas empêché que les masses prolétariennes chinoises et la paysannerie pauvre évoluent vers le communisme, poussées par la volonté d'accomplir la révolution d'Octobre, de procéder à la répartition des terres, à l'expropriation des expropriateurs, à la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois militariste et à son remplacement par les soviets.

La bourgeoisie du Guomindang, liée par le capital financier aux intérêts des propriétaires fonciers et de la riche paysannerie, s'opposa de toutes ses forces à la révolution agraire. Les communistes chinois, soudés par le stalinisme au Guomindang, furent ainsi empêchés de se mettre à la tête de la révolution agraire. La paysannerie demeura sans direction révolutionnaire et la révolution chinoise fut privée de son levier le plus puissant.

La politique de soumission servile du stalinisme n'empêcha pas la bourgeoisie chinoise de régler son compte au danger potentiel représenté par l'essor du communisme. La direction militaire du Guomindang accomplit un coup d'Etat contre-révolutionnaire et Tchang Kai-chek fit fusiller par milliers les prolétaires chinois désarmés, rendus impuissants par la politique stalinienne, tandis qu'à Moscou celui-ci était encore célébré en héros de la révolution. Après la "trahison" de Tchang Kai-chek, non pas des intérêts de classe de la bourgeoisie chinoise, mais des illusions stalinienne, la bureaucratie préconisa l'alliance avec le Guomindang de "gauche" de Wang Tsing-wei, pour répéter avec lui la même expérience amère qu'avec Tchang Kai-chek.

Ce n'est que lorsque la défaite fut consommée que la bureaucratie en appela aux masses prolétariennes, qui venaient d'être écrasées. Le résultat en fut l'insurrection de Canton qui — en dépit de son caractère putschiste et en raison de son isolement complet qui la vouait à l'échec — démontra une nouvelle fois le caractère de classe de la révolution chinoise et prouva la possibilité et la nécessité de former les soviets et d'instaurer la dictature du prolétariat. Le caractère criminel de l'ensemble de la politique stalinienne en Chine était patent.

19. Dans les autres pays coloniaux et de l'Asie orientale : Indes britanniques, Indes néerlandaises, Indonésie, Japon, Corée, le stalinisme préconisa à cette époque la création de "partis paysans et ouvriers", du type du Guomindang, qui seraient le contraire de partis communistes. Cette politique a entièrement désorganisé et démoralisé l'avant-garde prolétarienne de ces pays et a constitué — en liaison avec la défaite catastrophique de la révolution chinoise — la cause essentielle du fait qu'aucun parti prolétarien indépendant ne se soit formé dans ces pays à ce jour.

20. Parallèlement à l'alliance politique avec le Guomindang fut conclu l'accord politique avec la bureaucratie syndicale britannique, intitulé Comité anglo-russe, "pour empêcher l'intervention militaire". Si la tactique léniniste du front unique visait à gagner les masses au communisme, en cette circonstance les bureaucrates staliniens n'eurent aucun contact avec les masses anglaises. Le Comité anglo-russe se limita à des manifestations purement bureaucratiques, à des conférences et à des banquets. Le résultat en fut un renforcement de l'autorité de la bureaucratie réactionnaire des Trades Unions et l'abandon ouvert par la III^{ème} Internationale de la minorité révolutionnaire (Minority Movement) (5) qui connaissait un développement prometteur. La nature réactionnaire du Comité anglo-russe apparut clairement pendant la grève générale anglaise de 1926, trahie honteusement par les chefs des syndicats couverts par l'autorité de Moscou. La rupture des relations ne fut pas décidée par la bureaucratie russe, mais fut le fait des bureaucrates anglais qui choisirent le moment favorable pour eux.

21. En 1927, la lutte de la bureaucratie contre l'avant-garde prolétarienne en Union soviétique atteignit son point culminant. C'étaient, précisément, les résultats catastrophiques de la politique stalinienne, confirmant la critique de l'Opposition de gauche dans tous les domaines, qui décidèrent la bureaucratie — alliée directement aux koulaks et aux autres couches petites-bourgeoises — d'appliquer contre l'Opposition de gauche les méthodes les plus brutales, au mépris de toute démocratie prolétarienne. Les exclusions du parti, la destitution des fonctions, l'arrestation, la déportation, l'expulsion du pays, l'infiltration d'agents provocateurs dans les rangs de l'Opposition de gauche, les amalgames, les exécutions frayèrent le chemin à la dictature bonapartiste de Staline.

22. Après s'être appuyée, dans sa lutte contre l'Opposition de gauche, sur les koulaks et les couches petites-bourgeoises urbaines, la bureaucratie risquait d'être submergée à son tour par ces couches. Des raisons d'autodéfense l'amènèrent alors à se tourner contre les koulaks. Sur le plan international, il lui était également devenu impossible de poursuivre sa politique opportuniste, compte tenu du comportement de ses partenaires : rupture des rapports de la part des bureaucrates des Trades Unions, coups d'Etat contre-révolutionnaires de Tchang Kai-chek et de Wang Tsing-Wei. Quant aux contradictions avec les social-démocraties allemande et française, elles étaient, surtout, d'ordre nationaliste, relatives à la politique étrangère. Ces conditions déterminaient le tournant de l'adaptation aux bureaucraties sociale-démocrate, syndicale et nationale-démocratique (Guomindang) à l'ultimatum bureaucratique et à l'aventurisme (voir aussi le point 16).

23. Le sixième congrès mondial qui se réunit en 1928, après un intervalle de quatre ans, avait un double caractère. Il était marqué par le passage de l'orientation ultra-droitière au courant ultra-gauchiste et prépara l'élimination de l'aile droite qui ne voulait pas s'écarter de la ligne politique opportuniste suivie en 1925-1927 : Boukharine, Rykov, Brandler, Thalheimer, Walcher,

Froelich, Kilbom, Lovestone. Le programme adopté par le congrès est entièrement inspiré par l'esprit éclectique. Il canonise la théorie du socialisme dans un seul pays, châtiant l'I.C. Le programme ne part nullement de la situation actuelle du capitalisme mondial dans son ensemble pour en tirer la conclusion de la nécessité de la révolution internationale. Il étudie d'une manière pédante et réactionnaire la possibilité pour chaque pays en particulier de "réaliser le socialisme", ouvrant largement la porte à une désagrégation sociale-patriotique future de l'I.C. Quant aux colonies et aux pays semi-coloniaux — et même, sous certaines réserves, à l'usage de pays comme l'Espagne, le Portugal ou la Pologne —, le programme proclame globalement le mot d'ordre de "dictature démocratique des ouvriers et des paysans", dans son contenu anti-léniniste : fraternisation des classes, ce qui a fait échouer la révolution chinoise. Dans les questions de stratégie et de tactique, le programme ne dépasse pas les lieux communs. Les expériences réelles du triomphe d'Octobre et des immenses défaites du prolétariat en Allemagne, en Hongrie, en Chine, le rôle et la signification du parti révolutionnaire et de sa direction sont passés sous silence.

24. Au cours des années suivantes la bureaucratie stalinienne agissait — principalement mais pas exclusivement — avec l'autre moyen à sa disposition : le commandement ultimatum des masses. Sans aucune préparation, pendant la paix sociale relative de la conjoncture des années 1924-1929, est décrété soudainement pour le monde entier, sans distinction, un "essor révolutionnaire", qualifié "troisième période". La politique néfaste de la scission syndicale, l'action d'oppositions syndicales rouges, conçues comme des syndicats indépendants, étaient mises en œuvre. Tout accord — même temporaire, pratique, technique — avec la social-démocratie fut réprouvé. La théorie du social-fascisme : "la social-démocratie et le fascisme ne sont pas des antipodes, mais des jumeaux" (Staline), vit le jour, et toute distinction entre la démocratie parlementaire et la dictature fasciste fut niée. Si les "bêtises ultra-gauche" — selon l'expression de Lénine — des premières années d'après-guerre, étaient inspirées par une sincère volonté révolutionnaire, la politique des bureaucrates staliniens se jouait désormais sans respect des intérêts des masses prolétariennes.

25. La profonde crise économique arrivée des Etats-Unis en 1929-1930 ébranla de fond en comble les conditions existantes, en Allemagne en premier lieu, qui de ce fait répondait à la caractéristique donnée par Lénine en 1917 du capitalisme russe "le chaînon le plus faible de la chaîne capitaliste". La politique d'adaptation au capitalisme en déclin pratiquée par la social-démocratie allemande avec son principe du "moindre mal" et la dégénérescence bureaucratique du Parti communiste allemand ne permirent pas que la crise conduise au renforcement du mouvement ouvrier. La petite bourgeoisie se tourna vers la démagogie fasciste qui prêchait la guerre civile contre le prolétariat plutôt que contre la bourgeoisie pillarde et dont le but était de garantir et d'intensifier l'exploitation capitaliste au moyen de la destruction de toutes les libertés démocratiques. Même l'apparition de cet ennemi périlleux du

prolétariat aurait pu devenir un levier de la révolution, à condition que le Parti communiste sache mobiliser contre lui toutes les forces prolétariennes. Mais la bureaucratie stalinienne ne perçut même pas le danger. D'autant moins était-elle capable de le combattre. L'appréciation complètement démente de la social-démocratie comme "social-fasciste" mena à l'adaptation au véritable fascisme : programme de "libération nationale et sociale", appui au plébiscite fasciste contre le gouvernement social-démocrate de Prusse en 1931. Cette politique de soutien de l'agitation nationaliste et le lâche refus de la bureaucratie d'engager le combat contre l'adversaire fasciste trouvèrent un appui dans la politique étrangère soviétique motivée uniquement par des préoccupations conjoncturelles. En l'occurrence il importait de maintenir la contradiction franco-allemande pour éviter la possibilité d'une intervention de l'Ouest. Dans son principe, la politique extérieure des soviets était pleinement en droit d'exploiter à son avantage les contradictions entre les puissances impérialistes, mais c'était un crime impardonnable de sacrifier les intérêts de la révolution prolétarienne à des considérations conjoncturelles de politique étrangère.

La politique légère et criminelle du KPD dont l'I.C. porte l'entière responsabilité, mena à une défaite honteuse, sans combat, du prolétariat allemand au début de 1933. L'effondrement lamentable du KPD, confirmé par le triste résultat du plébiscite sarrois de janvier 1935, était la preuve définitive que l'I.C. s'était transformée de facteur subjectif de la révolution mondiale en obstacle objectif de cette révolution. A partir de ce fait se dégagait la nécessité absolue de construire la IV^{ème} Internationale.

26. La politique de l'ultimatum bureaucratique trouva un complément dans les combinaisons sans principes avec les politiciens bourgeois faillis, des pacifistes et romanciers : Lord Marlay, Henri Barbusse, Romain Rolland, Heinrich Mann, qui s'exprimèrent dans les congrès de la Paix organisés par les staliens, dans la Ligue anti-impérialiste, dans l'association des Amis de l'URSS. Cette politique est en opposition directe avec la tactique léniniste du front unique pour conquérir les masses prolétariennes, et reflète le respect bureaucratique pour les personnalités de renom et le mépris bureaucratique des forces révolutionnaires des masses.

27. En 1934 la situation tant intérieure qu'extérieure de l'Union soviétique consécutive à la victoire du fascisme en Allemagne, força l'URSS à accomplir un nouveau tournant dans la politique de l'I.C. Jusqu'alors, la tactique léniniste du front unique était jugée contre-révolutionnaire. Désormais il fallait conclure, partout où c'était possible, une alliance politique étroite non seulement avec la social-démocratie, mais encore avec la bourgeoisie libérale. Cette capitulation traîtresse devant la démocratie bourgeoise reçut le nom pompeux de Front populaire.

28. La déclaration de Staline au président du Conseil français, Laval, en mai 1935, disant qu'il "comprendait et approuvait pleinement la politique de défense nationale de la France", fut le signal du passage de l'I.C. dans le camp

de l'impérialisme. La diplomatie soviétique qui avait adhéré à la SDN obligea l'I.C. à devenir dès lors le champion de la SDN, de la "sécurité collective" — qui est en fait la sécurité des brigands impérialistes de pouvoir poursuivre sans encombre leur brigandage — et de l'arbitrage international. L'I.C. se fait ainsi le défenseur des illusions les plus décrépite et les plus usées, au moyen desquelles l'impérialisme trompe les masses et les rend mûres pour un nouveau carnage des peuples. Et cela au moment où la brutale invasion italienne de l'Ethiopie démontre clairement tout le vide et tout le mensonge de la phrase sur la sécurité collective.

29. Le septième congrès mondial, qui se réunit enfin en automne 1935, s'est placé sous le signe de la rupture avec les dernières traditions qui subsistaient encore des débuts de l'I.C. Le Front populaire et la "défense nationale" — sociale-traïson et social-chauvinisme — c'est tout ce que ce congrès, qui ne fut, du reste, qu'un spectacle creux de marionnettes bureaucratiques, pouvait offrir au prolétariat mondial.

30. Pour prix de leur participation à la défense nationale, les staliens demandent seulement que la politique étrangère de chacun de leurs pays ne soit pas dirigée contre l'URSS. Il a suffi du pacte militaire franco-soviétique pour faire des staliens français des chauvins enrégés, prêchant la réconciliation nationale de toutes les classes, de toutes les tendances politiques et religieuses. Les staliens britanniques n'ont d'autre objectif que de persuader la bourgeoisie anglaise de joindre sa signature au pacte franco-soviétique. La section américaine de l'I.C. préconise, dès maintenant, une guerre des Etats-Unis contre le Japon "pour défendre l'URSS". Bien qu'une guerre des Etats-Unis contre le Japon — avec une politique révolutionnaire juste de la part du parti prolétarien — ouvrirait d'immenses possibilités à la révolution prolétarienne mondiale, les staliens américains prêchent dès maintenant la renonciation à la lutte des classes révolutionnaires et le soutien de la bourgeoisie américaine, la bourgeoisie impérialiste la plus puissante et la plus dangereuse du monde. En Chine les staliens sont disposés à livrer une nouvelle fois le prolétariat chinois et la paysannerie pauvre à la direction contre-révolutionnaire de Tchang Kai-chek, à la seule condition que celui-ci soit prêt à diriger ses baïonnettes contre le Japon.

Dans les petits pays d'Europe les staliens se déclarent dès à présent les défenseurs de l'"indépendance nationale". Ils oublient complètement que ces pays sont des maillons de la chaîne impérialiste et qu'ils mènent également la guerre pour des buts impérialistes. Quant à la Tchécoslovaquie, dont la défense touche particulièrement le cœur des staliens, il ne s'agit pas même d'un Etat national, mais d'un mélange de plusieurs nationalités, dont la cohésion est maintenue par l'impérialisme français, et où la faible bourgeoisie tchèque opprime d'une manière impérialiste pas moins de six peuples : slovaque, ukrainien, polonais, allemand, juif, hongrois. La Pologne, la Roumanie, la Belgique oppriment, pour leur part, des minorités nationales. La Hollande, la Belgique, le Portugal sont eux-mêmes possesseurs de colonies qu'ils

exploitent avec aussi peu de scrupules que les grandes puissances impérialistes. Les staliniens autrichiens se déclarent prêts à la défense de "l'indépendance de l'Autriche", assemblage entièrement artificiel, à la seule condition que la bourgeoisie autrichienne (et le capital franco-anglais) veuille bien accorder une certaine dose de légalité à leur propagande patriote.

Les staliniens émigrés allemands sont devenus des sociaux-patriotes à rebours. D'accusateurs nationalistes du traité de Versailles, ils se sont mus en défenseur du *statu quo* créé par ce traité. Il résulte de la position actuelle des staliniens allemands qu'ils se transformeraient en authentiques sociaux-patriotes dès l'instant où la dictature fasciste en Allemagne serait remplacée par un autre régime bourgeois.

Face à cette monstrueuse trahison des intérêts du prolétariat, les organisations de la IV^{ème} Internationale restent fidèles au mot d'ordre de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Elles disent non à la défense des frontières nationales réactionnaires, devenues déjà depuis des décennies un frein à toute évolution progressive. Elles se fixent comme objectif leur abolition, par la création de "l'Union des républiques soviétiques d'Europe et du Monde".

31. Par cette transformation sociale-patriotique du stalinisme, toute distinction entre la II^{ème} Internationale — qui ne continue d'exister artificiellement que grâce à la dégénérescence du Komintern — et la III^{ème} Internationale a pratiquement disparu. Il est donc tout à fait logique que le problème de l'"unité organique" — la fusion des II^{ème} et III^{ème} Internationales — surgisse de plus en plus à l'avant-plan. Dans les pays où le réformisme possède encore le monopole du mouvement ouvrier : (Grande-Bretagne, Scandinavie), les partis de la II^{ème} Internationale sont opposés à l'unité organique. En Belgique, les succès récents des staliniens et les échecs du Parti ouvrier devraient rendre ce dernier plus ouvert à la fusion. En France, par contre, c'est le PCF qui, actuellement, s'accroît aux dépens de la social-démocratie, qui retarde l'unité. Cependant, nulle part il ne s'agit plus de contradictions de principes inconciliables, mais uniquement d'appréciations de rapports de force des bureaucrates. Mais peu importe! Que l'"unité organique" se fasse ou non, il ne doit subsister pour les ouvriers avancés aucun doute que le stalinisme et la social-démocratie "ne sont pas des antipodes mais des jumeaux", que tous deux sont des agences du capitalisme pourrissant.

32. L'Internationale communiste connaît actuellement un essor qu'il ne faut pas sous-estimer. Non plus comme parti révolutionnaire, mais comme parti social-traitre et social-chauvin. Etant donné les immenses tensions politiques, qui annoncent partout l'approche d'une nouvelle guerre mondiale, les masses se précipitent vers la gauche et n'y trouvent que la seule porte qu'elles connaissent, celle de l'I.C. Ainsi le Parti communiste français, lors des dernières élections, a plus que doubler ses voix et septupler le nombre de ses députés. Ce sont avant tout les circonscriptions prolétariennes de Paris et de sa banlieue qui ont voté communiste. De même le

Parti communiste belge, qui a toujours été très faible, obtint cette année au cours des élections un succès significatif : plus de 100% d'augmentation de voix, comparé avec 1932, et le triplement des mandats. Certains succès du stalinisme en Espagne, en Suisse et, partiellement, en Tchécoslovaquie ont été enregistrés. Une progression d'autres sections : anglaise, hollandaise, scandinave, américaine ne sont pas à exclure, bien que ce ne soit pas assuré. Tandis que les masses espèrent que la III^{ème} Internationale les sauvera des dangers de la guerre, l'I.C. s'appête à devenir l'instrument principal de la guerre impérialiste à venir. Elle remplace de la sorte la II^{ème} Internationale usée au service de la démocratie bourgeoise et de l'impérialisme; mais non sans renfermer d'énormes contradictions.

33. Les récents succès troublent notamment les philistins petits-bourgeois qui se sont rassemblés sous l'enseigne du Bureau international d'unité révolutionnaire socialiste ou Bureau de Londres : le SAP allemand, l'ILP anglais, le PS de Suède, le POUM espagnol de Nin et Maurin, etc. Sous l'effet de la défaite catastrophique du mouvement ouvrier allemand de 1933, un certain nombre de ces partis centristes s'étaient rapprochés de la IV^{ème} Internationale. Mais le tournant stalinien d'automne 1934 entraîna les personnages chancelants, tels Walcher, Maurin, Nin, Maxton, Brockway, dans les marais de la politique du Front populaire. L'absorption du Bureau de Londres par le stalinisme n'est plus qu'une question de temps.

34. Un exemple convaincant des contradictions liées à l'essor actuel des partis communistes est le prodigieux mouvement de grèves et d'occupations d'usines en France, englobant près de deux millions d'ouvriers et d'employés, au cours des dernières semaines, qui prit le PCF tout à fait à l'improviste. Mais en s'engageant dans la voie de la révolution, ce nouveau mouvement se heurte partout aux obstacles que lui oppose l'appareil ossifié de l'I.C. C'est ainsi que le PCF, au lieu de se placer à la tête de la grève et de formuler des revendications révolutionnaires, collabora dès le début avec le gouvernement et les patrons en vue d'étrangler la grève. On peut donc prédire avec certitude ceci : ou le nouveau mouvement des masses prolétariennes en France balayera l'appareil ossifié des traîtres staliniens et créera une nouvelle direction, et alors la révolution prolétarienne triomphera, ou bien les bureaucrates traîtres maîtriseront le mouvement, et c'est alors le fascisme qui triomphera.

35. La contradiction entre la combativité des masses évoluant à gauche et le nouveau rôle traître des partis communistes place les organisations de la IV^{ème} Internationale devant de grandes responsabilités et de grandes possibilités. Certaines de ces organisations avaient adhéré récemment aux partis socialistes et ont gagné les meilleurs éléments révolutionnaires pour le marxisme révolutionnaire. Dans les pays où l'évolution politique intérieure prend une allure accélérée, la France et la Belgique, ce n'était là qu'une courte étape. Dans d'autres pays, en Pologne et en Angleterre, cette expérience n'est pas encore

achevée. Enfin, aux Etats-Unis, elle ne vient que de commencer. Mais agissant indépendamment ou à l'intérieur des partis socialistes, les sections de la IVème Internationale doivent tenir compte qu'actuellement la IIIème Internationale attire les ouvriers de la IIème Internationale. Le combat principal contre le social-impérialisme — socialisme ou communisme en paroles et impérialisme en pratique — est donc le combat contre l'I.C., contre la bureaucratie stalinienne. La tâche primordiale consiste à faire comprendre aux ouvriers le caractère présent de l'I.C. devenue une agence de l'impérialisme, de leur démontrer que passer de la IIe à la IIIème Internationale revient uniquement à changer un cheval borgne contre un cheval aveugle.

36. Les voies et les méthodes de ce travail seront très différentes selon l'évolution et les particularités de chaque pays. L'importance essentielle est d'utiliser toutes les possibilités pour faire éclater la contradiction entre la bureaucratie stalinienne réactionnaire et sa base sociale : les ouvriers révolutionnaires. Il s'agit d'observer partout attentivement l'évolution, de rassembler les éléments d'information, de suivre attentivement les tendances contradictoires pour être à même d'intervenir avec énergie en temps voulu.

37. De la théorie et de la pratique des quatre premiers congrès mondiaux, il ne subsiste aucune trace dans l'Internationale communiste d'aujourd'hui. Mais les enseignements stratégiques et tactiques de l'I.C. du temps de Lénine et de Trotsky, la rénovation léniniste du marxisme théorique ne sont pas oubliés. Ces enseignements et ces expériences furent défendus depuis 1923 par l'Opposition bolchevique-léniniste contre la dégénérescence bureaucratique. C'est sur ces données que l'effort politique et théorique de l'opposition s'est développé, qui, dès son origine, a combattu la théorie du socialisme dans un seul pays comme source de la dégénérescence sociale-patriote. En appliquant les enseignements stratégiques de Lénine aux nouveaux événements et phénomènes, et en critiquant implacablement les erreurs stalinienne et les crimes de 1923-1936, l'Opposition de gauche a éduqué de nouveaux cadres bolcheviques dans le monde entier. Sans l'étude approfondie des documents programmatiques et des écrits de l'Opposition de cette époque, aucun révolutionnaire prolétarien digne de ce nom ne peut prétendre à un rôle dirigeant dans les rangs de l'avant-garde prolétarienne.

38. La IVème Internationale, en faisant sien le grand but stratégique de la révolution prolétarienne mondiale, assigné à la IIIème Internationale par Lénine et Trotsky, et qui fut trahi par la bureaucratie stalinienne, forte de leçons et expériences de près d'un siècle de luttes révolutionnaires du prolétariat contre la bourgeoisie, revendique l'héritage des idées et de l'œuvre des grands pionniers du prolétariat : Marx, Engels, Liebknecht, Luxemburg et Lénine.

Notes de l'éditeur des Congrès...

(1) Le Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne (USPD) est né d'une scission du Parti social-démocrate en 1916. Sa majorité fusionne avec le PC en 1920, la minorité (Kautsky) retournant, en 1922, à la social-démocratie.

(2) Le parti ouvrier communiste d'Allemagne (KAPD) est le produit d'une rupture gauchiste en 1919 dans le PC allemand. Il a eu le statut de "section sympathisante" du Komintern pendant un certain temps.

(3) L'action de mars 1921 : tentative avortée d'insurrection armée dirigée par le PC allemand vivement critiquée par le 3e congrès de l'I.C.

(4) L'insurrection d'Esthonie en 1924 a été une tentative putschiste de prise du pouvoir par quelques centaines de communistes armés qui a été écrasée en 4 heures. Cf. *L'insurrection armée*, A. Neuberg, Maspero.

(5) Minority Movement : tendance de gauche dans les syndicats anglais dans les années 1920, animée par les militants communistes anglais.

[Tiré de *Les Congrès de la IVème Internationale*, pp. 155-173. (Traduit de l'édition allemande)]

Annexe B :
Conception de la
IVème Internationale
par Jean Van Heijenoort*
(1944)

Notre mouvement est en droit de se considérer comme représentant et porte-drapeau historique du socialisme révolutionnaire. Il est le dernier maillon d'une chaîne qui unit la Ligue communiste de Marx et Engels, à l'Association Internationale des Travailleurs (Ière Internationale), à la IIème Internationale, au Parti bolchevique de Lénine et à l'Internationale communiste. Mais pour cerner plus particulièrement les débuts de notre mouvement, il faut partir de l'année 1923 en URSS.

L'Opposition de gauche

La révolution d'octobre, après avoir établi le premier Etat ouvrier, est restée isolée. "Sans révolution en Europe", disait souvent Lénine, "nous périrons". Le bien-fondé de ces paroles, a été confirmé par l'histoire, mais à sa propre manière. La dégénérescence est apparue dans l'appareil même du nouveau régime — dans le parti qui avait mené la révolution à la victoire.

La résistance à la corruption du parti est partie de

* Ce texte est une traduction de "How the Fourth International Was Conceived", *Fourth International*, août 1944; reproduit dans *Leon Trotsky. The Man and His Work. Reminiscences and Appraisals*. New York: Merit, 1969. Jean van Heijenoort (1912-1986) est devenu le secrétaire de Trotsky en 1932 à Prinkipo et l'a suivi dans ses exils successifs en France, en Norvège et au Mexique. Elu à la direction de la IVème Internationale, il assura une permanence de l'Internationale aux Etats-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale, avant de se retirer de la politique. Il devint alors un astronome d'un certain renom. Il a aidé à la production des *Œuvres* de Trotsky après l'ouverture des archives Trotsky à l'université de Harvard, à Cambridge, dans le Massachussets (Etats-Unis).

Trotsky. La lutte a commencé à l'automne 1923. Le 8 octobre, il envoyait une lettre au Comité central et à la Commission centrale de contrôle dénonçant les atteintes au droit des membres du parti de critiquer. C'est le premier texte de notre mouvement. On peut le comparer à ce qu'a représenté pour le bolchevisme le célèbre vote sur les statuts du parti de 1902.

Partant de la question du régime interne du parti, la lutte s'étendit progressivement à tous les problèmes de la tactique et de la stratégie. Des groupes oppositionnels apparurent également en dehors de l'URSS, dans presque toutes les sections de l'Internationale communiste. Les liens que ces groupes établirent entre eux ou avec l'Opposition russe, restèrent précaires. Nombre d'entre eux ne s'étaient formés que pour s'opposer à un seul aspect de la politique stalinienne. Leur solidarité politique était loin d'être entière. L'un d'eux, qui devait avoir une grande importance pour l'avenir de notre mouvement, l'Opposition de gauche dans le Parti communiste américain, n'apparut que tardivement sur la scène, en 1928.

On n'entreprit d'assurer sérieusement la cohésion organisationnelle de l'Opposition de gauche internationale qu'après que Trotsky fût expulsé d'URSS et arrivé en Turquie en février 1929. La première conférence internationale de l'Opposition de gauche eut lieu à Paris en 1930.

La politique de l'Opposition vis-à-vis de l'Internationale communiste dans son ensemble aussi bien que vis-à-vis de chacune de ses sections, était restée la même depuis 1923. Il s'agissait, en un mot, de les réformer. Les groupes trotskystes, malgré leur exclusion par la fraction au pouvoir, se considéraient comme partie prenante de l'Internationale, comme sa fraction de gauche, et de même, dans chaque pays, chaque groupe se considérait comme une fraction du Parti communiste de ce pays. Leur objectif était de convaincre les adhérents du parti de la justesse de leur point de vue, d'en gagner la majorité et de remettre l'organisation sur la bonne voie. La politique vis-à-vis du Parti bolchevique en URSS était essentiellement la même que vis-à-vis de n'importe quelle autre section de l'Internationale. Le nom du mouvement, *Opposition*, exprimait et symbolisait cette politique.

Un texte politique à caractère de programme, intitulé *L'Opposition de gauche internationale—Ses tâches et ses méthodes*, fut rédigé par Trotsky à Prinkipo, en décembre 1932, aussitôt après son retour de Copenhague où il avait eu l'occasion de rencontrer environ trente des plus importants dirigeants de l'Opposition internationale. Un des chapitres de ce document s'intitulait "Une fraction—pas un parti". La perspective qui y était tracée était la même que celle des années précédentes, à savoir, la réforme de l'Internationale communiste et de chacune de ses sections. Néanmoins, un avertissement était lancé :

"Une catastrophe historique comme la chute de l'Etat soviétique emporterait certainement la IIIème Internationale avec lui. De même, une victoire du fascisme en Allemagne et l'écrasement du prolétariat allemand ne permettrait guère au Komintern de survivre aux conséquences de sa politique ruineuse".

Un de ces deux avertissements devait se matérialiser très vite. Le 30 janvier 1933, Hindenburg, chef constitutionnel de la République de Weimar, élu avec les voix de

la social-démocratie, appelait Hitler à former un nouveau cabinet.

Cela faisait trois ans que l'Opposition de gauche sonnait l'alarme contre la montée du fascisme allemand. Dans une série d'articles et de brochures qui, par leur clarté et leur passion révolutionnaire, méritent d'être classés parmi les meilleurs produits de sa plume, Trotsky révélait la nature du fascisme et montrait les conséquences d'une victoire fasciste sur les travailleurs allemands et le mouvement ouvrier international, sur l'URSS, l'Europe et le monde entier. Il indiquait également les moyens de combattre ce danger : le front uni des partis ouvriers — communistes et sociaux-démocrates — pour la défense active des organisations ouvrières contre la vermine nazie, une lutte défensive qui, lorsque elle réussissait, pouvait se transformer en lutte offensive.

L'effondrement du parti communiste allemand

Chez les dirigeants des deux partis ouvriers officiels, c'était à qui ferait preuve de plus d'impuissance face à la menace fasciste. La direction sociale-démocrate s'accrochait éperdument à une démocratie qui, prise dans le chaos économique et l'aiguïsement des conflits sociaux et politiques, se désavouait elle-même. Les Staliniens agissaient selon la théorie "géniale" de leur dirigeant qui affirmait qu'il fallait d'abord écraser les Sociaux-démocrates avant de combattre le fascisme. Ils avaient fait cause commune avec les Nazis lors du célèbre plébiscite de Prusse, en août 1931. Lorsque la menace fasciste devint imminente, ils s'exclamèrent avec forfanterie : *"Après eux, ce sera notre tour!"*

Tout n'était encore pas perdu quand Hitler forma son gouvernement le 30 janvier 1933. Les organisations ouvrières étaient intactes. Dans les semaines qui suivirent, les Nazis agirent avec une grande prudence. En février, Trotsky déclara dans une conversation : *"La situation en Allemagne est comme celle d'un homme au fond d'un abîme face à un mur de roche. Pour s'en sortir, il faut qu'il s'agrippe aux pierres de ses mains nues et sanglantes. Il faut avoir du courage et de la volonté, mais c'est possible. Tout n'est pas perdu"*.

La direction officielle des partis ouvriers laissa cette dernière chance leur filer entre les doigts. Fort de leur passivité, Hitler se fit de plus en plus impudent. Il n'espérait pas remporter une victoire si facile. Au début de mars, la grossière provocation de l'incendie du Reichstag lui permit d'asseoir son régime définitivement. Les organisations ouvrières furent balayées.

La réaction de Trotsky ne se fit pas attendre. Il écrivit un article intitulé *La Tragédie du prolétariat allemand*. Daté du 14 mars 1933, il avait pour sous-titre : "Les travailleurs allemands se relèveront — le stalinisme, jamais!" L'article expliquait en essence que le Parti communiste avait failli à sa mission historique en Allemagne, qu'il était condamné en tant qu'organisation révolutionnaire. Il n'y avait donc plus d'autre choix que de renoncer à la politique de réforme et de passer à la construction d'un nouveau parti communiste allemand. Lorsque Trotsky écrivait que le stalinisme ne se relèverait pas, il entendait

le stalinisme en Allemagne. Pour les Partis communistes des autres pays, et particulièrement pour le Parti bolchevique russe et l'Internationale communiste prise dans son entièreté, la ligne restait telle quelle, une ligne de réforme.

Dans les semaines qui suivirent, d'autres articles élaborèrent cette position et répondirent aux objections soulevées à son encontre. Dans les rangs de l'Opposition de gauche, ces objections furent minimes. Elles provenaient essentiellement de certains camarades de la section allemande, la plus directement concernée. Ces objections restaient secondaires ou de caractère sentimental : ne valait-il pas mieux attendre avant de parler d'un nouveau parti alors que le parti officiel subissait les coups d'une répression sanglante, etc? Mais la leçon des événements était si claire que la nécessité de changer la vieille politique ne fut pas sérieusement mise en cause.

Cependant, lorsque l'on se remet en mémoire ce mois de mars 1933, il est indéniable que la nouvelle politique surprit les membres de l'Opposition de gauche. L'activité quotidienne de chacune de ses sections se concentrait exclusivement sur le Parti communiste; élaborer une nouvelle ligne, même si elle ne concernait qu'une de nos sections, c'était rompre avec une tradition vieille de dix ans. La grande autorité de Trotsky permit d'effectuer le changement de ligne vite et dans la cohésion. Sans lui, les leçons des événements d'Allemagne auraient certes été tirées par nos militants, mais après combien de mois de discussion?

Le problème de la IIIème Internationale dans sa totalité ne pouvait manquer d'être posé. A la suite de l'effondrement du Parti communiste allemand, le comité exécutif de l'Internationale adopta une résolution en avril qui déclarait que la politique suivie par le Parti communiste allemand "*jusqu'à et y compris pendant le coup d'Etat d'Hitler avait été entièrement correcte*".

Il n'y a pas là matière à surprise : le comité exécutif, sous les ordres de Staline, ne faisaient que couvrir Staline qui avait imposée sa ligne politique fatale au Parti communiste allemand. Ce qui était décisif, par contre, c'est que toutes les sections de l'Internationale acceptèrent la résolution de Moscou et devinrent donc également responsables de la catastrophe historique en Allemagne. Les militants qui dénoncèrent, ou même, ne firent que s'interroger sur la ligne suivie, furent exclus. La politique de réforme perdait toute substance.

Le 15 juillet 1933, Trotsky adressait aux sections de l'Opposition, sous le nom de plume de G. Gourou, un article intitulé *Il est de nouveau nécessaire de construire des Partis et une Internationale communistes*. La perspective de réforme était définitivement abandonnée. La leçon des événements tirée, le tournant était décisif : "*Toute idée de 'réforme' et de revendication de réintégration des oppositionnels dans les partis officiels doit être définitivement écartée comme utopique et réactionnaire*", écrivit-il. Il saisit l'occasion pour donner un conseil général et utile : "*La chose la plus dangereuse en politique, c'est de devenir prisonnier de ses propres formules, valables hier mais dénuées du moindre contenu aujourd'hui*".

Le 20 juillet, un deuxième article intitulé *Il n'est plus possible de rester dans la même 'Internationale' que Staline, Manouïlsky, Lozovsky et Cie*, répondait à d'éventuels arguments contre la nouvelle position.

Le changement de politique coïncidait avec le changement de résidence de Trotsky. Le 17 juillet, il quittait Istanbul, et le 24 juillet, il arrivait à Marseille. Le lendemain, il emménageait à Saint-Palais, sur la côte atlantique. Cela représentait un grand changement dans sa vie personnelle. Durant son séjour dans l'île de Prinkipo, l'arrivée d'un visiteur était un petit événement tous les quatre ou cinq mois; en France, Trotsky put rencontrer en quelques semaines après son arrivée, presque tous les dirigeants des groupes oppositionnels européens, et un nombre important des groupes d'outre-mer.

Au moment où Trotsky débarquait à Marseille, la traduction de son premier article sur la nécessité d'une nouvelle Internationale venait à peine de parvenir entre les mains des directions des diverses sections. Les trotskystes dirigeants de France, de Belgique, d'Allemagne, d'Italie et d'ailleurs prirent vite le chemin de Saint-Palais, où, dans le cabinet de travail de Trotsky à l'ombre des arbres du jardin, ils prirent part à de longs entretiens. L'opposition à la nouvelle orientation était quasiment inexistante. Le tournant vers un nouveau parti en Allemagne, trois mois plus tôt, avait rompu avec une longue tradition et ouvert de nouvelles perspectives. Les discussions ne tournèrent pas tant autour de la nécessité d'une nouvelle Internationale, que des voies et des moyens de la faire surgir : comment la construire, comment construire de nouveaux partis?

La nouvelle Internationale

Quelques voix s'élevèrent pour demander : n'avons-nous pas attendu trop longtemps? N'aurions-nous pas dû reconnaître la nécessité d'une nouvelle Internationale bien plus tôt? A quoi Trotsky répondit : "*C'est une question qu'on peut bien laisser aux historiens*". Il était sans aucun doute convaincu dans son for intérieur que ce changement de politique aurait été incorrect quelques années plus tôt, mais il se refusait à débattre la question puisqu'elle n'avait plus d'intérêt pratique immédiat.

Une question dont on discuta, par contre, largement fut celle de l'URSS. Il vaut la peine d'examiner comment elle se posait à l'époque. Le texte, déjà mentionné, de décembre 1932, qui restait sur la ligne de réforme, affirmait :

"Cette question [de la réforme] se pose avec encore plus d'acuité et de clarté en URSS. Une politique de deuxième parti y impliquerait une politique d'insurrection armée et de nouvelle révolution. La politique de fraction implique une ligne de réforme interne du parti et de l'Etat ouvrier".

Dans l'article d'avril 1933 qui indiquait la nécessité d'un nouveau parti en Allemagne mais réaffirmait la politique de réforme de l'Internationale communiste, Trotsky écrivait :

"Si la bureaucratie stalinienne amène l'URSS à l'effondrement, alors ... il sera nécessaire de construire une IVème Internationale".

Le problème qui se posait était le suivant : comment abandonner la politique de réforme du Parti bolchevique tout en conservant la perspective de réforme de l'Etat ouvrier? Comment proclamer la IVème Internationale avant que la bureaucratie stalinienne ne mène l'URSS à l'effondrement?

Le problème de l'URSS était, dans l'esprit de Trotsky, le plus grand obstacle avant d'aboutir à la conclusion qu'il n'existait plus d'alternative autre que de former une IVème Internationale. Peu avant son article du 15 juillet, il dit dans une conversation à Prinkipo : "Depuis avril, nous sommes pour la réforme dans tous les pays sauf l'Allemagne, où nous sommes pour un nouveau parti. Maintenant, nous pouvons prendre une position symétrique, c'est-à-dire pour un nouveau parti dans tous les pays sauf l'URSS où nous serons pour la réforme du Parti bolchevique". (A ma connaissance, cette position ne fut jamais exprimée par écrit). Mais il était clair pour ceux qui l'écoutaient que ces idées à ce sujet n'étaient qu'en cours de formation et qu'elles n'avaient pas encore atteint une conclusion.

La solution du problème, c'est bien connu, fut la distinction entre révolution sociale et révolution politique. Cette solution était déjà esquissée dans les premiers textes de juillet, qui parlent de la nécessité d'une nouvelle Internationale.

Par contre, au cours de l'été 1933, les discussions sur la nature de l'URSS se multiplièrent : non seulement le stalinisme avait failli en Allemagne, mais les premières expériences économiques d'Hitler, de Roosevelt, ainsi que de l'Etat corporatiste italien, avaient suscité de toute part des théories sur le "capitalisme d'Etat".

Trotsky clarifia alors sa positions à l'égard de l'URSS dans un long article intitulé *La nature de classe de l'Etat soviétique*, daté du 1er octobre 1933. Cet article élimine définitivement la perspective d'une élimination pacifique de la bureaucratie et clarifie les formules utilisées dans les textes de juillet sur la nouvelle Internationale. En gros, c'est la position que nous avons maintenue à ce jour. (En ce qui concerne l'analogie historique avec Thermidor, une correction fut introduite en février 1935).

Une autre question retint largement l'attention au cours des entretiens de Saint-Palais : celle de nos rapports avec les autres organisations. L'Opposition de gauche avait tourné son attention exclusivement vers les divers Partis communistes. Notre organisation était, à quelques exceptions près, composée de militants exclus des Partis communistes ou des Ligues des Jeunesses communistes. Toute notre activité était subordonnée à la perspective de réforme. Dès le 15 juin 1933, c'est-à-dire avant le tournant vers une Nouvelle Internationale, Trotsky adressait aux sections de l'Opposition de gauche un article, *Les organisations socialistes de gauche et nos tâches*, où il attirait l'attention vers un nouveau terrain d'activité : la victoire du fascisme allemand avait provoqué une crise de la sociale-démocratie. Le Komintern perdait ses pouvoirs d'attraction. On pouvait s'attendre à ce que les organisations centristes de gauche se tournent vers nous. Il était donc nécessaire de tourner notre attention et nos efforts dans cette direction.

En réalité, toute l'ambiance politique, l'orientation vers une nouvelle Internationale, l'arrivée de Trotsky en France, attiraient effectivement vers nous les regards des organisations qui, en différentes périodes et circonstances, avaient rompu avec la IIème et la IIIème Internationales. Nombreux furent les dirigeants de ces organisations (S.A.P. allemand, I.L.P. anglais, O.S.P. et R.S.P. hollan-

dais etc) qui rendirent visite à Saint-Palais. Le parti hollandais de Sneevliet (le R.S.P.) se déclara prêt à rejoindre nos rangs immédiatement.

L'excitation provoquée par l'ignoble faillite des deux Internationales en Allemagne était si grande que pas moins de quatorze organisations, n'appartenant à aucune des deux Internationales, décidèrent de s'unir. Cependant, elles étaient loin d'avoir un programme commun. Se plaindre des vieilles organisations officielles dans des articles et des discours est une chose. Entreprendre de construire une nouvelle Internationale en est une autre. Notre organisation décida de participer à la conférence des quatorze groupes qui se tint à Paris fin août 1933. Notre politique était claire : exposer à fond les conclusions que nous avions tirées des événements, proposer notre programme de création d'une nouvelle Internationale, dénoncer ceux qui voudraient maintenir l'équivoque ou l'ambiguïté. De concert avec les quelques organisations qui reconnaissaient la nécessité immédiate d'une nouvelle Internationale (le S.A.P., le R.S.P., l'O.S.P.), notre organisation signa un texte de programme connu sous le nom de *Déclaration des Quatre*. Quelques mois plus tard, le S.A.P. retirait sa signature.

La conférence de Paris s'avéra avoir été l'effort maximum dont les groupes centristes se montrèrent capables. Elle resta sans résultats. Toutes les perspectives se révélèrent graduellement vides, irréalistes, sauf une : créer une nouvelle Internationale. La fondation formelle de la IVème Internationale eut lieu dans les faits cinq ans plus tard, en 1938.

Onze années ont passé depuis cet été de 1933 quand la IVème Internationale fut conçue. Ses progrès ont été lents, toujours trop lents pour nos espoirs. Elle est née au milieu des défaites provoquées par les vieilles organisations officielles de la classe ouvrière. Si les défaites poussent les meilleurs éléments de l'avant-garde à examiner leurs causes et à construire de meilleures organisations, leurs effets sur la classe dans son ensemble sont la désorientation, le découragement et la passivité. Il faut des années et des années pour en effacer les marques; une nouvelle génération qui n'a pas connu le cynisme doit lever la tête.

Nous avons trouvé sur notre chemin le corps en putréfaction du Komintern, une organisation qui avait utilisé l'immense prestige de la révolution russe victorieuse pour, précisément, désorienter, désorganiser et écraser, si nécessaire, l'émancipation révolutionnaire de la classe ouvrière.

A la suite de défaites dans une série de pays, une catastrophe s'est abattue sur les peuples — une nouvelle guerre mondiale. Depuis cinq ans maintenant, des centaines de millions d'hommes s'affrontent aux horreurs de la guerre, mais aujourd'hui le son du canon ne peut plus noyer le chant de la révolte. A travers l'Europe, les poings se lèvent. Demain des dizaines et des centaines de millions de personnes se lèveront pour réclamer des comptes à l'ancien régime, porteur d'oppression, de misère et de guerres. Prenant conscience de leur force, elles écarteront leurs faux dirigeants, agents perfides de l'ennemi. Elles auront besoin d'un étendard immaculé. Il n'y en a qu'un : le nôtre, la bannière de la IVème Internationale, du Parti mondial de la révolution socialiste.

Annexe C : La route cahoteuse vers la IVème Internationale par George Breitman (1978)*

(...) La tentative de coup d'Etat de février 1934 [en France] évoqua une riposte combative de la part des travailleurs français, avec d'abord une grève générale puis une vaste poussée en faveur du front uni ouvrier contre le fascisme. L'élan fut tel que le Parti socialiste d'abord, puis, plus lentement, le Parti communiste durent accéder au front uni. Parallèlement, se développaient des supputations et pressions en vue d'une fusion des deux partis. C'est alors, en juin 1934, que Trotsky, en déplacement constant car n'ayant toujours pas reçu un permis de séjourner dans les Alpes, fit une proposition audacieuse à la section française de la LCI : qu'elle se dissolve formellement et adhère au PS qui permettait aux tendances en son sein d'exister et d'éditer leur propre journal. A ses yeux, cela lui éviterait de se retrouver isolée en dehors du nouveau front uni et la mettrait en position de faire des recrues parmi les nombreux militants socialistes de gauche qui avaient adhéré et s'étaient radicalisés depuis la victoire d'Hitler.

C'est Trotsky qui fut à l'initiative de cette tactique ou manœuvre entriste qui fut baptisée "tournant français". Il lui fallut expliquer et défendre sa proposition avec toute la vigueur et l'éloquence dont il disposait (7) parce qu'elle se heurta à une résistance bien plus forte dans la section française (et ailleurs) que l'appel à une nouvelle Internationale n'avait rencontrée. Après une discussion tendue n'ayant évité la scission que grâce à l'intervention du SI, la proposition entriste fut adoptée par la majorité de la section française, lors de son congrès national, fin août. Des deux principaux dirigeants français, l'un, Raymond Molinier, y était favorable, et l'autre, Pierre Naville, défavorable. Le groupe de Naville scissionna peu après le congrès et, bien qu'il décidât par la suite lui-même d'entrer au PS, refusa pendant longtemps d'intégrer le Groupe bolchevique-léniniste du PS, nom que les membres de la section française avaient choisi.

La tactique entriste était un affront et un coup pour tous ceux qui, au sein de la LCI, étaient affectés par le formalisme, le schématisme, le sectarisme, la routine et la passivité, et dissimulaient ces traits sous un discours

radical sur les principes révolutionnaires et la fermeté bolchevique. Toutes ces humeurs se déversèrent d'un coup. Les uns condamnaient la proposition entriste comme contraire aux principes, quelles que soient les circonstances; les autres, comme Naville, pour des raisons tactiques; d'autres enfin pour toutes les raisons possibles et imaginables.

On peut expliquer que l'entrisme n'est qu'une tactique, et qu'elle ne s'applique qu'à des circonstances très spécifiques. Cela est certainement vrai, mais à mon avis cette proposition de Trotsky fut l'une des meilleures qu'il fit dans la période 1933-1938. Outre ses avantages directs, elle provoqua une discussion qui secoua de nombreux militants et offrit à notre mouvement sa première grande libération des maladies du dogmatisme contractées dans le Comintern et ranimées par diverses vagues de recrues formées par le stalinisme de la troisième période. Elle nous aida à nous débarrasser de gens carrément inassimilables qui ne pouvaient qu'entraver la saine croissance de notre mouvement.

Les répercussions dans le SI et le comité exécutif de la LCI furent encore plus grandes que dans la section française. Plusieurs de leurs membres s'opposèrent au tournant à des titres divers, la plupart, de surcroît, furieux contre Trotsky pour avoir présenté sa proposition d'entrisme à la section française avant de le faire devant le SI. Bauer, le secrétaire du SI, dénonça la proposition comme violation des principes bolcheviques et accusa Trotsky de capitulation devant la IIème Internationale. Il ne se donna même pas la peine d'attendre la réunion du comité exécutif de la LCI convoquée pour octobre afin d'évaluer le tournant français, et démissionna sur le champ pour rejoindre la filiale allemande du Bureau de Londres. Sneevliet, le dirigeant de la section hollandaise, et Vereecken, le secrétaire de la section belge, s'opposèrent aussi au tournant français, principalement sur des bases tactiques, mais Trotsky les persuada diplomatiquement que, même s'ils votaient contre le tournant, ils devaient laisser la section française, alors à l'intérieur du PS, achever son expérience. La direction de la section espagnole, depuis longtemps en mauvais termes avec la LCI bien qu'y appartenant encore, se positionna avec véhémence contre le tournant français. Le vote de la réunion d'octobre, à laquelle Trotsky ne put assister, aurait été encore plus serré si Bauer n'avait démissionné si vite et si les Espagnols n'avaient boycotté la réunion. En l'occurrence, Sneevliet, Vereecken et Pietro Tresso, un partisan du groupe de Naville, votèrent contre la résolution écrite par Trotsky, qui fut adoptée par 6 voix contre 3. (8) Parmi les partisans de la résolution se trouvait Cannon de la section américaine, venu sur les instances de Trotsky et chargé de rencontrer Bauer, Naville et d'autres, pour les convaincre de ne pas scissionner le mouvement sur une question tactique. Il y avait aussi parmi les partisans de la résolution, Molinier, qui soutenait ses points principaux mais récusait si fermement une clause invitant le groupe de Naville à réintégrer la section française, qu'il menaçait de démissionner du comité exécutif. Cannon raconta plus tard que c'est aussi à cette occasion que Sneevliet chercha à le convaincre que toute la LCI devait adhérer au Bureau de Londres pour en prendre le contrôle et l'amener à la IVème

*Ce texte est la traduction d'un extrait de George Breitman, *The Rocky Road to the Fourth International, 1933-1938*, New York: Pathfinder/Education for Socialists, 1979. On trouvera la traduction de ce texte dans *Quatrième Internationale*, n° 29, été 1988. George Breitman (1916-1986) adhéra à l'organisation trotskyste américaine en 1935 et fut membre du Comité national du Socialist Workers Party, organisation sœur de la IVème Internationale aux Etats-Unis, de 1939 à 1981; exclu en 1984, il forma la Fourth Internationalist Tendency. Il dirigea notamment la publication par Pathfinder Press des 14 volumes des œuvres de Trotsky (1929-1940) en anglais, et analysa la dynamique du nationalisme noir dans *The Last Year of Malcolm X: The Evolution of A Revolutionary* (1967).

Internationale. (9)

Ainsi, on peut mettre au compte de cette controverse de 1934 le départ d'encore deux membres du groupe des huit dirigeants de 1933 : Bauer et Naville (bien que Naville revînt, avant de quitter pour de bon en 1939). Le passage de Bauer au Bureau de Londres et les illusions que Sneevliet entretenait à propos du Bureau de Londres en 1934 sont une indication de la teneur de leur engagement à construire une IVème Internationale, un an à peine après avoir été deux des quatre signataires de la Déclaration des Quatre.

Les choses commencèrent à s'améliorer après la réunion d'octobre. Les éclaircies se situaient en France et aux Etats-Unis.

La section américaine avait décidé au début de 1934 que la manière d'appliquer la nouvelle orientation de 1933 aux Etats-Unis, consistait à proposer la fusion au Parti des travailleurs américains (American Workers Party—AWP), organisation centriste de gauche dirigée par A. J. Muste. (Contrairement à la légende, ce sont les dirigeants américains qui étaient à l'origine de cette proposition, et non Trotsky, qui l'approuva après coup; en outre, elle fut faite avant que les Musteistes n'écrivent une page glorieuse de l'histoire ouvrière avec la grève de l'Auto-Lite à Toledo, et avant que la section américaine ne révèle sa trempe révolutionnaire dans les grèves des camionneurs de Minneapolis). En 1933, des tentatives de fusionner les sections allemande et hollandaise avec des groupes centristes du Bureau de Londres avaient eu lieu, mais sans succès. La fusion de la section américaine et de l'AWP environ un mois après la réunion de la LCI d'octobre représentait la première application de cette expérience de fusion particulière. Ce fut une expérience positive, qui unit le groupe de cadres américain à un large groupe de travailleurs de masse efficaces et réussit à en intégrer la plupart au mouvement pour la IVème Internationale.

Relevons que, produit de cette fusion, le nouveau Parti des Travailleurs des Etats-Unis (Workers Party of the United States—WP) n'eut pas d'affiliation internationale à sa naissance. La raison en était que l'AWP n'avait pas eu de tels liens et n'était pas prêt à adhérer à la LCI. Mais l'arrangement était provisoire; sept mois plus tard, la quasi-totalité de la direction du Workers Party voyait en faveur de l'adhésion à la LCI pour travailler à la IVème Internationale. La réussite de la fusion américaine fut contagieuse, du moins en Hollande, où la section hollandaise et un groupe centriste dirigé par Peter Schmidt fusionnèrent enfin, quelques mois plus tard, au début de 1935. Ce nouveau parti hollandais décidait d'appartenir à la fois à la LCI et au Bureau de Londres jusqu'à nouvel ordre.

Mais le progrès principal se fit en France, la clef de la situation internationale. En quelques mois, le Groupe bolchevique-léniniste avait triplé ses effectifs et commençait à influencer des milliers de socialistes de gauche; au sein de l'organisation de jeunesse du PS, il avait conclu un bloc avec des dirigeants centristes de gauche, vite source d'inquiétude chez les chefs réformistes. Même le sectaire irréductible Vereeken dut admettre à contre-cœur que les bolcheviques-léninistes faisaient un bon travail révolutionnaire au sein du PS français.

La bureaucratie de Moscou se défit enfin de sa politique

gauchiste de la troisième période vers le milieu de 1934, lorsqu'elle permit au P.C. français de former un front uni avec le P.S. Mais ni Staline, ni les dirigeants du P.C.F., ni les dirigeants du P.S. français, une fois qu'on put y voir plus clair, n'avaient la moindre intention de former un front unique ouvrier contre les capitalistes. Tous voulaient, pour des raisons variées, un front des travailleurs avec certains capitalistes (les capitalistes démocratiques bourgeois) contre d'autres capitalistes (les capitalistes réactionnaires ou fascistes); c'est-à-dire une alliance fondée sur la collaboration et non la lutte de classe, baptisée Front populaire lorsqu'elle vit le jour. La deuxième chaussure ne tarda pas à se faire entendre : en mai 1935, Staline signait le traité de non-agression avec l'impérialisme français et donnait sa bénédiction au réarmement de la France. Ce qu'il recherchait, c'était une alliance, au nom de la "sécurité collective", avec les impérialismes démocratiques épris de paix (comme la France) contre les impérialismes fascistes et belliqueux (comme l'Allemagne nazie), et pour obtenir cette alliance, il était prêt — et même pressé — de passer les menottes aux travailleurs français pour les livrer aux bons soins des impérialistes français. Tel était le sens du Front populaire organisé par les radicaux-Socialistes bourgeois, les sociaux-démocrates et les staliniens à la fin de 1935.

Tout cela plaçait les Bolcheviques-léninistes français, précisément parce qu'ils se trouvaient à l'intérieur du PS, dans une position extrêmement favorable pour révéler la véritable nature et les véritables objectifs du Front populaire et rallier les travailleurs de gauche à une mobilisation révolutionnaire contre la guerre qui se préparait. C'est là aussi précisément ce qui explique pourquoi les dirigeants du PS, incités par les staliniens, comprirent qu'ils devaient exclure les partisans de la IVème Internationale du PS et les isoler aussi complètement et aussi vite que possible.

Trotsky quitta la France pour la Norvège en juin 1935, au moment où la direction du PS s'appêtait à sévir contre le Groupe bolchevique-léniniste. Appréciant la situation avec justesse, il avertit ses camarades français que leurs jours dans le PS étaient comptés et qu'ils devaient s'orienter au plus vite vers la construction d'un nouveau parti révolutionnaire; pour des raisons tactiques, ils devaient se saisir des clauses démocratiques des statuts du PS pour résister aux exclusions, démasquer les motifs des bureaucrates du PS et solliciter la sympathie des travailleurs de la gauche, mais tout cela devait être subordonné à la mobilisation politique pour un parti révolutionnaire indépendant.

Trotsky estimait également que la nouvelle politique sociale-patriote des staliniens, que le septième (et dernier) congrès mondial du Comintern, en 1935, avait étendue à toute la planète, et l'aggravation du danger de guerre, qu'illustraient les préparatifs ouverts d'invasion de l'Ethiopie par l'Italie fasciste, exigeaient une intensification du travail public de la IVème Internationale, provisoirement subordonné aux exigences du tournant français en France, en Belgique, en Pologne et ailleurs. C'est ainsi qu'il rédigea un nouveau document, la Lettre ouverte pour la IVème Internationale, réaffirmant la Déclaration des Quatre de 1933 et la mettant à jour pour prendre en

compte les événements les plus récents. Cette lettre fut publiée en été 1935. (10)

Malheureusement, une large partie de la direction française, animée par Molinier, n'était pas d'accord avec Trotsky sur ce qu'il fallait faire en France, et l'autre partie, derrière Jean Rous et Pierre Naville, se montra incapable de donner le coup de collier nécessaire à la construction du nouveau parti en France. Molinier pensait que l'expérience dans le PS n'avait pas épuisé toutes ses possibilités et que de nouveaux progrès pouvaient y être enregistrés. Il y croyait si fermement qu'il rompit la discipline et commença à publier son propre journal. La section française se trouva plongée dans la crise la plus grave de son histoire. Le groupe de Molinier fut exclu fin 1935 et créa son propre parti. Un temps précieux fut perdu. De nombreux nouveaux adhérents gagnés dans le PS s'éloignèrent, dégoûtés par le fractionnalisme. Les deux groupes se réunifièrent en juin 1936 mais firent de nouveau scission quelques semaines plus tard. Le gâchis était complet et explique, pour une large part, que le section française n'ait joué qu'un rôle insignifiant dans la grande grève de 1936 lancée dans la foulée de la victoire électorale du Front populaire et qu'un rôle réduit, au sein de la IVème Internationale, jusqu'à la deuxième guerre mondiale. (11)

Notes de l'auteur

[Ce passage étant un extrait d'un article plus long, nous avons gardé la numérotation des notes originales.]

(7) Il y a plusieurs articles à ce sujet dans Trotsky, *Œuvres*, 3 à 7, EDI, Paris, 1978-1980, pour 1934 et 1935.

(8) Voir Trotsky, "La situation présente dans le mouvement ouvrier et les tâches des Bolcheviques-léninistes" (octobre 1934), *Œuvres* 4, avril-décembre 1934, EDI, Paris, 1978, pp. 225-232.

(9) Voir le discours de 1945 de Cannon "The Workers Party and the Minority in the SWP", in *The Struggle for Socialism in the "American Century"*, Pathfinder, New York, 1977.

(10) Voir Trotsky, "Pour la IVème Internationale. Lettre ouverte aux organisations et groupes révolutionnaires prolétariens" (juin 1935), *Œuvres* 5, janvier-juin 1935, EDI, Paris, 1979, pp. 346-359.

(11) Voir les écrits sur la section française dans Trotsky, *Œuvres* 5 à 12, pour 1935 et 1936, EDI, Paris, 1979 à 1982, regroupés par Breiman, en anglais, sous le titre *The Crisis of the French Section (1935-36)*, New York, Pathfinder, 1977.



Annexe D : La position de Henk Sneevliet*

L'anathème de Coyoacan (15 février 1938)

Ce qui est arrivé devait se produire. Le document ci-dessous paraît bien être un anathème solennel? Nous voilà expulsés de la communauté fraternelle du secrétariat international de la IVème Internationale dont le camarade Trotsky est la tête infallible. On ignore s'il s'est tenu un concile des popes de cette communauté fraternelle avant que l'hérétique fut jugé et condamné. On se préoccupe assez peu d'une pareille solennité à cette adresse.

Depuis juillet 1936, bien des indices montraient que

l'on pouvait en arriver là. C'est alors que la direction du RSAP quitta une conférence (la première conférence pour la IVème Internationale des 29-31 juillet) qui, par suite des consignes reçues d'Oslo, devait manquer à sa véritable destination, ce qui n'empêcha pas qu'elle eut néanmoins revêtu la signification d'un congrès de fondation pour la IVème Internationale. Cette signification est inconditionnellement reconnue par "l'organisation internationale" de Trotsky. En dehors de cette organisation internationale, aucun mortel ne s'est aperçu de ce que la IVème Internationale n'existe autrement qu'en tant qu'idée qui doit naître et se développer après que les IIème et IIIème Internationales sont devenues inutilisables comme guides du prolétariat mondial pour la marche en avant vers le socialisme.

Léon Trotsky parle d'une période de cinq années de contacts au cours de laquelle il n'est pas parvenu à faire de Sneevliet et de ceux qui pensent comme lui des "partisans authentiques de la IVème Internationale" comme il les conçoit. En fait, avant le mois de décembre 1932, il n'y eut aucun contact direct entre le RSP hollandais et le groupe autour de Trotsky. Bien qu'il apparût une concordance des positions sur bien des points. Cela pouvait suffire pour provoquer une prise de contact. Le rôle de Trotsky dans le mouvement prolétarien et la révolution russe, ses paroles et ses actes exerçaient une force d'attraction suffisante pour susciter un désir de contact. A ce moment, Trotsky et les siens s'occupaient encore de guérir la IIIème Internationale. Nous autres, en Hollande, avons depuis quelques années déjà effectué la rupture définitive avec la IIIème Internationale. Après que l'on fut parvenu, au milieu de 1933, à un accord sur le chapitre de la constitution de nouveaux partis révolutionnaires et d'une nouvelle internationale, on en vint au contact personnel réalisé à Copenhague entre Trotsky et Sneevliet et à la liaison du RSP avec la formation trotskyste. On se préoccupa des possibilités d'effectuer dès ce moment, d'un commun accord, un travail préparatoire pour la IVème Internationale. Le contact organisationnel normal avec le centre de Trotsky ne dura que jusqu'à la fondation du RSAP en 1935. A partir de la fusion, notre parti eut des liaisons à la fois avec le centre trotskyste et avec le Bureau de Londres. Les conceptions très anormales qui s'avèrent exister dans ce centre trotskyste quant au rôle d'un centre international et à ses tâches, les attitudes organisationnelles, les brusques tournants dans les domaines de la tactique, de la politique et de l'organisation dans ce centre trotskyste et dans ses sections firent mûrir une situation qui amena la délégation du RSAP à se retirer de la conférence internationale et à considérer que le RSAP n'était pas lié par les résultats de ladite conférence.

Nous n'examinerons pas maintenant les divers points relevés par nous dans l'acte d'accusation qui forment la partie essentielle de l'anathème. Depuis quelques semaines déjà, une commission instituée par la direction du parti s'occupe de préparer la position du parti sur la question des relations internationales. Certains de ces points — les points 2, 3, 5, 6 et 7 — ne nous font poser que des points d'interrogation. Nous ne serons pas en mesure de juger tant que nous n'aurons pas une documentation solide et probante montrant la justesse des accusations ainsi formulées. Dans le premier point, il est question d'une réelle divergence de vue; il en est de même du quatrième point. De notre côté, en relation avec la guerre civile espagnole, nous avons vu qu'un tort a été fait à la IVème Internatio-

* Les deux textes du journal *Nieuwe Fakkell* ci-dessus sont tirés de Fritjoff Tichelmann, *Henk Sneevliet*, Paris, La Brèche, 1988. Henk Sneevliet est présenté brièvement dans le glossaire

nale par le SI et, pour le nommer, par Trotsky. Pas un cheveu de notre tête ne songe à nier les nombreuses grandes qualités de Trotsky en tant que combattant révolutionnaire. C'est précisément parce que nous attribuons une telle signification à ces qualités que nous avons toujours — depuis des années déjà — mis les articles de Trotsky à la disposition des travailleurs hollandais. Nous prendrons la liberté de le faire encore à l'avenir. Mais cette appréciation ne change rien au fait que l'expérience nous a appris que c'est absolument à tort que l'on a déclaré que la IVème Internationale peut se constituer par cette "seule voie" et par une direction qui n'est connue que par Trotsky et n'est déterminée que par lui. Nous et d'autres organisations de par le monde qui reconnaissons la nécessité de la IVème Internationale, fixerons en commun, dans le cadre de notre propre groupement, le travail qui doit être effectué pour la IVème Internationale. Il y a, enfin, une phrase de l'anathème de Trotsky avec laquelle nous sommes entièrement d'accord : "Chacun doit porter les responsabilités de sa ligne politique." Nous prenons en charge cette responsabilité, y compris quand nous acceptons la séparation des routes devenue nécessaire et nous ne voyons pas sans appréhension qu'un véritable parti ouvrier doit être soumis à "l'éducation politique" du centre de Trotsky.

Résolution du RSAP sur la IVème Internationale et la deuxième conférence internationale du mouvement pour la IVème Internationale (13 mars 1938)

La réunion commune du bureau politique et du comité central et des dirigeants des sections, tenue à Amsterdam les 12 et 13 mars 1938, après avoir fait le point sur le travail de préparation de la IVème Internationale, constate :

- que le parti n'a jamais manqué de placer au premier plan de sa propagande la banqueroute définitive de la IIème et de la IIIème Internationales et qu'il n'a pas cessé de montrer en même temps aux travailleurs la nécessité de se grouper sur les bases d'une nouvelle, d'une IVème Internationale;

- que cette position est confirmée par des actes comme la signature de la "Lettre ouverte" de 1935, document qui se rattachait à la "Déclaration des Quatre" de 1933, et que la vie idéologique du parti a toujours été pénétrée des conceptions développées dans ces documents;

- rejette l'affirmation selon laquelle le parti ou une partie de sa direction aurait rompu avec cette orientation et avec les principes du marxisme révolutionnaire;

constate que le prétendu Centre pour la IVème Internationale a mené une politique tendant à déconsidérer la IVème Internationale dès avant sa naissance, aux yeux des révolutionnaires honnêtes;

a) en faisant entreprendre des expériences inadmissibles avec des sections et organisations formées à grand-peine, en les dissolvant et en les faisant entrer dans la IIème Internationale, et en entraînant, par cette politique, un grand nombre de scissions et l'éloignement d'un certain nombre de camarades convaincus;

b) en créant, sans préparation sérieuse, un organisme qui non seulement se présente comme la direction de la IVème Internationale, mais encore comme le centre qui détient toute la vérité marxiste et veut avoir le droit

d'intervenir par force dans la vie des différents partis;

c) en créant un sommet qui étrangle et supprime la vie idéologique des groupes adhérents et organise la représentation de ces groupes à ses conférences de telle façon qu'il enlève toute valeur réelle à ces conférences;

d) en créant une atmosphère qui doit conduire à la rébellion contre le parti, à son affaiblissement et à des scissions, partout où il se trouve en présence de résistances exprimées par des déclarations de responsables d'un parti;

e) en lançant, en ce qui concerne le RSAP, des accusations contre le président du parti, Sneevliet, de la même façon qu'il le fit à l'encontre des camarades espagnols bien connus, portant atteinte à leur honneur révolutionnaire et qui, par là-même, n'atteignent pas seulement le président, mais toute la direction du parti et le parti tout entier. Il s'agit d'ailleurs d'accusations d'un contenu identique à celles que le stalinisme utilise quotidiennement contre le trotskysme;

f) en utilisant un certain nombre de méthodes qui rappellent les méthodes nuisibles du Komintern et qui, par là-même, ne peuvent avoir rien de commun avec la préparation commune de la IVème Internationale.

La réunion déclare :

- que de pareils agissements et déclarations — ainsi que le travail de sape entrepris contre le parti par le SI de la IVème Internationale — peuvent entraîner des conséquences qui exigent une réaction vigoureuse et énergique;

- que des conférences avec le centre international auxquelles le RSAP serait convié sont incompatibles avec la dignité du RSAP et ne peuvent avoir aucun intérêt si des conditions précises ne sont pas réalisées.

Pour collaborer à la préparation de la IVème Internationale avec le SI de la IVème Internationale, considéré comme l'une des forces qui fondent leur politique sur la nécessité de la IVème Internationale, la réunion fixe les conditions suivantes :

a) le centre se désolidarise de la section hollandaise des bolcheviques-léninistes ou la dissoudra et fera réparation à l'honneur du président du parti, ainsi qu'à la direction du RSAP et de ses membres;

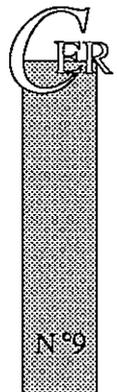
b) l'assurance du centre de respecter les décisions des différents partis et de ne mettre le respect de la discipline internationale à l'ordre du jour qu'après la fondation définitive de la IVème Internationale qui établira elle-même ses règles sur ces points;

c) l'assurance du centre de la IVème Internationale d'entreprendre en commun le travail préparatoire de la IVème Internationale et de l'étendre au plus grand nombre possible de groupes qui se déclarent en accord avec les principes fondamentaux de la "Déclaration des Quatre" de 1933 et de la "Lettre ouverte" de 1935.

La réunion décide de ne pas participer aux conférences du SI tant que ces conditions ne seront pas remplies. Elle appelle tous les camarades du parti à populariser, sans défaillances, l'idée de la IVème Internationale et d'œuvrer à sa création, tandis que la direction du parti continuera à rechercher et à entretenir des relations avec les partis et formations qui sont disposés à prendre part à ce travail de préparation et à créer un service d'information international au service de la IVème Internationale en devenir.

Pour le RSAP, l'alternative demeure : la IVème Internationale ou la chute dans la barbarie! En avant pour le marxisme révolutionnaire! Vive le prolétariat mondial!

Cette résolution sera communiquée aux partis et groupes en dehors de la IIème et de la IIIème Internationales.



Annexe E : Vingt ans après Michel Pablo (1958)*

Pourquoi la IVème Internationale?

Entre 1933 et 1938 et au congrès même de fondation de la IVème Internationale, la question de la création d'une nouvelle Internationale fut souvent débattue. (2) Patiemment mais fermement, notre tendance, Léon Trotsky en tête, a combattu durant cette période les arguments des centristes de l'extérieur et des sceptiques dans nos propres rangs, quant à l'opportunité de créer une nouvelle Internationale. Ces arguments se résumaient en réalité en ceci : la tendance marxiste révolutionnaire est trop isolée par rapport aux masses qui n'ont pas encore pris conscience de la trahison des directions traditionnelles et surtout du stalinisme, il faut par conséquent attendre des conditions autrement favorables et éviter de créer "artificiellement" une Internationale.

Comment avons-nous répondu à ces arguments par la bouche même de la Conférence de fondation de la IVème Internationale? En constatant trois choses à la fois : la faillite des directions traditionnelles prouvée dans des défaites historiques du prolétariat en Allemagne en 1933, en France et en Espagne dans les années 1936-1938, défaites qui n'ont enregistré aucune réaction de redressement possible des organisations dirigées par les sociaux-démocrates et les stalinien; l'incompatibilité de notre programme et de notre doctrine avec ceux de ces directions; notre existence de fait en tant que tendance internationale luttant sur le même programme. C'est-à-dire, notre existence en tant qu'organisation internationale est à la fois une conséquence objective, et un fait, une cause objective, qui influe désormais sur les développements. Que les masses ne soient pas encore avec nous, c'est là un aspect secondaire par rapport à notre existence objective en tant qu'organisation effectivement internationale, créée, cimentée, animée par un programme commun, fondamentalement distinct de toute autre tendance.

La IVème Internationale a émergé en tant que tendance internationale opposée aux directions traditionnelles, à travers le développement propre de la lutte de classe dans le monde d'avant-guerre, et des différenciations inévitables que celle-ci a provoquées au sein de l'avant-garde communiste internationale.

Aussi bien du point de vue des idées, du programme, de la doctrine, que des cadres, la IVème Internationale était un résultat du développement objectif, de l'évolution propre du mouvement ouvrier, et nullement une "création artificielle". Le fait de son isolement conjoncturel des larges masses ne pouvait être évoqué comme un argument

contre sa fondation. Les marxistes révolutionnaires ont depuis longtemps compris la dialectique concrète qui existe entre la classe, les partis, les directions. Il n'y a fusion entre ces éléments qu'à de rares moments de l'histoire, qu'à des points culminants de l'essor révolutionnaire. La dynamique changeante de la lutte de classe dissocie et rapproche constamment ces éléments, sans les identifier.

D'autre part, le parti, tout en étant une fraction de la classe, se distingue de celle-ci par sa qualité idéologique, par le fait qu'il constitue une fraction autrement homogène et éclairée sur les conditions et les buts de la lutte de classe, que cette dernière. Le programme, la doctrine, toute en s'élaborant constamment avec les éléments de la lutte de classe, ses faits, ses expériences, sont l'œuvre propre du parti et non pas de la classe dans son ensemble.

Des rapports analogues existent entre le parti en tant qu'organisation de masse et son équipe de direction. Un parti, une direction révolutionnaire, peuvent avoir une avance très grande sur la mentalité et la conscience des masses, tout comme ils peuvent parfois marquer un retard, non moins colossal, sur elles. L'histoire du mouvement ouvrier international est remplie de tels exemples.

Ce qui compte en définitive pour la qualité d'une direction révolutionnaire, ce n'est pas le degré de sa liaison avec la classe à un moment donné, mais son programme, sa doctrine, ainsi que la continuité, la conséquence avec laquelle ceux-ci sont défendus par les cadres révolutionnaires. Si le programme, la doctrine correspondent effectivement non à la conscience, à la mentalité conjoncturelle de la classe, mais à la situation objective, et si l'organisation défend avec conséquence et persévérance ces idées, tôt ou tard elle réalisera sa jonction avec les masses mises en mouvement dans sa direction par les conditions objectives qui déterminent en définitive les luttes des masses.

Voilà le raisonnement de base que nous trouvons aussi bien dans l'acte de fondation de la IVème Internationale que dans son programme.

On savait déjà en 1938 que la nouvelle Internationale était et resterait pour toute une période isolée des larges masses; on prévoyait même un isolement aggravé lors du début de la guerre; on ne faisait pas non plus grande confiance aux adultes de l'époque, fatigués, démoralisés par les défaites et les trahisons des directions traditionnelles. On misait surtout sur les nouvelles générations et les couches et les peuples les plus opprimés de l'humanité. Et surtout on misait sur la nouvelle époque révolutionnaire que les bouleversements de la guerre ne manqueraient pas de faire surgir.

Des ennemis ou des renégats de notre mouvement ne manquent souvent pas l'occasion de nous rappeler la "prophétie" non "réalisée" de Trotsky contenue dans son adresse du 19 octobre 1938 au meeting tenu à New-York pour célébrer la fondation de la IVème Internationale: "*Durant les dix prochains ans le programme de la IVème Internationale deviendra le guide pour des millions, et ces millions de révolutionnaires sauront comment bouleverser terre et ciel*".

Certes, l'évolution de la deuxième guerre mondiale, en divisant le camp impérialiste, a présenté une variante qui a facilité la survie des directions traditionnelles. Ceci à son

* Tiré de Michel Pablo, "Vingt ans de la IVème Internationale, 1938-1958. Histoire de ses idées et de ses luttes", *Quatrième Internationale*, 16e année, N°1, nouvelle série, janvier 1958, Paris. Organe du Comité exécutif international de la IVème Internationale, p. 61. Michel Pablo (Michel Raptis dit) fut l'un des dirigeants de la IVème Internationale après la Deuxième Guerre mondiale; il fut actif dans l'activité de soutien au FLN algérien. Il quitta la IVème Internationale en 1965 et anime depuis la Tendance marxiste révolutionnaire internationale.

tour a compliqué les développements révolutionnaires et allongé les délais. Le fait reste cependant que des millions effectivement ont pris malgré tout la voie révolutionnaire en Chine et ailleurs, renversant le capitalisme et l'impérialisme sur une grande partie du globe, et surtout qu'une nouvelle époque révolutionnaire a surgi de la guerre, la plus extraordinaire en bouleversements et en dynamique. C'est l'époque effectivement du triomphe du programme révolutionnaire de la IV^{ème} Internationale, aussi bien en ce qui concerne le capitalisme que le stalinisme.

Quel est ce programme?

Le programme de transition

Du point de vue *documents politiques*, la principale contribution de la Conférence de fondation de la IV^{ème} Internationale fut incontestablement l'adoption du *Programme de transition*. (3)

Elaboré principalement par Léon Trotsky, ce programme fut l'objet d'une ample discussion avant et durant la Conférence à laquelle ont pris part les principaux cadres internationaux d'alors de notre mouvement. Ce programme n'est naturellement pas le *Programme* de la IV^{ème} Internationale, c'est-à-dire son programme *total*, mais seulement une partie de celui-ci, qui couvre "l'action d'aujourd'hui jusqu'au début de la Révolution" (Léon Trotsky). Pour qu'il soit complet, il faudrait, comme l'a précisé Trotsky lui-même (4), qu'il ait une partie au début beaucoup plus analytique du point de vue théorique de la "société capitaliste moderne dans sa phase impérialiste".

Nous trouvons cette analyse dans d'autres écrits de Léon Trotsky, tels par exemple la critique du programme de la III^{ème} Internationale élaboré par Boukharine, à l'occasion de son sixième congrès mondial, et "la Révolution permanente". C'est dans ces écrits qu'il faut chercher les caractéristiques fondamentales de l'époque impérialiste qui déterminent la stratégie et la tactique du prolétariat révolutionnaire.

Il faudrait ensuite qu'il y ait aussi une partie finale s'occupant "de la révolution sociale, de la prise du pouvoir à travers l'insurrection, de la transformation de la société capitaliste en dictature du prolétariat, et de celle-ci en société socialiste".

Les idées programmatiques de notre Internationale en ce domaine de plus en plus important et actuel, il faut les chercher dans des écrits de Léon Trotsky sur l'URSS et le stalinisme, particulièrement dans la "Révolution trahie", ainsi que dans les documents postérieurs de la IV^{ème} Internationale.

Le but du Programme de transition était et reste précis : "aider les masses, dans le processus de la lutte quotidienne, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste" ; aider à surmonter ainsi "la contradiction entre la maturité des conditions objectives de la révolution" qui caractérise notre époque "et la non-maturité du prolétariat et de son avant-garde", dûe essentiellement à la politique de trahison des directions traditionnelles.

"Ce pont, précise le Programme de transition, doit consister en un système de revendications transitoires, partant des conditions actuelles et de la

conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière, et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat".

C'est ce qui distingue ce programme, de structure dialectique, des programmes des sociaux-démocrates et des staliniens établissant une coupure organique entre leurs programmes minima, se limitant à des réformes dans le cadre de la société capitaliste, et leurs programmes maxima promettant pour un avenir indéterminé le remplacement du capitalisme par le socialisme.

Le Programme de transition, à l'exemple de la manière dont les premiers congrès de l'Internationale communiste (5) posaient la tactique révolutionnaire, efface cette distinction et s'efforce au contraire de lier organiquement la lutte pour les revendications immédiates, d'où partent les luttes élémentaires des masses, avec la lutte pour le pouvoir.

Cependant, cette structure *transitoire* du Programme, c'est-à-dire *dynamique et révolutionnaire, non statique et réformiste*, n'est pas un jeu de l'esprit, une abstraction intellectuelle. Elle se base au contraire sur la conviction que l'orientation des masses est en dernière analyse déterminée par les conditions objectives qui caractérisent la société.

Si, par conséquent, on élabore le programme non en l'adaptant à la mentalité conjoncturelle des masses, mais aux conditions objectives, on pourra être certain que tôt ou tard les masses feront leurs lignes directrices et les mots d'ordre d'un tel programme. C'est là le sens et la force du marxisme révolutionnaire.

Naturellement, les conditions objectives ne déterminent que le *contenu* du programme. Pour fixer sa forme, la forme des mots d'ordre d'action, la forme de l'agitation ou de la propagande, une véritable direction révolutionnaire liée aux réalités du mouvement ouvrier prendra toujours en considération la mentalité et la conscience précise des masses. Le sectarisme dans un tel cas consisterait à ne s'occuper que du contenu en négligeant la forme capable de le véhiculer mieux, plus vite et à temps aux masses. Par contre, l'opportunisme consisterait à sacrifier le contenu à la forme afin de raccourcir prétendument les chemins par lesquels passent la maturation et l'organisation révolutionnaire de la classe.

Le *Programme de transition*, élaboré sur la base de telles considérations, a victorieusement subi l'épreuve des événements et du temps. Plusieurs de ces mots d'ordre fondamentaux ont été repris par des masses immenses de par le monde, instruites par leur propre expérience. Tels par exemple *les mots d'ordre de l'échelle mobile des salaires et de l'échelle mobile des heures de travail, du contrôle ouvrier de l'industrie, de l'expropriation de certains groupes de capitalistes, des piquets de grève et des milices ouvrières, des comités d'usines et des soviets...*

Notes de l'auteur

(2) Plus particulièrement par les délégués polonais.

(3) Son titre réel est "L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^{ème} Internationale".

(4) Discussion sur le "Programme de transition".

(5) Particulièrement le III^{ème} congrès (1921) dans ses "Thèses sur la tactique".

Annexe F : Les délégués polonais Hersch Mendel et Stefan Lamed à la conférence de septembre 1938*

Le camarade V. [Pierre Naville] rapporte au nom de la commission préparatoire. Un projet de statuts a été élaboré. L'article premier implique ce que l'on appelle la "proclamation" de l'Internationale. Il serait plus juste de dire son organisation définie, et sa discussion stricte. C'est donc le point essentiel sur lequel doit porter la discussion actuelle. Cette discussion s'est déjà poursuivie amplement, en particulier dans la commission polonaise, avec la participation des délégations allemande, polonaise, anglaise, américaine, française, sud-américaine, grecque. Il convient de rappeler que le règlement adopté à la conférence de juillet 1936 parle "des organisations associées à l'échelle internationale au mouvement pour la IVème Internationale". C'est cela qu'il faut modifier dans le sens proposé par le programme de transition.

Voici le texte proposé :

"Tous les militants prolétariens et révolutionnaires du monde qui acceptent et appliquent les principes et le programme de la IVème Internationale se réunissent en une seule organisation mondiale, sous une direction centralisée internationale, et une même discipline. Cette organisation a le nom de ... et est régie par les présents statuts."

KA. [Hersch Stockfish] On ne peut aborder la question de la IVème Internationale en dehors de la situation du mouvement ouvrier. Le mouvement ouvrier passe par une période de désagrégation et de dépression. Dans les pays fascistes, dans les pays démocratiques, la pression stalinienne fait reculer les ouvriers. Nous sommes la partie la plus avancée de la classe ouvrière. On ne peut décider la IVème Internationale que si les ouvriers surmontent la dépression. La Ière Internationale s'est construite lorsque les ouvriers se sont remis de la défaite de 1848, la IIème lorsque le mouvement s'est remis après la défaite de la Commune, et la IIIème s'est créée après la victoire de la révolution russe et avec un grand nombre de partis communistes déjà formés. Bien qu'en 1919 la gauche zimmerwaldienne était plus forte que nous aujourd'hui, les spartakistes étaient contre la proclamation de la IIIème. Nous n'avons pas d'organisations nombreuses. Les organisations n'ont pas d'influence de masse, surtout dans les syndicats. La Ière Internationale a créé un mouvement de masse qui faisait la terreur de la bourgeoisie. La IIème a mis en mouvement des masses immenses. La IIIème a conduit des mouvements révolutionnaires de masses. Mais la situation a changé. Les ouvriers subissent une répression énorme. Nous n'avons pas de direction sur les masses. En proclamant la IVème sans être sûrs de la

* Tiré de "La conférence de fondation de la IVème Internationale", Point sur les statuts, *Cahiers Léon Troïsky 1*, janvier 1979, Paris, pp. 45-50. Les citations sont tirées du procès-verbal en français sauf l'intervention de Stephen et la deuxième intervention de Karl, traduites par les CER du procès verbal anglais. Hersch Mendel (Stockfish) (1890-1968) avait fondé l'Opposition de gauche en Pologne en 1932. Stefan Lamed (né en 1914) y appartenait aussi. Ils partageaient les positions d'Isaac Deutscher, à l'époque également membre de cette organisation, positions dont on trouve l'écho dans le troisième volet de la biographie de Trotsky qu'il écrivit après la guerre, *Le prophète hors-la-loi*, Paris, Julliard, 1965.

réponse des ouvriers, nous compromettons l'idée de la IVème.

L'avenir de l'humanité entière dépend de la IVème. On ne peut créer une fiction, mais une véritable Internationale. Malgré la répression, la crise du capitalisme pose la question de la révolution prolétarienne. C'est le prolétariat qui créera la IVème Internationale. Il faut éclairer les ouvriers et préparer le mouvement. Si nous restons un groupement de propagande, les ouvriers n'ont pas de grandes exigences envers nous, mais si nous sommes une Internationale, les ouvriers exigeront une direction, et nous ne pourrions les conduire. Ils seront déçus. La Ière Internationale s'est appuyée sur les forces du prolétariat français et anglais. La IIème sur les forces du prolétariat allemand. La IIIème sur les forces russes, balkaniques, polonaises, allemandes. Aussi longtemps que la IVème n'aura pas quelques partis de masses, elle ne pourra être proclamée. C'est pourquoi nous sommes en désaccord avec le point 1 des statuts. (...)

Stephen [Stefan Lamed] déclare, en soutien à la proposition polonaise, qu'il est parfaitement possible d'avoir un programme défini — nous venions d'adopter le Programme de transition —, une direction et des sections nationales clairement définies, sans aller jusqu'à proclamer formellement la IVème. Telle avait en effet été notre position depuis 1936, et il n'y avait pas de raison qu'elle ne continue pas jusqu'à ce que nous nous soyons renforcés et que l'occasion soit plus favorable. La proclamation d'une Internationale était un geste, et dans les circonstances actuelles un tel geste perdrait de sa signification. (...)

Karl. Mises à part les considérations politiques générales, l'extrême petitesse de nos sections devrait nous dissuader de proclamer la IVème. Au premier congrès du Komintern, il y avait déjà de grands partis en Pologne, en Autriche, en Bulgarie, etc. Nous n'avons rien qui y corresponde. Les conditions actuelles sont bien plus difficiles et désavantageuses que lorsque les trois autres Internationales ont été proclamées.

Votes

La délégation polonaise propose l'amendement suivant : "L'organisation internationale bolchevique-léniniste surgit de grands événements : des plus grandes défaites du prolétariat dans l'histoire. La cause de ces défaites, c'est la dégénérescence et la trahison de la vieille direction. La IIIème Internationale, aussi bien que la IIème sont mortes pour la révolution. Vive la IVème Internationale! Les bolcheviques-léninistes ne forment pas en ce moment la IVème Internationale; cependant, ils proclament la nécessité de la créer. Nous formerons la IVème Internationale quand les conditions objectives de sa création deviendront mûres, c'est-à-dire avant tout quand nous deviendrons un mouvement de masses, au moins dans certains pays avancés."

[Votes. sur l'amendement:] Pour : 3 voix; contre : 19; [sur l'] Article 1 du projet de Statuts : Pour 19, Contre : 3. Vote sur l'ensemble des statuts : Pour : 19; Abstentions : 3 (Karl, Stephen et Craipeau).

Déclaration de la délégation polonaise : La délégation polonaise déclare qu'après avoir défendu jusqu'au bout la position qu'elle considère comme juste, et qui a été élaborée avec le comité central polonais, elle reste entièrement disciplinée à la nouvelle organisation avec laquelle elle collabore de façon étroite

Annexe G : Le problème de la formation de cadres Pierre Frank (1978)*

Nous avons déjà indiqué quelques-unes des difficultés que les événements opposèrent à la vie du mouvement trotskyste. Il faut y ajouter le fait qu'il fut constitué presque exclusivement de jeunes, dépourvus de fortes racines et d'expériences dans le mouvement ouvrier. L'Internationale communiste avait hérité de la IIème Internationale et d'autres courants (syndicalisme révolutionnaire en particulier) de nombreux cadres expérimentés qu'il fallait considérablement rééduquer pour l'ère des révolutions et des guerres commencée en 1914. Les cinq premières années de l'IC furent insuffisantes pour former des dirigeants de partis communistes réellement solides. La dégénérescence bureaucratique en happa une importante partie, et la plupart de ceux qui s'y opposèrent cherchèrent refuge dans leurs conceptions passées. En fait ce sont quelques poignées de jeunes militants qui, à partir de 1929, rejoignirent Trotsky et, avec lui, commencèrent à construire le mouvement qui donna naissance à la IVème Internationale. Pendant toute la période couverte par ce volume [1933-1940], c'est avant tout et surtout Trotsky qui, par ses contributions presque quotidiennes, donna l'impulsion, la vitalité sans lesquelles les organisations trotskystes auraient non seulement erré, mais aussi probablement sombré. Trotsky qui avait fortement réfléchi au problème de l'Internationale en avait conscience et, au cours des dix dernières années de sa vie, il consacra l'essentiel de ses forces à faire vivre la jeune organisation internationale. A un moment où les tracasseries policières le contraignirent à tenir un journal faute de pouvoir s'exprimer publiquement en toute liberté, il écrivait entre autres le 25 mars 1935 :

"Il me faut encore au moins cinq ans de travail ininterrompu pour assurer la transmission de l'héritage [c'est-à-dire munir d'une méthode révolutionnaire la nouvelle génération]."

Il voyait là *"le travail le plus important de sa vie"*, plus que ce qu'il avait fait en 1917 et pendant la guerre civile. *"Encore cinq ans"*, disait-il en 1935, et il eut ces cinq ans avant que le coup de piolet ordonné par Staline l'assassine, privant ainsi la IVème Internationale de son principal dirigeant. L'Internationale et son centre étaient encore bien faibles, mais ils étaient suffisamment forts pour traverser dignement l'épreuve de la guerre mondiale et pour remplir ensuite consciencieusement leurs tâches dans un monde entièrement transformé. Trotsky était mort après avoir accompli *"le travail le plus important de sa vie"* : la IVème Internationale, après lui, vivait et combattait.

* "Préface", *Les Congrès de la Quatrième Internationale. 1.*, Paris, 1978, pp. 31-32. Militant du PC et de la CGTU en 1925, Pierre Frank (1905-1984) fut tour à tour gérant de *La Vérité* en 1929, membre du SI en 1930, secrétaire de Trotsky à Prinkipo en 1932 et dirigeant de la section française. Après une scission en 1936, et quatre ans d'internement en Angleterre (1940-44), il est élu au comité central de la section française (le PCI, la LC puis la LCR), et au Secrétariat international puis au Secrétariat unifié de la IVème Internationale de 1946 à 1979.

Glossaire

Asturles, insurrection des : en octobre 1934, cette région ouvrière d'Espagne fait grève et résiste à la répression (env. 3000 morts).

austro-marxisme : courant social-démocrate de gauche entre les deux guerres, inspiré par le Parti social-démocrate autrichien sous Otto Bauer et Karl Renner.

Bauer, Eugen (Erwin Ackerknecht, dit) (né en 1906) : dirigeant de la section allemande de la LCI et membre du SI en 1932; rejoint le SAP en 1934.

BOC : Bloque obrero campesino-Bloc ouvrier paysan (BOP) de Catalogne et des Baléares, lié à la Fédération communiste ibérique, fondé par Joaquín Maurin; il fusionne en 1935 avec l'ICE pour former le POUM.

bordiguistes : partisans d'Amadeo Bordiga (1889-1970) qui, exclu du PCI en 1930, animait une Fraction de gauche italienne dans les années trente.

Boukharine, Nikolai (1888-1938): dirigeant de l'aile dite de droite du Parti communiste soviétique et du Komintern à la fin des années vingt; ses partisans en dehors de l'URSS formèrent des organisations communistes nationales dans les années trente.

Brandler, Heinrich (1881-1967) : dirige le Parti communiste allemand de 1921 à 1924, puis s'investit dans le travail du Komintern; exclu en 1929, il fonde le KPDO (organisation communiste oppositionnelle allemande, dite de droite) et anime l'Union internationale d'opposition communiste (IVKO-Internationale Vereinigung der Kommunistischen Opposition), dite courant brandlérien, à laquelle étaient plus ou moins liés notamment les groupes de Kilbom (Suède), Lovestone (USA), Maurin (Espagne), Neurath (Tchécoslovaquie), M.-N. Roy (Inde) et d'autres en Norvège, en Suisse, en Autriche et en Alsace-Lorraine.

Brockway, Archibald Fenner (1888-1988) : travailleur britannique, rédacteur du *New Leader*, animateur de causes anti-colonialistes, élu président de l'ILP en 1933, il anime l'IAG, puis le Bureau de Londres.

Bureau de Londres : coordination de l'IAG (voir ci-dessous) puis de son successeur, le Bureau international d'unité socialiste révolutionnaire.

Cannon, James P. (1890-1974) : dirigeant du Parti communiste américain, puis de l'organisation trotskyste américaine.

Carrillo, Santiago (né en 1915) : dirigeant des Jeunesses socialistes en Espagne au début des années trente; de retour d'un voyage à Moscou en 1936, il amène celles-ci à la fusion avec les Jeunesses communistes et devient un dirigeant du Parti communiste.

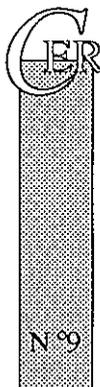
comité anglo-russe : entente de 1925 à 1927 entre la direction officielle du TUC britannique et les syndicats soviétiques en vue d'échanges de bons procédés.

congrès d'Amsterdam : mouvement pour la paix lancé par des personnalités réunies en conférence à Amsterdam (1932), puis à la salle Pleyel à Paris (1933), à l'initiative du Komintern.

Coyoacan : banlieue de Mexico où Trotsky s'était installé en 1938.

Dimitrov, Georgi (1882-1949): dirigeant du Parti communiste bulgare, détaché au Komintern après la défaite de l'insurrection de 1923, il se trouve à Berlin après la prise du pouvoir par Hitler. Arrêté et accusé d'avoir inspiré l'incendie du Reichstag par Hitler, il est acquitté. Il devient alors une sorte de héros anti-fasciste du Komintern et présente le rapport sur le tournant vers la ligne de front populaire au septième congrès du Komintern.

DNA (Det Norske Arbeiderparti-Parti ouvrier norvégien) : parti adhérent de la IIème Internationale, il passe à la IIIème Internationale de 1919 à 1923, se réunit avec la fraction social-démocrate en 1927, et participe au lancement de l'IAG en 1932. Il s'en retire en 1935, peu avant d'entrer au gouvernement.



Fischer, Ruth (1895-1961) : dirigeante du KPD de 1923 à 1925; exclue en 1926, elle forme en 1928, avec Maslow et Urbahns, le Leninbund, courant communiste de gauche ("zinoviéviste"), mais s'en retire un peu plus tard; en exil à Paris, elle adhère à la LCI vers 1933; elle la quitte en 1936, d'accord avec les critiques de Sneevliet.

Froelich, Paul (1884-1953) : dirigeant du KPD, du KPD-*Opposition* de Brandler, puis du SAP.

GR (Gauche révolutionnaire) : tendance de gauche de la SFIO animée par Marceau Pivert à partir de 1934; exclue en 1938, elle crée le PSOP.

Guomindang (également Kuo Ming Tang): parti nationaliste chinois fondé en 1912 par Sun Yatsen, dirigé par Tchang Kai-chek dans les années vingt et trente.

IAG (Internationale Arbeitsgemeinschaft-Communauté internationale de travail) : regroupement international d'organisations social-démocrates de gauche, communistes oppositionnelles et centristes, fondé en 1932, et coordonné par le Bureau de Londres. Sa conférence de février 1933 avait réuni : l'ILP britannique, l'OSP et le RSP de Hollande, le SAP allemand, le NSPP de Pologne, le Parti socialiste de Suède, la Fédération communiste ibérique (Maurin), le groupe autrichien "Rote Front", les "Amis de l'unité ouvrière" de Jacques Doriot, le bureau international des organisations révolutionnaires de jeunes, le groupe norvégien Mot Dag et le Parti socialiste italien (maximaliste). Le DNA quitta l'IAG en 1935.

IC : Internationale communiste, également Komintern et IIIème Internationale.

Internationale, IIème : l'Internationale ouvrière, regroupement de partis politiques ouvriers, à vocation "organique", fondé en 1889; elle se divise en partis "alliés", "neutres" et "pro-allemands" pendant la Première Guerre mondiale, et est relancée par les partis sociaux-démocrates réformistes en 1923.

Internationale, IIIème : l'Internationale communiste fondée en 1919 comme regroupement de partis et fractions rejetant le réformisme; stalinisée, puis dissoute en 1943.

Internationale, IVème : regroupement de partis et fractions ouvrières rejetant le réformisme et le stalinisme, fondée en 1938.

ILP : Independent Labour Party (Parti ouvrier indépendant) fondé en 1893 sur une plate-forme socialiste, un des éléments constitutifs du Parti travailliste britannique; son évolution à gauche conduisit le Parti travailliste à le "désaffilier" en 1932; il avait alors cinq députés et servit de base au Bureau de Londres.

ISR : Internationale syndicale rouge, également Profintern, regroupement de syndicats et tendances syndicales rejetant le réformisme, fondé en 1921; stalinisé et dissout en 1935.

Izquierda Comunista de España (ICE-Gauche communiste d'Espagne) : nom de l'Opposition de gauche d'Espagne après 1932.

Kienthal : voir Zimmerwald

Kilbom, Karl (1885-1961) : dirigeant du Parti communiste suédois et de l'IC de 1924 à 1929; exclu pour "déviation droite", il transforma son parti en Parti communiste national qui prit le nom de Parti socialiste suédois en 1937.

KPD : Kommunistische Partei Deutschlands (Parti communiste d'Allemagne).

Labour Party : le Parti travailliste britannique, parti "organique", fondé en 1906 par décision du TUC.

LCI : Ligue communiste internationale (bolchevique-léniniste), nom adopté par l'Opposition de gauche internationale en août 1933.

Liebknecht, Karl (1871-1919) : organisateur des Jeunesses socialistes internationales en 1907, il dirige l'opposition socialiste à la guerre en Allemagne, appelle à la création d'une nouvelle Internationale et fonde le KPD en 1918; il est assassiné en janvier 1919, sur les ordres du social-démocrate Noske.

Lovestone, Jay (né en 1898) : dirigeant du Parti communiste des USA de 1925 à 1929; exclu en 1929, il fonde un parti lié au courant brandlérien, qui devient l'Independent Labor League en 1933. En 1940, il dissout cette organisation et devient conseiller de la direction officielle de l'AFL.

Luxembourg, Rosa (1870-1919) : dirigeante de l'aile gauche du Parti socialiste polonais et du Parti social-démocrate allemand à partir de 1898, emprisonnée en 1916 pour ses activités internationalistes, elle appelle à la création d'une nouvelle Internationale et fonde le KPD en 1918; elle est assassinée en janvier

1919 sur ordre du social-démocrate Noske.

Maslow, Arkadi (1891-1941) : dirigeant du KPD de 1924 à 1926, il est exclu avec Fischer en 1926, dont il suit la trajectoire ultérieure.

maximalistes italiens : courant du Parti socialiste italien animé dans les années trente par Angelica Balabanov; il prône l'unité des deux Internationales.

Maxton, James (1885-1946) : député de l'ILP britannique.

Maurin, Joaquin (1897-1973) : dirigeant de la Confédération Nationale du Travail et du Parti communiste en Catalogne dans les années vingt; exclu en 1931, il fonde le BOC, puis le POUM.

Muste, Abraham Johannes (1885-1967) : pasteur protestant animateur de ligues de chômeurs et dirigeant de l'American Workers Party; il fusionne avec les trotskystes en 1934, pour former le WPUS. Il quitte ce parti en 1936, et évolue vers un pacifisme chrétien et populaire.

Naville, Pierre (né en 1904) : un des dirigeants de l'Opposition de gauche en France depuis 1929.

Nin, Andreu (1892-1937) : dirigeant de la Jeunesse socialiste et de la Confédération Nationale du Travail en Catalogne, il prône l'adhésion à la Troisième Internationale; membre du PC russe dans les années vingt, il anime l'ISR; déporté d'Union soviétique en 1930, il fonde l'Opposition de gauche d'Espagne, qui deviendra ICE en 1932, et fusionnera avec le BOC pour former le POUM en 1935. Ministre de la Justice dans le gouvernement de la Généralité en 1936, il est assassiné par le Guépéou en 1937.

Opposition de gauche internationale : regroupement à partir de 1929 de courants communistes révolutionnaires anti-staliniens.

OSP : Onafhankelijk Socialistische Partij - Parti socialiste indépendant de Hollande, fondé par P. J. Schmidt en 1932 à la suite d'une scission de gauche du Parti social-démocrate; fusionne en 1935 avec le RSP pour donner le RSAP.

PCC : Parti communiste chinois

PCF : Parti communiste français

PCI : Parti communiste italien

PC : Parti communiste

Pivert, Marceau (1895-1958): socialiste de gauche français, dirigeant, dans les années trente, de la fédération de la Seine et de la tendance GR de la SFIO, puis du PSOP.

POI : Parti ouvrier internationaliste, section française de la LCI puis du Mouvement pour la Quatrième Internationale.

POUM : Partido Obrero de Unificación Marxista (Parti ouvrier d'unification marxiste), produit de la fusion de 1935 de l'ICE et du BOC, il disposait d'une large base de masse en Catalogne.

Prinkipo : îlot près d'Istanbul où Trotsky fut exilé de 1930 à 1933.

PS : Parti socialiste

PSI hollandais : voir OSP

PSOP : Parti socialiste ouvrier et paysan, fondé en 1938 par Marceau Pivert après l'exclusion de la GR de la SFIO.

PSR hollandais : voir RSP

Reichstag, incendie du : nommé chancelier le 30 janvier 1933, Hitler provoqua l'incendie du Reichstag le 27 février et l'attribua aux communistes pour justifier une répression massive du KPD. Ce n'est qu'alors qu'il organisa des élections, le 5 mars 1933.

RSP : Revolutionair socialistische Partij - Parti socialiste révolutionnaire de Hollande, fondé en 1929 par Sneevliet à partir de bases communistes de gauche et syndicalistes; fusionne avec l'OSP pour donner le RSAP.

RSAP: Revolutionair Socialistische Arbeiders Partij, Parti socialiste révolutionnaire ouvrier hollandais, fusion de l'OSP et du RSP, affilié à la LCI.

SAP : Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands - Parti socialiste ouvrier d'Allemagne, fondé en 1931 après l'exclusion des députés socialistes de gauche du SPD.

Schmidt, Petrus Johannes (1896-1952) : socialiste de gauche hollandais, puis dirigeant de l'OSP

Schutzbund : Ligue de défense républicaine, milices ouvrières de Vienne liées au PS de 1918 à 1934.

SFIO : la Section française de l'Internationale ouvrière, le parti socialiste alors dirigé par Léon Blum.

Shachtman, Max (1903-1972) : dirigeant des Jeunesses communistes (USA), puis de l'organisation trotskyste américaine (CLA,

Petit guide de lecture

Pour l'étude de cette période, les 24 volumes de Léon Trotsky, *Œuvres* (EDI et ILT, Paris 1978-1988) et *Les Congrès de la IVème Internationale* (La Brèche, Paris, vol. 1 : 1930-1940, et vol. 2 : 1940-1946) sont essentiels. Les *Cahiers Léon Trotsky* (Grenoble) ont publié de nombreux documents, biographies et articles complémentaires du n°1 (1979) au numéro 33 (1988). On lira aussi des témoignages sur les activités ou débats du mouvement international : Jean van Heijenoort, *De Prinkipo à Coyoacan. Sept ans auprès de Léon Trotsky* (Paris : Lettres nouvelles, 1978); Pierre Frank, *La Quatrième Internationale* (Paris : Maspéro, 1969); Pierre Naville, *Trotsky vivant* (Paris, Julliard, 1962).

Plusieurs dirigeants ont décrit ou analysé le mouvement trotskyste dans leur pays au cours de cette période, notamment : James P. Cannon, *History of American Trotskyism* (New York, 1944); Yvan Craipeau, *Le mouvement trotskyste en France* (Paris : Syros, 1972); Hersch Mendel (Stockfish), *Mémoires d'un révolutionnaire juif* (Grenoble : PUG, 1982); Andreu Nin, *Los problemas de la revolucion española (1931-1937)* (Paris : Ruedo Iberico, 1971); Wang Fanxi, *La marche de Wang. Mémoires d'un révolutionnaire chinois* (Paris : La Brèche, 1987).

Il existe aussi un nombre croissant de biographies et d'études sur les divers courants communistes oppositionnels et socialistes révolutionnaires des années trente, dont on trouvera la liste dans les *Œuvres* de Trotsky et dans les *Cahiers Léon Trotsky*. Citons au niveau international : Isaac Deutscher, *Trotsky. Tome 3 : Le prophète hors-la-loi* (Paris : Julliard, 1965); Michel Dreyfus, "Bureau de Londres ou IVe Internationale : socialistes de gauche et trotskystes en Europe 1933-1940" (Thèse, Nanterre, 1978); Ernest Mandel, *Trotsky* (Paris : Maspéro, 1980); les photos de David King, *Trotsky*. Et au niveau national : Robert Alexander, *Trotskyism in Latin America* (Stanford : Hoover, 1973); Jean-Paul Joubert, *Révolutionnaires de la SFIO. Marceau Pivert et le pivertisme* (Paris : FNSP, 1977); George Lerski, *The Origins of Trotskyism in Ceylon* (Stanford, 1968); Pelai Pages, *El movimiento trotskista en España (1930-1935)* (Barcelona : Peninsula, 1977); Fritjoff Tichelman, *Henk Sneevliet* (Paris : La Brèche, 1988); Karl Hermann Tjaden, *Struktur und Funktion der "KPD- Opposition" (K.P.O.)* (Meisenheim : Hain, 1964); Reiner Tosstorff, *Die POUM in die spanischen Bürgerkrieg (ISP Verlag, 1987)*.

Daniel Bensaïd, *Stratégie et Parti* (Paris : La Brèche, 1987) complète le présent rapport sur les problèmes de construction de parti. On trouvera une réflexion sur l'internationalisme pratique aujourd'hui dans "L'étape actuelle de construction de l'Internationale-Résolution du 12ème congrès mondial de la IVème Internationale", *Quatrième Internationale*, numéro spécial 17/18, septembre 1985, et dans *Quatrième Internationale*, n° 29, été 1988, publié à l'occasion du cinquantenaire du congrès de fondation.

WP, SWP), il dirigea un courant distinct à partir de 1940.

SI : Secrétariat international, organisme de direction élu par les conférences de l'Opposition de Gauche internationale et ses successeurs.

Sneevliet, Henk (1883-1942): syndicaliste de gauche hollandais, il représente le Komintern en Indonésie et en Chine au début des années vingt; dirigeant d'une petite confédération syndicale de gauche, exclu du PC en 1929, il fonde le RSP et œuvre à la création d'une IVème Internationale. Arrêté et exécuté par l'occupant nazi en 1942.

Tchang Kaï-chek (1887-1975) : officier chinois, il succède à Sun Yatsen à la tête du Guomindang et devient le chef de la République chinoise en 1927, tour à tour en guerre contre les communistes et le Japon.

Thalheimer, August (1884-1948) : dirigeant du KPD, auteur de manuels de formation marxiste, il devint le bras droit de Brandler durant les années trente.

Thermidor : retournement conservateur dans le cadre d'une révolution, par analogie avec le renversement du dirigeant de la révolution française, Robespierre, le 27 juillet 1794 (9 Thermidor).

TUC : Trades Union Congress - Congrès des Unions de Métiers, la confédération syndicale britannique fondée en 1868.

Urbahns, Hugo (1890-1906) : dirigeant de la gauche du KPD, héros de l'insurrection de Hambourg de 1923, proche de Zinoviev, il est exclu en 1928 et fonde le Leninbund, organisation communiste de gauche. En 1933, il se réfugie en Tchécoslovaquie puis en Suède.

USPD : Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands - Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne, scission anti-guerre du SPD en 1917; sa majorité fusionna avec le KPD en 1920, le reste se ralliant peu après à la social-démocratie.

Vereeken, Georges (1898-1978) : dirigeant du PC belge puis de l'Opposition de gauche belge, membre du Secrétariat international de la LCI au début des années trente.

Walcher (dit Jim Schwab), Jakob (né en 1887) : dirigeant du KPD proche de Brandler, il se sépare de celui-ci en 1932 pour adhérer au SAP, qu'il dirige à partir de 1933.

WP-US : Workers Party of the United States - Parti des travailleurs des Etats-Unis, produit de la fusion de l'AWP dirigé par Muste et de la Ligue communiste d'Amérique, dirigée par Cannon, en 1934, il entra dans le PS américain en 1936.

Zimmerwald : village suisse où se tint, en septembre 1915, la première conférence socialiste internationale réunissant des militants provenant des deux camps belligérants depuis la déclaration de guerre en août 1914. La gauche de cette conférence, animée par Lénine, prôna la création d'une Troisième Internationale. Elle fut suivie en 1916 de la conférence de Kienthal.

Zinoviev, Grigory (Y. Radomilsky, dit) (1883-1936) : dirigeant du Parti bolchevique russe, président de l'Internationale communiste de 1919 à 1926, date à laquelle il forme l'Opposition unifiée en Russie; il est exclu du PC trois fois en 1927, 1932 et 1934, ayant été réadmis en 1928 et 1934 à la suite d'auto-critiques. Staline le fait exécuter en août 1936. Ses partisans en dehors de Russie, notamment le Leninbund allemand d'Urbahns, Fischer et Maslow, souvent liés à la politique dite de "bolchévisation" du Komintern (1924-25), se divisent après 1930.

4 août 1914 : date du vote des crédits militaires nécessaires à la guerre par le Parti social-démocrate allemand, fleuron de la IIème Internationale.

30 janvier 1933 : accession d'Hitler au pouvoir en Allemagne

5 mars 1933 : élections au Reichstag après la répression massive des communistes en Allemagne.



Dans la série "cours"

Les années de formation de la IVème Internationale

Daniel Bensaïd

	Page
<i>Avant-propos</i>	3
<i>Les années de formation de la IVème Internationale, Daniel Bensaïd</i>	
Chronologie de la période 1929-1938	4
I. De la bataille pour le redressement de la IIIème Internationale à la nécessité d'une IVème Internationale : un test historique	5
II. Une nouvelle Internationale : sur quelles bases?	8
III. Vers une nouvelle Internationale? Comment?	10
Documents : Les onze points de l'Opposition de gauche (juillet 1933)	9
La déclaration des Quatre (septembre 1933)	12
IV. De l'Internationale de cadres à l'Internationale de masse	15
V. La question du centrisme et des fusions	16
VI. La question de "l'entrisme"	19
VII. La question du parti des travailleurs de masse	21
VIII. Conclusions et éléments de réflexion	23
<i>Annexes</i>	
A. L'évolution de l'Internationale communiste (1936), Walter Held	27
B. Conception de la IVème Internationale (1944), Jean van Heijenoort	34
C. La route cahoteuse vers la IVème Internationale (1979), George Breitman	38
D. L'anathème de Coyacan et résolution du RSAP hollandais, Henk Sneevliet (1938)	40
E. Vingt ans après (1958), Michel Pablo	42
F. Les délégués polonais à la conférence de fondation (1938)	44
G. Le problème de la formation des cadres (1978), Pierre Frank	45
Glossaire des personnes, sigles et autres termes cités	45
Petit guide de lecture	47

Un problème nouveau s'est posé au mouvement pour la démocratie socialiste dans les années trente. A la lutte contre le capitalisme dans ses métropoles et dépendances, s'est ajoutée la lutte contre la bureaucratie stalinienne en URSS. Daniel Bensaïd présente ici les arguments qui ont alors conduit une partie de ce mouvement à fonder une organisation internationale indépendante. Il démêle les raisons historiques, les pronostics conjoncturels et les choix organisationnels, montrant notamment que la fondation de la IVème Internationale en 1938 conclut une démarche de regroupement de nombreux courants anti-staliniens, anti-fascistes et anti-impérialistes commencée en 1933, mais qui n'aboutit pas à un élargissement significatif dans les conditions concrètes des années trente. Les annexes comprennent des extraits de textes de partisans et adversaires de cette démarche.

Daniel Bensaïd est né en 1946. Acteur direct du mai 68 français et dirigeant, depuis lors, de la Ligue communiste révolutionnaire, section française de la IVème Internationale, il a dû réfléchir plus d'une fois au rapport entre internationalisme et construction d'une Internationale. Il enseigne la sociologie à l'Université de Paris et est un collaborateur régulier de l'IIRF. Il a publié notamment: *Mai 68 : une répétition générale* (1968), *Portugal : la révolution en marche* (1975), *La révolution et le pouvoir* (1976), *L'Anti-Rocard* (1980) et *Mai si! rebelles et repentis* (1988).

Bulletin de commande

Nom - Prénom :

Numéro et rue :

Commune : Code postal : Pays :

Ci-joint la somme de pour :

* un abonnement à cinq numéros des CER (100 FF), à partir du numéro

* les numéros suivants des CER (20 FF, 25 FF ou 40FF par exemplaire; voir titres en page 2) :

Chèques libellés à l'ordre de P. Rousset, de préférence en francs français, tirables dans une banque située en France. Envoyer à CER, 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France. Virements postaux à P. Rousset, CCP Paris 11 541 97 T. Paiements groupés : indiquer la somme pour les CER.